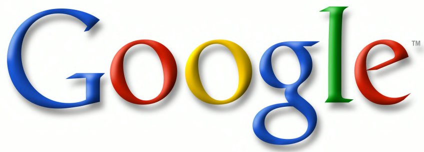
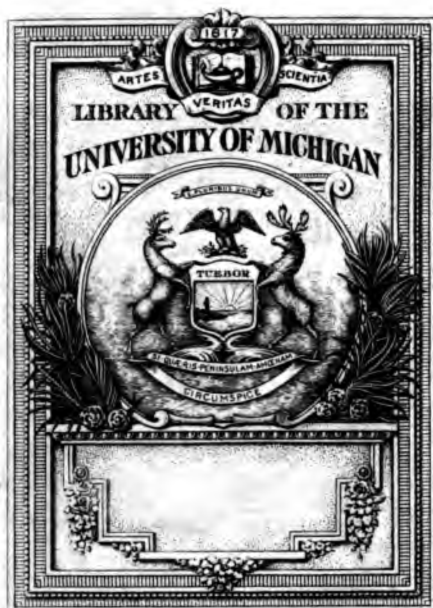



1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





[illegible] DE 1870

LE SIÈGE

ET

[illegible]

STRASBOURG

GUSTAVE FIS[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

STRASBOURG

[illegible]



GUERRE DE 1870

LE SIÉGE
ET LE
BOMBARDEMENT
DE STRASBOURG

PAR

GUSTAVE FISCHBACH

Avocat, ancien rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*

Cinquième édition

REVUE ET CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE

Ornée de deux portraits, de huit vues et du plan de la ville après le bombardement



STRASBOURG

MAURICE SCHAUENBURG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

Successeur de G. Silbermann

1871



Préface des quatre premières éditions

AU LECTEUR

Ceci n'est point l'histoire proprement dite, c'est-à-dire l'histoire militaire du siége et du bombardement de Strasbourg. Les travaux exécutés autour de la forteresse par l'armée allemande ne sont pas, en effet, décrits dans ce volume ; les opérations et les manœuvres des troupes assiégées et des troupes assiégeantes y sont à peine effleurées, et le technicien et le stratégiste ne trouveront point leur compte à la lecture de ces pages.

L'auteur était chargé, pendant la durée du siége, de raconter chaque jour dans les colonnes du *Courrier du Bas-Rhin* les événements de la journée et de la nuit écoulées ; il décrivait, non les progrès des travaux d'attaque ou l'emploi des moyens de défense, mais les malheurs qui frappaient la population strasbourgeoise et les désastres qui accablaient la ville ; il faisait chaque jour l'énumération des victimes et des ruines de la veille, et ce sont ces descriptions qui se trouvent reproduites ici,

complétées par tous les actes officiels, affiches et proclamations, et par des notes soigneusement prises depuis le premier jusqu'au dernier instant de cette longue période d'angoisses.

L'auteur confesse qu'il aurait dû faire la part plus grande à ceux qui ont joué les rôles les plus en vue dans ce mémorable épisode de la guerre de 1870, aux officiers supérieurs qui commandaient la défense, au général qui gouvernait la place et présidait à ses destinées. Il y a bien des dévouements et des actes d'héroïsme sur lesquels ces pages sont muettes ; des noms y sont oubliés qui mériteraient certes d'être cités. L'auteur a décrit de préférence ce que Strasbourg et ses habitants ont fait, ce qu'ils ont souffert, comment ils ont lutté. Lui en voudra-t-on de cette partialité, de ces sentiments un peu égoïstes en faveur de sa chère ville natale?....

Ce petit livre a été écrit et imprimé en quinze jours au plus. Cette rapidité d'exécution fera peut-être pardonner un peu ses imperfections.

GUSTAVE FISCHBACH.

PRÉFACE

DE LA CINQUIÈME ÉDITION.

Les quatre premières éditions de ce bien modeste ouvrage ont été épuisées avec une rapidité dont l'auteur pourrait se sentir agréablement flatté, s'il n'avait le bon sens de se dire que le sujet seul de son livre et non la façon dont il est traité a été la cause de ce succès.

L'intérêt qui s'est attaché à Strasbourg et aux souffrances de la malheureuse ville ne s'est pas affaibli encore, et l'histoire du siége et du bombardement de l'héroïque cité trouve toujours des lecteurs.

J'ai pensé que si tout d'abord on avait pu me pardonner facilement les omissions, les imperfections des éditions premières, en raison de la rapidité avec laquelle mon récit avait été écrit, je n'avais plus droit à la même indulgence si plusieurs mois après l'apparition de mon petit livre j'y laissais subsister les mêmes défauts. J'ai donc recueilli de nouveaux documents, j'ai réussi à rassembler quelques données sur les opérations des défenseurs de la place, que j'avais à peine effleurées ; de divers

côtés aussi, des lecteurs et des amis complaisants m'ont fourni quelque renseignement utile à connaître. J'ai réuni dans un appendice des pièces relatives au siége, qui me paraissent de la plus haute importance et que les historiens futurs de la guerre de 1870 auront satisfaction à trouver assemblés : le rapport officiel du général Uhrich sur la capitulation et les événements qui l'ont précédée, diverses lettres du général, une étude sur nos fortifications, la liste des personnes civiles et des officiers tués pendant le siége, un décret du gouvernement de la défense nationale rendu en faveur de notre ville, le diplôme de citoyen de Strasbourg envoyé au général Uhrich.

Il m'a été agréable de pouvoir consacrer aussi quelques pages au général Uhrich, qui commandait la place pendant le siége. Plusieurs officiers qui faisaient partie de la garnison assiégée m'ont fait l'honneur de m'écrire et de me fournir quelques notes sur le général. « Nous l'estimions et nous l'aimions, dit une de ces lettres, et il mérite une large place dans l'histoire du siége de Strasbourg ; il mérite aussi qu'on le défende énergiquement contre les lâches et insensées accusations dont on veut ternir aujourd'hui son honneur de soldat. »

Un des parents du général Uhrich, honorable magistrat qui faisait partie de notre tribunal civil, a bien voulu me donner aussi quelques détails in-

téressants sur le défenseur de Strasbourg. Grâce à son obligeante intervention, j'ai éte mis en rapport avec le général lui-même, qui, sur ma demande, m'a communiqué divers renseignements précieux. Le général Uhrich a souffert péniblement des attaques dont il a été l'objet après qu'on l'eut d'abord porté aux nues ; le repos si mérité qu'il est allé prendre en Suisse, dans la petite ville de Montreux, a été bien souvent troublé par les calomnies que des envieux ou des ignorants lançaient contre lui.

J'ai reçu du général quelques lettres charmantes, où se peint tout entier cet honnête et modeste soldat, où se révèle quelquefois aussi cette tristesse causée par d'injustes accusations. « Interrogez-moi, « m'écrit le général, sur les moindres détails de la « défense ; je ne tairai que les choses qui m'obligeraient à prendre le rôle d'assaillant et qui ne se« raient qu'en ma faveur. Loin de moi la prétention « d'avoir tout fait pour le mieux ; un autre aurait « mieux réussi peut-être ; mais ce que je puis hau« tement affirmer, c'est que j'ai consacré à l'accom« plissement de la mission qui m'a été confiée tout « ce que j'ai de volonté, d'intelligence et de dévoue« ment pour mon pays et pour la ville de Strasbourg « en particulier. »

Voici encore quelques passages d'une autre lettre où le général parle du combat qui se livrait en lui entre le sentiment impérieux du devoir et les sentiments de l'humanité :

« Il est une chose inconnue à bien des hommes « et qui me l'était à moi-même, il y a quelques « mois à peine, tout vieux que je suis : c'est le poids « de la responsabilité. Certes, dans une circonstance « donnée, il est du devoir le plus strict de faire « massacrer soldats et habitants, de faire brûler et « saccager une ville ; mais celui qui fait accomplir « cela sous sa responsabilité trouve souvent le far- « deau bien lourd. Le glaive qui tue obéit au bras « qui le meut ; quand un homme est obligé par le « devoir de faire tuer des hommes, il est comme le « glaive, mais il a de plus la pensée, la voix du « cœur qu'il ne peut supprimer.

. . . .

« Capituler !... Il faut avoir eu cette responsabilité « pour en connaître la lourdeur, pour savoir quels « combats intérieurs, quel trouble, quels déchire- « ments fait naître une telle fatalité ! Il faut une bien « grande conviction que l'honneur militaire est sa- « tisfait et qu'il n'existe plus une seule chance de « salut pour reculer même devant l'éventualité « d'exposer une cité de 80,000 âmes aux horreurs « d'un assaut ; il faut avoir assisté à toutes les souf- « frances et à la résignation de cette ville pour ne « pas avoir voulu la faire saccager sans utilité pour « la patrie commune ; il faut enfin avoir aimé Stras- « bourg comme je l'ai aimé, pour s'exposer à être « mal jugé par les uns, calomnié par les autres. « Mais la raison et la vérité viennent après que la

« passion s'est calmée, et leur règne est alors défi-
« nitif; c'est là-dessus que je compte; c'est là et
« dans ma conscience que j'ai trouvé des consola-
« tions contre les attaques dont j'ai été l'objet. »

Je pourrais multiplier ainsi les passages pleins de cœur et de loyauté de ces lettres qui me font si grand honneur et si grande joie.

Parmi les renseignements sur les faits militaires que j'ai ajoutés à cette édition, se trouve le récit des opérations confiées au 87e de ligne, un brave régiment qui rendit à la défense des services hors ligne. Je serais ingrat si je ne disais que c'est encore grâce à l'honorable magistrat qui déjà m'avait mis en rapport avec le général Uhrich, que je possède ces renseignements pleins d'intérêt. Lié d'amitié avec un officier du 87e, il a eu la complaisance de lui demander quelques notes sur le rôle rempli par son régiment, notes que j'ai reproduites avec soin. Je témoigne ici toute ma reconnaissance à celui dont l'obligeante courtoisie me fut d'un secours si précieux.

J'ai intercalé dans les pages de mon petit livre des gravures représentant différentes vues de Strasbourg après le bombardement. Le Théâtre et la Préfecture, la brèche, la porte de Pierres, la porte Nationale, la Bibliothèque, les ruines du faubourg de Pierres, la porte de France à la Citadelle, la Prison militaire de la Citadelle, l'église et l'école

Sainte-Aurélie ont été reproduits par le crayon du dessinateur, qui a emprunté un sujet à chaque quartier de la ville.

Le portrait du général Uhrich, qui se trouve en tête du volume, est dessiné d'après une photographie faite à Vevey, peu de temps après la capitulation de Strasbourg.

Strasbourg, 1er mars 1871.

GUSTAVE FISCHBACH.

P. S. Il est question, dans les dernières pages de ce livre, d'un homme, d'un citoyen qui a joué, vers la fin du siége de Strasbourg, un rôle bien éminent et dont la mort subite vient de plonger notre cité dans le deuil et la douleur. Nous voulons parler du docteur Küss, professeur à la Faculté de médecine, nommé maire de la ville pendant le bombardement, le jour où la proclamation de la République fut connue dans la place assiégée.

Le docteur Küss comptait parmi les citoyens les plus estimés de notre cité ; c'était l'honnête homme par excellence, le républicain austère et sensé devant lequel chacun s'inclinait avec respect ; le monde scientifique le rangeait parmi les savants dont la parole avait le plus d'autorité ; ses intimes le disaient le meilleur et le plus dévoué des amis.

Malade, affaibli, il partit le mois dernier pour

l'Assemblée nationale de Bordeaux, où l'envoyaient les suffrages de cent mille de ses concitoyens. A peine est-il arrivé, que le mal qui le minait s'aggrave, et le 1er mars, le jour où les préliminaires de paix sont ratifiés, le jour où l'Alsace est détachée de la France, le docteur Küss expire loin des siens, loin de la ville de Strasbourg, pour laquelle il avait tout sacrifié.

La population strasbourgeoise tout entière vient de rendre les derniers devoirs à la dépouille de son dernier maire français; les funérailles du grand citoyen ont été la cérémonie la plus imposante et la plus grandiose dont notre cité ait jamais donné le spectacle.

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire dans ce livre les traits de l'homme que l'Alsace vient de perdre et auquel nous avons tous voué ici un éternel culte de reconnaissance.

Strasbourg, 10 mars 1871.

G. F.

LE SIÉGE

ET

LE BOMBARDEMENT

DE STRASBOURG.

Samedi 6 août.

Le 6 août 1870 se livrait la bataille de Frœschwiller, où l'armée de Mac-Mahon dut, après une lutte admirable, reculer devant des forces supérieures. L'aile droite des combattants français fut coupée ; on entendit le cri : *Sauve qui peut !* et bientôt la route trembla sous le pas des chevaux que des milliers de cavaliers lançaient ventre à terre vers la ville de Haguenau. Hussards, cuirassiers, artilleurs, turcos, zouaves, chasseurs à pied, chacun avait sauté sur le premier cheval qu'il avait pu saisir, et la bande tout entière galopait avec fureur, en criant sur son passage aux populations affolées : « Les Prussiens ! les Prussiens ! »

La triste cohue brûla le pavé des rues de Haguenau et sortit de cette ville par la porte de Strasbourg. Les

uns prirent à travers champs, les autres tombèrent au bord du chemin, quelques-uns poursuivirent leur course folle jusqu'à Strasbourg, où bientôt se répandit la nouvelle : L'armée de Mac-Mahon est battue !

Une indescriptible émotion s'empare aussitôt de la population et une agitation fiévreuse règne dans les rues. Au même instant débouchent par les faubourgs des convois de blessés provenant de l'affaire de l'avant-veille, de la bataille de Wissembourg, et le spectacle de ces hommes couverts de sang et de boue, de ces corps mutilés qu'on transporte à découvert, achève de répandre sur la ville de Strasbourg un épais voile de deuil. Tout à coup, frayeur nouvelle et agitation plus anxieuse encore. Un lugubre bruit retentit dans la rue : on bat la générale ! Les boutiques, les maisons se ferment ; les soldats courent vers les casernes ; on croit que l'ennemi est aux portes. Des ordres partent dans toutes les directions ; les ponts-levis sont dressés, et à sept heures du soir la ville est complétement fermée. Des centaines d'habitants stationnent hors des murs, suppliant qu'on leur ouvre, et obtiennent enfin de pouvoir entrer encore.

Dimanche 7 août.

La nuit pourtant fut calme au dehors ; au dedans, une fièvre pénible tourmentait les esprits ; l'on avait je ne sais quel pressentiment vague des souffrances qui devaient venir. Le lendemain, à l'aube, triste spectacle. Une grande partie de l'aile droite de l'armée française, que l'ennemi avait coupée dans le combat de la veille, se réfugiait à Strasbourg. Les soldats arrivaient un à un,

puis par groupes, par bandes de dix, vingt, trente; parmi eux beaucoup de blessés; ceux-ci s'appuyaient sur un bâton, sur un fusil brisé, ou étaient couchés dans les voitures et les fourgons du train; les cavaliers, les cuirassiers surtout, avaient perdu leurs armes; ils étaient nu-tête, couverts de boue, accablés de fatigue; les turcos, mornes et courbés, se traînaient avec peine; les officiers, bien peu nombreux, hélas! soutenus par les soldats, semblaient profondément abattus. Une foule énorme se pressait dans les rues et formait une haie silencieuse au long cortége des vaincus de la veille, qui passèrent pendant la journée tout entière par la ville comme un immense convoi de deuil. La nuit tombait et le triste défilé continuait toujours; le lendemain il durait encore.

Un épisode entre cent de ces deux jours mémorables : Sur la place Kléber débouchent une quarantaine de turcos, glorieusement sales, déchirés, les uns couverts de sang. L'un d'eux porte le drapeau du régiment et un cri d'enthousiasme part de toutes les bouches. *Vive la France! vivent les turcos!* crient des milliers d'assistants, et les acclamations redoublent lorsque le colonel Ducasse, commandant de la place, prend le drapeau, y suspend une couronne de lauriers et le montre à la foule du haut du balcon de l'état-major.

A la bataille de Frœschwiller, au moment où les turcos tombaient fauchés par la mitraille, le colonel du 2e régiment de tirailleurs algériens, passant devant quelques-uns de ses hommes encore debout, aperçut, presque seuls, le sous-lieutenant Valès, porte-drapeau, le sous-lieutenant Bontoux et le sergent Abd-el-Kader-Ben-Dakich. « Votre place n'est plus ici, leur cria-t-il; retirez-vous,

sauvez notre drapeau ! » Valès, Bontoux et Abd-el-Kader obéissent à leur colonel. Ils se jettent dans un bois, traversent Frœschwiller et dépassent Reichshoffen, quand tout à coup un peloton d'uhlans s'élance sur eux. Valès et ses deux amis se cachent, s'effacent, et la charge passe rapide, balayant tout sur son passage. Quand le torrent des chevaux s'est écoulé, Bontoux et Valès se relèvent, cherchant l'Arabe, qui avait disparu. Après d'incroyables péripéties, les trois braves se trouvèrent réunis de nouveau ; ils gagnent la route de Haguenau, atteignent cette ville dans la nuit, brisés et anéantis, mais heureux et fiers, car l'aigle du régiment est sauvée ! Le lendemain ils arrivaient à Strasbourg.

C'est ce drapeau-là que le commandant de la place de Strasbourg venait de montrer à la foule. L'incident causa une touchante émotion.

Les élections municipales, qui avaient commencé le 6 août, ne furent point continuées. Quelques électeurs seulement s'étaient présentés au scrutin, et le 7 les bureaux ne furent même plus ouverts. Les portes de la ville étant fermées, les habitants de la banlieue n'auraient pu venir déposer leur vote dans l'urne ; d'autres préoccupations du reste agitaient les esprits. L'ennemi occupait Haguenau, il était donc à six lieues de la ville ; puis il occupa Brumath, distant de trois lieues à peine. Tout annonçait le danger.

Le 7, au matin, le placard suivant fut affiché sur les murs :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

« Le préfet du Bas-Rhin informe les habitants de Strasbourg que la ville est mise en état de siége.

« Strasbourg, le 6 août 1870.

« Baron PRON. »

Le département était déjà en état de siége depuis plusieurs semaines, de même que le Haut-Rhin et la Moselle. L'avis du préfet ne créait donc pas une situation nouvelle pour la ville; il ne faisait que mettre en vigueur quelques dispositions spéciales aux places fortes déclarées en état de siége.

Dès le 7 août les communications postales avec le dehors devinrent irrégulières. Le courrier de Paris du 6 arriva à Strasbourg le 7, à 9 heures du soir, au lieu d'arriver le matin. Le train-poste avait dû s'arrêter à Saverne et les dépêches avaient été transportées par la grande route jusqu'à Strasbourg. Les communications télégraphiques furent interrompues aussi, et dès ce moment commença cette période d'isolement et d'incertitude dans laquelle vécut la ville pendant de longues semaines, où les bruits, les rumeurs, les mensonges étaient la seule pâture donnée à la curiosité anxieuse de la population.

Lundi 8 août.

L'armée allemande se rapproche de plus en plus, et de nombreux habitants des villages voisins affluent dans les murs de Strasbourg, arrivant avec quelques objets

de literie, quelques meubles et des provisions sur leur voiture, répandant toutes sortes de rumeurs, qui, à force de passer de bouche en bouche, deviennent effrayantes.

Dans la journée du lundi 8, une nouvelle des plus inquiétantes causa une alarme extraordinaire dans la ville. Un officier allemand, muni du drapeau blanc du parlementaire, s'était présenté devant l'une des portes et avait sommé le commandant de se rendre, le menaçant, en cas de refus, du bombardement de la place. Le commandant avait refusé net, et l'on s'attendait cette nuit à entendre gronder le canon. Mais la menace de l'officier allemand ne s'accomplit pas encore.

Mardi 9 août.

Le lendemain, au contraire, la confiance vint renaître dans les esprits, car on annonçait que les détachements de troupes ennemies qui avaient paru dans les communes des environs, s'étaient retirés et avaient repris le chemin de Haguenau. Ils s'étaient retirés en effet, car leur but était atteint: ils avaient reconnu les alentours de la place, l'état de ses travaux de défense, les voies de communication qui l'entouraient et qui conduisaient d'un village à l'autre. Mais ils devaient revenir!

L'imprévoyance coupable qui a si généralement présidé, du côté français, aux préparatifs de cette guerre, avait régné à Strasbourg comme ailleurs; la place n'était pas en état de défense quand l'ennemi se trouvait déjà aux portes. Le général Uhrich, en prenant le commandement de la sixième division militaire, avait reçu l'ordre de ne rien faire pour la défense de Strasbourg; il devait se bor-

ner à transmettre les munitions dont les troupes opérant en Allemagne pouvaient avoir besoin !

La ville n'avait point de garnison régulière. En temps de paix, deux régiments d'artillerie, un régiment presque entier de pontonniers, deux régiments d'infanterie de ligne, deux bataillons de chasseurs à pied et des détachements des régiments du train occupaient les casernes. Toutes ces troupes, sauf une grande partie des pontonniers, étaient parties, emmenées par le maréchal Mac-Mahon.

Quand la place commença à être investie, elle avait, en fait de troupes, quelques artilleurs, quelques centaines de pontonniers, deux dépôts de régiments de ligne, deux dépôts de bataillons de chasseurs, tous réduits à leurs cadres, les bataillons de guerre ayant enlevé tous les hommes valides; pour le génie, il y avait quelques officiers, formant un état-major incomplet, et quelques gardes.

Le 3 août, à 6 heures du matin, le maréchal Mac-Mahon avait fait appeler le général Uhrich, lui avait dit qu'il allait partir dans la matinée pour se mettre à la tête de son armée, et qu'il laissait provisoirement le 87e de ligne à Strasbourg. Il ajouta qu'il avait eu l'intention d'y laisser une brigade, mais qu'il ne le pouvait plus, son effectif étant trop restreint. Le général répondit que tant que le corps du maréchal serait au sud et le corps du général Douay au nord de Strasbourg, il se ferait fort de garantir la place contre une attaque, peu probable d'ailleurs; mais que si l'armée devait s'enfoncer en Allemagne, la position deviendrait difficile. Le maréchal répondit que dans ce cas l'on aviserait, et il partit.

Le 87e de ligne reçut lui-même l'ordre de quitter la

place; il y fut retenu par l'investissement inattendu de la forteresse, et rendit d'éminents services à la défense.

Il y avait de plus un certain nombre de douaniers et une centaine de marins, sous le commandement du contre-amiral Excelmans et du capitaine de vaisseau Du Petit-Thouars, arrivés pour monter les canonnières destinées à manœuvrer sur le Rhin. Quelques milliers d'hommes de toutes armes, réfugiés à Strasbourg après avoir été battus à Frœschwiller, étaient venus s'ajouter à la petite garnison de la ville. Ils formèrent pour cette garnison un contingent numérique considérable, mais d'abord ils furent un élément de confusion et de démoralisation; la garde mobile du Bas-Rhin, enfin, renforçait le nombre des défenseurs de la forteresse.

Les palissades n'étaient pas encore dressées; pas un arbre n'était coupé sur les routes; l'eau des fossés des fortifications n'était pas plus haute qu'en temps de paix; les pièces des remparts étaient sans artilleurs; il semblait qu'une attaque contre Strasbourg fût réputée impossible et que ceux qui parlaient de la probabilité d'un siége, d'un blocus, d'un bombardement, fussent des pessimistes qui ne savaient, dans le trouble où les jetait la peur, se rendre compte de la situation. On cherchait à prouver qu'il ne pouvait être question d'un mouvement offensif contre Strasbourg. L'objectif de l'Allemagne était maintenant la capitale de la France, et l'Allemagne ne pouvait, disait-on, détacher de son armée les troupes qui seraient nécessaires pour attaquer Strasbourg. Si Paris tombait aux mains de l'armée allemande, Strasbourg tomberait de lui-même dans ses mains, et il n'était point besoin, par conséquent, de perdre autour de cette place du temps et des soldats.

Chacun s'arrangeait ainsi une politique commode, une politique dont il pressentait bien l'impossibilité, mais qu'il s'efforçait de croire toute naturelle. L'homme est ainsi fait, qu'il juge souvent comme impossible ce qui pourrait lui être funeste ou seulement désagréable, et dans sa tête il trace aux événements une marche à sa guise; puis vient la réalité et ce bel avenir d'illusions est évanoui.

Mercredi 10 août.

Un avis du général Uhrich, commandant supérieur de la place, fit prévoir que des hostilités contre la ville étaient probables et que des événements graves étaient proches. Voici ce que le général fit afficher dans la matinée du 10 août :

« AUX HABITANTS DE STRASBOURG !

« Des bruits inquiétants, des paniques ont été répandus ces jours derniers, involontairement ou à dessein, dans notre brave cité. Quelques individus ont osé manifester la pensée que la place se rendrait sans coup férir.

« Nous protestons énergiquement, au nom de la population courageuse et française, contre ces défaillances lâches et criminelles.

« Les remparts sont armés de 400 canons. La garnison est composée de 11,000 hommes, sans compter la garde nationale sédentaire.

« Si Strasbourg est attaqué, Strasbourg se défendra tant qu'il restera un soldat, un biscuit, une cartouche.

« Les bons peuvent se rassurer ; quant aux autres, ils n'ont qu'à s'éloigner.

« Strasbourg, le 10 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin, baron PRON. »

L'énergique déclaration du général Uhrich faisait allusion à la panique qui avait suivi l'arrivée du parlementaire menaçant la ville de bombardement, si celle-ci ne se rendait pas. On s'était d'abord demandé, en effet, si, avec les quelques milliers d'hommes qui formaient sa garnison, Strasbourg pourrait se défendre et si ce n'était point folie que d'essayer une résistance. L'Europe et le monde savent ce que fit Strasbourg et comment la vieille cité d'Alsace s'est défendue.

Jeudi 11 août.

LE GÉNÉRAL UHRICH.

Le général Ducrot, qui commandait la 6e division militaire, dont le siége était à Strasbourg, fut appelé, lors de la déclaration de la guerre, à un commandement dans l'armée d'opération. La division fut confiée alors au général Uhrich.

Le général Uhrich appartient à une famille de soldats. Son père, officier supérieur du génie, a eu cinq fils. Les deux plus âgés furent élèves de l'École polytechnique ; les trois autres passèrent par l'École de Saint-Cyr. L'aîné est

mort ingénieur en chef des ponts-et-chaussées ; le second, mort aussi, était lieutenant du génie; le quatrième, grièvement blessé en Afrique, a pris sa retraite comme colonel et a succombé aux suites de ses blessures; le cinquième est aujourd'hui intendant général inspecteur ; il a été fait prisonnier pendant la guerre de 1870 et interné dans une ville d'Allemagne.

Le général Uhrich, qui était le troisième fils, est né le 15 février 1802, à Phalsbourg, département de la Meurthe. Il entra à Saint-Cyr en 1818; en 1820 il était sous-lieutenant au 3e léger, où il fut nommé successivement lieutenant et capitaine. En 1841, il entra comme chef de bataillon au 23e de ligne, puis en 1845, au 69e de ligne, avec le grade de lieutenant-colonel. En 1848 il revint au 3e léger comme colonel. En 1852 il était nommé général de brigade et envoyé à Strasbourg pour commander la subdivision du Bas-Rhin. En 1854, lors de la formation de la garde impériale, il fut appelé au commandement de la brigade des voltigeurs, et en 1855, enfin, il obtenait le grade de général de division.

Il a pris part aux guerres d'Espagne en 1823, 1824, 1825, 1826; il était à la campagne d'Afrique en 1839, 1840 et 1841 ; en Crimée, en 1855; en Italie, en 1859 et 1860.

Le général Uhrich a un fils, soldat comme lui. Ce fils a assisté, comme lieutenant d'état-major, à la bataille de Frœschwiller, aux combats qui ont précédé le désastre de Sedan, enfin à cette triste et mémorable journée. Il a été nommé capitaine en récompense de sa conduite dans toutes ces affaires.

Le général Uhrich était au cadre de réserve depuis 1867. Lorsqu'éclata la guerre avec la Prusse, il demanda

immédiatement à rentrer en activité et sollicita l'honneur de commander la 6e division militaire. Sa demande fut accueillie. Lorsqu'il arriva à Strasbourg, il ne reçut d'autres ordres, nous l'avons déjà dit une fois, que de tenir prêtes les munitions dont les troupes françaises auraient besoin pour leurs opérations en Allemagne. Quant à la défense de Strasbourg, quant à fortifier les vastes bâtiments qui entouraient la ville, tels que les brasseries, les malteries, et qui auraient pu à la rigueur servir d'ouvrages militaires, quant à garnir de troupes les villages environnants, à couper les routes et les ponts, personne n'y songeait, ou, si le général Uhrich y songeait, il ne pouvait, de sa propre autorité, ordonner ces graves opérations. Qu'on ne vienne donc pas l'accuser de négligence ou même de désobéissance à des prescriptions venues d'en haut. L'inactivité lui était recommandée, sinon commandée.

Lorsque l'investissement vint surprendre la place, tout fut à faire, et l'on comprend que dans les premiers moments quelque hésitation, quelque désordre se soient manifestés dans les mesures qu'il fallut improviser; l'on comprend que la lourdeur même de la responsabilité que le général Uhrich sentit tout à coup peser sur lui l'ait troublé tout d'abord et ne lui ait pas permis de se reconnaître dès le premier jour.

Bientôt cependant on se mit à l'action et la défense fut organisée; les postes furent distribués, les ouvrages occupés. La garde mobile, réunie le 2 août, à peine équipée, se trouvait le 8 ou le 9 août en présence de l'ennemi et faisait le service des remparts! Les marins, les pontonniers furent transformés en artilleurs! Un amiral et un capitaine de vaisseau commandaient — admirablement du reste — une partie des ouvrages de la forteresse! Les

douaniers étaient réunis en bataillon de guerre! Tout était à improviser, on le voit.

Le général Uhrich rencontrait du reste d'énergiques dévouements chez tous les officiers supérieurs qui l'entouraient, et son conseil de défense, d'après ses propres paroles, l'a *merveilleusement secondé*.

La mâle et vigoureuse proclamation que le général avait faite le 10 août révèle la nature de son caractère. L'œil vif et perçant, tout le visage accentué du général dénotent aussi une volonté de fer, un cœur résolu. Oui, le général Uhrich a l'énergie que ses détracteurs veulent lui refuser, mais son énergie n'est point de celles qui font grand effet sur les foules; il ne faisait point de bruit, point d'embarras, si l'on veut nous permettre cette expression familière. Ce n'est pas un sabreur ou un pourfendeur, et il n'aimait pas à s'entourer de cet éclat dont on veut voir briller un chef militaire; point d'état-major caracolant à sa suite, point de promenades en grand équipage à travers la ville. Le général sortait seul, à pied, en petite tenue; le jour il visitait les ambulances, les hôpitaux; puis la nuit il allait sur les remparts.

Que d'accusations ridicules ont été dirigées contre lui! Que d'insultes on a jetées à ce brave soldat! Pendant qu'il défendait Strasbourg, la France n'avait assez d'admiration pour lui, puis tout à coup le ton changea et l'on osa prononcer jusqu'au mot *trahison*. Hélas! le général l'a dit lui-même: « Je savais bien que la Roche Tarpéienne est près du Capitole. » Cette gloire brillante dont on entourait son nom l'effrayait et le gênait; on l'appelait le héros et il semblait se tâter pour voir si c'était bien de lui qu'il s'agissait; il ne trouvait dans sa conscience que la satisfaction du devoir accompli et ne se laissait point aller

aux sentiments d'orgueil. Il n'estimait point que ce fût un acte héroïque que d'avoir fait ce que lui commandaient son honneur et la loi militaire de son pays.

Parmi les accusations formulées contre le général Uhrich, nous en relèverons quelques-unes. On a raconté sur tous les tons que l'armée d'investissement a pu sans danger accomplir ses travaux, que le général avait défendu de tirer sur les troupes allemandes, que les soldats ayant enfreint cette défense avaient été sévèrement punis, que dès l'origine l'entente du gouverneur de Strasbourg avec l'ennemi était donc manifeste.

Au commencement du siége, alors que les assiégeants construisaient leur première batterie à 2500 et 3000 mètres de la forteresse, l'artillerie de la place ouvrit un feu violent, mais inutile, contre ces travaux. Le commandant de l'artillerie rendit compte un jour au conseil de défense que la veille il avait été tiré plus de 500 coups de canon et que l'état des munitions ne permettait pas une semblable prodigalité; il y avait 14 ou 16 sortes de pièces sur les remparts, et il fut difficile de reconnaître dès l'abord si les magasins de l'arsenal contenaient assez de projectiles pour servir tant de calibres différents de canons. Il fut alors défendu de faire feu sans motif réel.

Lorsque les batteries ennemies se furent rapprochées, le tir de la place prit une activité extraordinaire, mais à ce moment l'incendie de l'arsenal priva la défense de 35,000 fusées métalliques, qui furent remplacées par d'insuffisantes fusées en bois.

Les francs-tireurs et les soldats placés sur les ouvrages avancés avaient également déchargé d'inutiles coups de feu sur des travailleurs ennemis placés à 1200 ou 1500 mètres de la place; ils avaient même atteint à plusieurs

reprises des tirailleurs français éparpillés dans les champs et cachés dans les accidents de terrain; les commandants des différents ouvrages se virent donc forcés d'interdire souvent aussi le feu à l'infanterie.

Mais comment aurait-il pu entrer dans l'esprit d'un chef militaire, à moins qu'il ne fût fou, de défendre sans motif à une garnison l'emploi de ses armes?

On a raconté que l'artillerie des remparts tirait quelquefois sur les assiégeants avec des boulets remplis de sable, et on a ajouté que le général Uhrich s'était entendu avec l'ennemi pour ne diriger sur lui que des projectiles inoffensifs ! Il est inutile d'aller bien loin pour trouver l'explication de ce mystère. L'artillerie française, qui faisait chaque année l'exercice au Polygone, se servait de boulets qu'on ne remplissait point de poudre pour éviter les accidents et qui ne recevaient qu'un poids équivalent de sable ou de terre. Ces projectiles, déposés à l'arsenal, ont été portés par erreur sur les remparts, et il en a été lancé quelques-uns sur les lignes ennemies.

On a dit que le général Uhrich est d'origine allemande; que le général de Werder, commandant l'armée des assiégeants, est cousin de sa femme. Or le général, on l'a lu, est né à Phalsbourg, et Mme la générale Uhrich est d'origine espagnole. Le nom du général de Werder était, avant la guerre, inconnu à l'un et à l'autre.

On a reproché au général Uhrich d'avoir trompé la population en faisant répandre ou en ne démentant pas certains bruits de victoires, d'armées de secours et autres inventions dont on leurrait la population. Le général n'a jamais fait mettre en circulation de fausses rumeurs, et il les a démenties devant ceux qui allaient l'interroger.

La préfecture et la police fabriquaient ces mensonges

destinés à contenir les habitants, qui se fussent soulevés peut-être à la nouvelle de tous les malheurs que l'empire attirait sur la France.

Les citoyens les plus honorables de la ville de Strasbourg ont eu des rapports quotidiens avec le général Uhrich; les membres de la municipalité strasbourgeoise et bien d'autres qui se connaissent en hommes et en honnêteté, ne parlent du général qu'avec le plus grand respect. Parmi ceux qui ont vu le général Uhrich à l'œuvre, pas un ne se trouve qui ne dise : C'est un honnête homme et un brave soldat.

Vendredi 12 août.

La zône de défense fut, dès le principe, divisée en quatre arrondissements, dont le commandement fut ainsi réparti :

1er arrondissement (citadelle): Général Moreno, commandant la subdivision du Bas-Rhin, blessé le 25 août, et remplacé par le lieutenant-colonel Rollet.

2e arrondissement, depuis le mur de jonction de droite jusqu'à la porte Nationale : Colonel d'artillerie Petitpied.

3e arrondissement, depuis la porte Nationale jusqu'au bastion 12 : Colonel Blot, du 87e de ligne.

4e arrondissement, du bastion 12 au mur de jonction gauche : Contre-amiral Excelmans.

Le colonel Blot avait obtenu de conserver en entier son régiment dans l'arrondissement dont la défense lui était confiée, et les trois sections dont celui-ci se composait furent confiées chacune à l'un des chefs de bataillon du 87e.

La 1re section, comprenant les bastions 11 et 12, les lunettes et demi-lunes 50, 51, 52, 53, 54 et 55, était commandée par le chef de bataillon Rousseau;

La 2e, comprenant les bastions 9 et 10, les ouvrages à cornes 40-42, 47-49, et la lunette 44, était sous les ordres du chef de bataillon Guilhamin;

La troisième, comprenant les bastions 7 et 8, l'abri casematé des écluses d'entrée des eaux, et le fort du Pâté, hors la porte Nationale, était commandée par le chef de bataillon Gandon.

Samedi 13 août.

Les troupes allemandes étaient signalées le 13 août de presque tous les points de la ville. Schiltigheim, Bischheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Eckbolsheim, Kœnigshoffen avaient été traversés ou étaient occupés déjà par des détachements ennemis, et les relations entre ces communes et Strasbourg devinrent de plus en plus difficiles.

Ce n'étaient plus de simples patrouilles qui parcouraient les alentours, c'étaient des régiments entiers qui s'établissaient autour de la place. Une division badoise, sous le commandement du lieutenant-général de Beyer, commença les opérations de l'investissement; du 11 au 17 elle fut seule à manœuvrer autour de Strasbourg. A Kœnigshoffen, le chemin de fer fut coupé; les fils télégraphiques furent rompus; les seules dépêches, celles du Haut-Rhin, qui avaient encore pu parvenir jusqu'en ville, étaient donc supprimées aussi.

Le 13 août se répandit à Strasbourg une de ces nouvelles qui pendant ces longues semaines d'angoisses ve-

naient si souvent, émanant on ne sait d'où, mettre pour un instant la joie dans les cœurs, ranimer tous les courages et qui, démenties le lendemain, n'étaient qu'une cause de plus profond chagrin.

On parlait, avec de minutieux détails, de grands succès remportés par l'armée française à Phalsbourg et à Saverne. Des voyageurs ayant réussi à pénétrer dans Strasbourg avaient, disaient-ils, entendu une très-forte canonnade du côté des Vosges et vu passer des convois considérables de blessés, ou bien encore annonçaient que la plus grande partie des troupes allemandes campées près de la ville avaient subitement plié bagage. On vécut quelques heures sur ces nouvelles heureuses et l'on s'aperçut ensuite qu'on s'était réjoui de mensonges.

Une fiévreuse activité commença à régner alors dans la forteresse; l'on travailla à réparer autant que possible tout le mal qu'une imprévoyance impardonnable avait déjà causé. Il y avait dans la garnison des soldats pleins de résolution et la garde mobile s'exerçait avec ardeur. Cette garde mobile, qu'on n'avait pas voulu prendre au sérieux tout d'abord, n'avait pas tardé à comprendre qu'une lourde et grande tâche lui incombait, et elle s'était soumise rapidement aux exigences du service militaire. Elle passait les nuits sur les remparts, dans les ouvrages avancés, côte à côte avec les vieux troupiers, qui admiraient avec bonheur les allures décidées de leurs jeunes et inexpérimentés compagnons d'armes.

On se dépêcha d'abattre les arbres des routes; de nombreux ouvriers sortaient tous les matins par toutes les portes de la ville, et protégés par des soldats d'infanterie, accomplissaient rapidement cette besogne, pen-

dant laquelle ils durent à plusieurs reprises essuyer le feu des tirailleurs ennemis.

Les arbres furent jetés en travers des routes, et en peu de jours les belles allées qui commençaient devant les portes pour aboutir aux promenades et aux villages les plus proches avaient toutes disparu.

Plusieurs petites escarmouches avaient eu lieu déjà entre des détachements ennemis et les postes français placés sur les ouvrages avancés; quelques tirailleurs français aussi qui s'étaient déployés dans les champs avaient dirigé des coups de feu sur des dragons badois qui chevauchaient au loin. Le 13 août, le canon retentit pour la première fois. Vers cinq heures du soir, des cavaliers et des fantassins badois venant de Kœnigshoffen avaient tiré sur les travailleurs français occupés à abattre des arbres sur la route. Quelques coups de canon partis du haut des remparts dispersèrent les assaillants.

Vers sept heures et demie avait lieu un engagement plus sérieux. Pendant toute la journée, des patrouilles de six, huit, dix hommes du 2e régiment d'infanterie badoise venaient se poster derrière le cimetière Sainte-Hélène, situé près de Schiltigheim, et tiraient de là sur les ouvrages avancés; d'autres se plaçaient dans les houblonnières situées le long du chemin de fer et cherchaient à tirailler. Mais le soir, un détachement considérable se porta vers le cimetière. C'étaient deux compagnies du 2e bataillon du 2e régiment d'infanterie badoise. L'une d'elles, la 9e compagnie, prit position devant le cimetière; l'autre se posta à quelque distance, près du couvent Saint-Charles.

Les Français ouvrirent alors du haut des fortifications

une vive fusillade, et les canons lancèrent quelques bordées de mitraille qui firent une vingtaine de victimes dans les rangs des Badois.

Ce n'était pas la première fois que le cimetière Sainte-Hélène, situé hors du faubourg de Pierres, à l'angle de deux routes et en face de la porte, devenait le théâtre de faits militaires. Lors du blocus de Strasbourg en 1814, le général Broussier, qui commandait la place, avait transformé le cimetière en un ouvrage retranché et l'avait entouré d'un fossé qui subsiste encore en partie. La garde nationale y faisait alors un service très-actif, car le général Broussier n'avait à sa disposition que 7000 hommes, affaiblis par les maladies, surtout par le typhus. Une batterie de la garde nationale occupait donc le cimetière et les avant-postes étaient établis sur la route même de Schiltigheim.

Mais laissons là les souvenirs historiques. Le même soir, vers dix heures et demie, une vive canonnade partit du haut des remparts de la porte Nationale. Elle était dirigée vers un point d'où l'on voyait s'élever, depuis la ville, la vive lueur d'un incendie. Près des bâtiments du chemin de fer appelés *les Rotondes* et situés hors la porte de Saverne, tout près de la voie, vingt-quatre wagons étaient en feu, allumés par l'ennemi. Le canon de la place tirait dans cette direction, où, selon toute probabilité, devaient se trouver des troupes allemandes, qui, à la lueur de l'incendie, faisaient une reconnaissance ou exécutaient quelques travaux.

Dimanche 14 août.

Dans la soirée de la veille, le général Uhrich avait fait afficher l'avis suivant :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Des bruits qui ont pris une certaine consistance semblent indiquer que quelques personnes préparent une manifestation hostile pour le 15 août.

« Il n'y a que deux positions possibles dans les graves circonstances où nous sommes : Ami de la France ou son ennemi ; tout le reste est effacé.

« Le général commandant supérieur croit de son devoir de prévenir plutôt que de sévir.

« En conséquence, il fait savoir que toute personne qui tenterait de troubler l'ordre sera arrêtée et traduite devant un conseil de guerre, qui rendrait son jugement dans les quarante-huit heures.

« Cet avis et le patriotisme de l'immense majorité de la population strasbourgeoise suffiront sans doute pour faire abandonner des projets coupables autant qu'insensés.

« Fait au quartier-général de Strasbourg, le 13 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur

UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin,

« Signé : Baron PRON. »

Ce fut avec un certain étonnement qu'on lut cet avis, car il n'était à la connaissance de personne qu'un mouvement quelconque dût se faire le 15 août, et l'avertissement du général, motivé sans doute par de faux rapports dont il s'était alarmé trop vite, prouverait peut-être que lui-même partageait un peu l'émotion croissante qui envahissait les esprits.

Depuis qu'on avait entendu tonner le canon, l'agitation avait augmenté encore, mais sans que ce fût un sentiment de peur qui produisît ce surcroît d'émotion. Non, on sentait le danger grandir, et chacun, ou presque chacun, sentait grandir aussi ses devoirs et reculait les limites des sacrifices qu'il s'était imposés à l'avance. On se serra les uns contre les autres, et de nouveaux dévouements vinrent naître.

La garde nationale sédentaire, qui avait été créée quelques jours auparavant, s'organisait rapidement, et les citoyens en armes étaient prêts, pour la plupart, à dépasser le rôle de gardien de l'ordre intérieur, qui était le seul auquel on les appelât, pour marcher, au besoin, à côté des corps militaires et échanger des coups de feu avec l'ennemi.

En même temps surgissait le projet de créer un corps de francs-tireurs. On proposait de grouper les citoyens habitués au maniement du fusil, de les utiliser à la défense des remparts, de leur faire prendre part aux sorties, aux reconnaissances, de les employer enfin à toutes les opérations de défense de la place. Ce projet fut adopté, et les francs-tireurs ne furent pas les moins braves parmi ceux qui luttèrent contre les assiégeants.

La journée du 14 août fut signalée par un événement qui parut bien grave alors et qui mit la ville en émoi. Hélas! combien il parut petit quelques jours après, et comme le souvenir même s'en effaça bien vite devant les souffrances terribles que Strasbourg endura plus tard !

La veille déjà, un projectile lancé par une batterie ennemie était tombé dans la ville, en traversant un pignon et une cheminée et en éclatant dans la cuisine d'une maison de la rue du Marais-Vert. Le 14 août au matin, la foule se pressait devant cette maison et l'on s'étonnait, triste dérision! de la longue portée de la pièce d'artillerie qui avait lancé un obus depuis Hausbergen jusque dans la ville et des ravages que les éclats de cet obus avaient exercés.

Le même jour plusieurs obus tombèrent dans le faubourg de Saverne, sur le quai Saint-Jean, dans les bâtiments du Mont-de-Piété, dans la gare du chemin de fer. Un seul projectile causa un accident grave : il tomba sur un candélabre à gaz placé au bord du trottoir du faubourg de Saverne, brisa ce candélabre et blessa, en éclatant, un homme et deux femmes qui passaient dans la rue. Le premier se nommait Ulrich; il avait reçu un fragment d'obus dans la cuisse et mourut quelques jours plus tard des suites de sa blessure. C'était la première victime. Combien d'autres devaient suivre !

On s'effraya fort de ces malheurs, qui préoccupèrent la ville entière, et semblèrent, aux yeux de la population, devoir être ce que l'ennemi pouvait faire de plus terrible. On se disait que ces obus étaient dirigés sur les ouvrages des fortifications et que quelques-uns avaient dépassé leur but, et l'on ajoutait qu'il était à craindre que l'un ou l'autre des faubourgs reçût encore quelque projectile égaré. Si cette crainte seule s'était réalisée!

Le même jour on annonçait en ville que des troupes badoises venaient de prendre possession de la Robertsau, village faisant partie de la banlieue de Strasbourg et situé hors la porte des Pêcheurs, au delà de l'Orangerie. Des détachements d'infanterie s'étaient en effet installés sur ce point, et une partie des habitants de la Robertsau fuyaient vers Strasbourg, comme ceux de tous les villages voisins où les troupes ennemies s'étaient montrées. Ils arrivaient la plupart dans des bateaux, dans de petites nacelles chargées à la hâte de tout ce qu'ils avaient pu emporter de leur bien. C'était un triste spectacle que de voir ces pauvres gens débarquer sur les quais quelques meubles, un peu de literie, puis s'en aller chercher par la ville un asile pour eux et leurs enfants.

Quelques propriétaires aisés de la Robertsau avaient opéré un déménagement plus considérable, et l'on vit arriver de grands bateaux de transport dans lesquels étaient entassés des mobiliers complets. L'ordre avait été donné aussi de rentrer en ville tous les bateaux qui auraient pu servir à l'ennemi pour aborder les ouvrages inondés de la place.

Une reconnaissance composée de quelques pelotons de cavalerie, de plusieurs pièces d'artillerie et de détachements d'infanterie, sortit de Strasbourg et se dirigea du côté de la Robertsau. Elle rencontra de faibles postes ennemis, avec lesquels elle échangea quelques coups de fusil, puis revint en ville sans avoir obtenu grand résultat.

Les rues de Strasbourg avaient ce soir-là un aspect étrange. La municipalité avait prévenu les habitants que les gazomètres allaient être vidés et avait ordonné qu'on pré-

parât des lanternes pour l'éclairage de la voie publique. Le soir du 14 août la mesure fut mise pour la première fois en vigueur. Chaque maison avait accroché une lanterne à sa façade, et cet éclairage ne manquait pas d'une certaine originalité. Ces lumières n'éclairaient que faiblement, elles faisaient plutôt mieux voir l'obscurité; mais toutes ces lanternes étaient de formes si diverses et d'âges si distants, elles pendaient à des hauteurs si différentes, les unes au rez-de-chaussée, les autres au troisième étage, et le coup d'œil de ces mille points lumineux était si nouveau et si bizarre, qu'on ne songeait presque pas à déplorer l'absence du gaz. Dans les vieux quartiers de la ville, dans les ruelles étroites de la Krutenau, au bord des vieux quais, on se fût cru en plein moyen âge en voyant ces antiques façades effleurées du rayon rougeâtre qui s'efforçait de sortir de quelque lumignon borgne.

Lundi 15 août.

Les troupes badoises qui occupaient la Robertsau avaient été averties sans doute par leurs éclaireurs de la reconnaissance que la garnison avait tentée vers elles la veille, et s'étaient retirées pour revenir dans la nuit. Le 15 août, à trois heures du matin, en effet, une formidable détonation retentit du côté de la Robertsau : c'était le beau pont à colonnes qui traversait le canal de la Marne-au-Rhin et conduisait de la promenade Lenôtre à la Robertsau, que l'ennemi avait miné pendant la nuit et venait de faire sauter. Les communications directes avec ce village étaient donc interrompues aussi, et les légumes, le lait, le bétail amenés journellement de cette partie de la banlieue manquaient désormais à la ville.

Cette journée du 15 août ne présentait point la physionomie qu'elle avait eue les années précédentes. Alors que la France était aux mains de Napoléon III, Strasbourg, comme toutes les autres villes du pays, devait prendre ce jour-là des airs de fête; l'on y dépensait de fortes sommes pour quelques réjouissances qui attiraient la foule dans ses murs. Cette fois-ci, on a eu le courage d'aller à la Cathédrale chanter encore un *Te Deum* en l'honneur du héros qui a mis la France si bas, et l'on fit précéder cette triste cérémonie de prières pour les soldats français tombés au champ d'honneur. Les autorités militaires, les officiers qui n'étaient pas de service aux remparts et des détachements de tous les corps de troupes de la garnison avaient assisté, en tenue de campagne, à ce service religieux.

L'après-midi, la population entière circulait dans les rues, qu'inondait le soleil. Un étranger qui, ignorant les événements, se fût trouvé transporté par hasard à Strasbourg n'eût jamais deviné, au calme presque solennel qui régnait sur les physionomies, que la ville était entourée par des troupes ennemies, qu'elle se trouvait en état de siége, qu'à tout instant le canon pouvait gronder du haut de ses murs ou tonner contre elle.

La journée se passa donc dans le calme et Strasbourg était endormi, lorsqu'à 11 heures et demie retentit tout à coup dans le lointain le bruit du canon; aussitôt un sifflement perçant traversa les airs et un obus vint s'abattre sur une des maisons de la ville. Bientôt un autre projectile suivit le premier et, pendant une demi-heure, les obus sifflaient dans les airs, puis tombaient sur les édifices et éclataient avec fracas.

L'artillerie des remparts répondit aux décharges de

l'ennemi, et vers minuit l'effrayant tapage cessa. Les batteries qui avaient bombardé la ville pendant ces trente minutes étaient pour la plupart des batteries volantes, c'est-à-dire des pièces d'artillerie qui, après avoir tiré quelques coups, sont traînées sur un autre point où elles lancent encore quelques projectiles; elles circulèrent ainsi sur une assez grande étendue, car les obus se croisaient souvent et tombaient dans des directions diverses.

Grande fut la frayeur qui régna; des femmes et des enfants s'étaient réfugiés dans les caves, et les hommes veillaient, prêts à éteindre l'incendie que les projectiles auraient pu allumer.

Mardi 16 août.

Le lendemain, une vive émotion agitait la population et de grand matin on parcourait les rues pour voir les dégâts causés par les obus ennemis.

Un des premiers obus était tombé sur la Banque de France, place Broglie, et avait effondré une toiture vitrée qui couvrait la cage d'un escalier; des poutres avaient été brisées, les carreaux étaient réduits en miettes et les débris avaient été lancés sur l'escalier, qu'ils encombraient au point d'obstruer le passage aux personnes qui, descendant des étages supérieurs, se hâtaient de se réfugier dans les caves.

Un autre obus avait frappé contre le café Bauzin, situé en face de la Banque, avait enfoncé le mur et endommagé la cage vitrée qui couvrait la terrasse de cet établissement.

Dans la rue des Échasses, un projectile était tombé sur un toit, avait brisé une lucarne en tôle, des poutres, des tuiles, une malle placée sous le toit; un éclat avait frappé plus loin la corniche en pierre de la porte d'une autre maison et ricoché sur la maison d'en face, dont il avait troué le mur et brisé les vitres. Rue du Dôme, 27, une cheminée avait été abattue par un projectile qui était allé briser ensuite la corniche de la porte du Grand-Séminaire, contigu à la Cathédrale, et où était établie une ambulance.

Dans la rue des Hallebardes, deux magasins situés aux n°s 28 et 30 eurent les devantures trouées ; dans la rue du Chaudron, une maison fut fortement endommagée. Au Vieux-Marché-aux-Poissons, des volets furent brisés au premier et au troisième étage de la maison de M. Martin Müller, horticulteur, et deux chambres furent complétement dévastées par les éclats d'un projectile.

Un obus était tombé au pied de la statue de Gutenberg, l'œuvre de David d'Angers, dont il avait écorné le socle en éclatant; des éclats lancés contre le magasin de M. Robert, fabricant de parapluies, avaient enfoncé les volets et brisé les glaces de la devanture.

Dans la rue des Serruriers, un obus avait abattu la cheminée de la maison Œsinger et était tombé sur la brasserie du *Léopard*, située en face. Un projectile était tombé sur la Monnaie, près de la place Saint-Thomas; un autre avait enfoncé la toiture de l'École israélite des arts et métiers, rue de la Demi-Lune, et lancé des débris dans le dortoir du deuxième étage, qui, par le plus heureux des hasards, était vide ce soir-là, le surveillant ayant fait coucher les élèves au premier.

Dans la rue des Chandelles, 13, un projectile était

entré par la façade dans une chambre du quatrième étage, où il avait exercé de terribles ravages. Un tambour de la garde nationale sédentaire, nommé Umhöfer, était couché dans cette chambre avec sa femme; l'obus, tombé près du lit, avait éclaté avec fracas et brisé en mille morceaux tout le mobilier qui se trouvait dans cette pièce; les époux Umhöfer furent blessés tous deux à la tête et tout leur petit avoir fut perdu. Pendant la journée tout entière on vint visiter la chambre que le projectile avait ravagée, et les visiteurs déposaient dans une tire-lire placée dans la rue un peu d'argent pour venir en aide au pauvre ménage.

Une autre famille, digne d'intérêt aussi, celle d'un colporteur, nommé Simon Blum, demeurant rue des Sept-Hommes, 6, avait eu à souffrir dans cette nuit du 15 août. Un projectile entré par le grenier avait brisé des poutres, détruit des objets qui servaient au commerce de Blum, et allumé un tas de linge et de papier. Un incendie allait inévitablement éclater dans la maison, lorsqu'un des habitants, le seul qui eût encore sa présence d'esprit, se précipita au grenier et éteignit le feu. Là aussi les curieux affluaient et déposaient dans une assiette une obole au profit du pauvre colporteur, père de sept enfants.

Dans la rue du Saumon, sur la place Kléber, différentes maisons furent atteintes. Dans la rue du Jeu-des-Enfants, un obus frappa, dans son lit, une pauvre femme et lui coupa les deux cuisses. Cette femme, transportée à l'hôpital, mourut dans la journée sans sortir d'un état de profonde stupeur. Deux obus tombèrent sur le Lycée, situé à côté de la Cathédrale et transformé en ambulance; l'un d'eux brisa une corniche, à 50 centimètres au-dessus des fenêtres d'une salle remplie de blessés; l'autre mit en pièces une dalle, une porte et des fenêtres. On

s'empressa de faire évacuer les salles et de transporter les blessés dans les caves.

D'autres maisons encore furent atteintes par le bombardement, qui avait exercé ses ravages dans une espèce de demi-cercle partant de la place Broglie pour aboutir à la place Saint-Thomas.

Nous avons dit qu'un vif émoi s'était emparé de la ville au moment où le sinistre bruit des obus l'avait réveillée. Et pourtant, il faut le constater, ce ne fut pas tout à fait une surprise pour les habitants. Je ne sais quelle rumeur circulait au sujet d'un bombardement qui devait avoir lieu le 15 août; on racontait que des officiers badois et des soldats l'avaient annoncé à des paysans qui étaient entrés dans la place; dans la foule aussi l'on disait, moitié en riant et moitié sérieusement: « Qui sait si, à l'occasion de la fête du 15 août, l'ennemi qui est devant nos murs ne voudra pas nous donner une petite fête, un petit feu d'artifice à sa façon!... »

Dans l'après midi du 16 août, une forte reconnaissance, composée de cavalerie, d'artillerie et d'infanterie, sortit par la porte de l'Hôpital et la porte d'Austerlitz, pour se diriger vers le Neuhof et Illkirch, où devait se trouver l'ennemi. Les éclaireurs qu'on avait envoyés visiter les lieux revinrent sans rien signaler, et la colonne française s'avança jusqu'à ce que les Badois, embusqués dans les taillis au bord de la route, la surprirent par une vive fusillade. Les soldats étaient pour la plupart tirés du régiment de marche que le général Uhrich avait formé avec les fuyards de Frœschwiller. Ils ne firent pas preuve de vaillance en cette occasion. La cavalerie tourna bride au premier coup de feu, une partie de l'infanterie se

retira sans essayer un engagement bien sérieux, et trois petites pièces de canon furent laissées sur place et tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Le colonel Fiévet, du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, qui commandait la sortie, s'élança pourtant en avant, pensant que ses soldats le suivraient. Au même instant, une balle le blessait à la jambe, une autre coupait le fourreau de son sabre et une troisième lardait son cheval. Il fut recueilli aussitôt et transporté en ville.

Un avis avait été envoyé au général Uhrich pour l'informer qu'une partie des troupes du colonel Fiévet avaient besoin de renfort. L'ordre est aussitôt donné au 87e de ligne de réunir tous les hommes disponibles sous le commandement d'un officier supérieur et de les diriger vers la porte d'Austerlitz. Les 4e et 5e compagnies du 3e bataillon, conduites par le commandant Rousseau, s'y rendent immédiatement et y trouvent le général qui leur enjoint de se porter au Neuhof pour secourir la colonne que les renseignements parvenus représentent comme sérieusement menacée.

Ces deux compagnies sortent, vers trois heures, par la porte d'Austerlitz. Elles arrivent jusqu'au Polygone et y trouvent arrêtée la colonne qu'on suppose en danger. Son chef n'avait pas cru devoir la porter plus loin, sur un avis qui lui annonçait que l'ennemi occupait en force le Neuhof. Le commandant du 87e, se refusant à croire que ce fussent là les troupes qu'on l'envoyait secourir, continue sa route vers le Neuhof sans avoir vu un seul ennemi; il apprend alors que la reconnaissance est rentrée à Strasbourg depuis une heure au moins, et il reçoit au même instant, par un cavalier, l'ordre de se replier vers la ville. A cinq heures les deux compagnies du 87e ren-

traient par la porte de l'Hôpital, sans avoir rencontré plus d'ennemi au retour qu'au départ.

D'autres reconnaissances, moins fortes, furent dirigées ce jour-là du côté de l'Orangerie, hors la porte des Pêcheurs, et du côté du village de Kœnigshoffen, hors la porte Nationale. Quelques coups de fusil furent échangés sur les bords du canal près de l'Orangerie. Le couvent du Bon-Pasteur, situé dans le voisinage, fut évacué alors par les dernières sœurs qui s'y trouvaient encore, et les bestiaux de l'établissement furent amenés en ville. Le détachement qui s'était dirigé vers Kœnigshoffen n'eut pas d'engagement à soutenir.

Les craintes d'un bombardement prolongé devenaient de jour en jour plus fondées, à en juger par les travaux que l'ennemi exécutait autour de la place, et la municipalité prescrivit alors des mesures de précaution qui, du reste, étaient prises déjà dans la plupart des maisons. Voici l'arrêté qui parut à cette occasion :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

« Nous Maire de la ville de Strasbourg,

« Considérant que la ville est exposée à être bombardée par l'ennemi, et qu'en vue de cette éventualité il convient de prendre des mesures de précaution extraordinaires,

« Arrêtons :

« 1. Les propriétaires ou principaux locataires des maisons sises dans l'intérieur de la ville placeront aux rez-de-chaussées, aux différents étages et surtout sur les gre-

niers des cuves remplies d'eau, des linges ou des éponges imprégnés d'eau, ainsi que de la terre et du sable non mouillé, afin de pouvoir immédiatement éteindre les commencements d'incendie qui pourraient se produire.

« La quantité de cuves, de linges, etc., sera en proportion de l'importance des propriétés ou des dépôts inflammables qui s'y trouvent.

« 2. Pour assurer une surveillance toujours active, il sera organisé dans chaque maison, à tour de rôle entre les propriétaires et locataires, ou de toute autre manière, une garde permanente de nuit, qui agira aussitôt sur les points menacés et donnera l'éveil aux autres habitants de la maison.

« 3. Aussitôt qu'un incendie se sera déclaré dans une maison, les habitants ou les voisins en préviendront les pompiers de service au dépôt le plus rapproché. L'emplacement des dépôts à incendie sera publié à la suite du présent arrêté.

« Strasbourg, le 12 août 1870.

« Le maire, HUMANN.

« Approuvé :

« Le commandant supérieur de la 6e division militaire,

« UHRICH. »

Emplacements des dépôts à incendie.

1er	dépôt.	Rue Kageneck.
2e	—	Rue de la Fontaine.
3e	—	Impasse du Jeu-des-Enfants.
4e	—	Quai Saint-Thomas.
5e	—	Mairie.
6e	—	Place du Château.
7e	—	Rue des Bateliers.
8e	—	Rue des Planches.

Cet arrêté reproduisait en grande partie les dispositions d'un arrêté pris le 15 février 1814 par le maire de cette époque, dans des circonstances analogues, et approuvé par le général Broussier, commandant supérieur de la place, alors aussi en état de siége.

Le lieutenant-colonel badois, baron de Lassolaye, avait fait jeter le 13 février 1814 un certain nombre d'obus sur la ville. Plusieurs de ces projectiles tombèrent au pied des remparts; trois pénétrèrent dans le faubourg de Saverne, et l'un d'eux, singulière coïncidence, atteignit une borne du quartier du Marais-Vert, comme en 1870 a été atteint un des candélabres-bornes du faubourg. Un seul de ces obus éclata, mais sans causer d'accident.

Ce genre d'hostilités, qui s'adressait en définitive à la population civile plus qu'à la garnison, et qui n'était qu'un acte d'intimidation, n'eut pas d'autre suite. L'ennemi n'y eut plus recours après ce premier essai; mais, dans la prévision d'un retour offensif du même genre, le maire, M. Brackenhoffer, ordonna une série de mesures de précaution, dont le maire de 1870 a renouvelé les plus essentielles.

En même temps que chacun prenait des dispositions pour la sécurité de sa propriété personnelle, on organisait aussi des services de surveillance pour des quartiers entiers, et les citoyens entre eux créèrent des postes de nuit qui furent très-utiles et prévinrent plus d'un sinistre.

C'est au faubourg de Pierres que fut prise l'excellente initiative de cette organisation. On aura une parfaite idée de la façon dont ces associations de surveillance fonctionnaient, par la lettre suivante que l'un des fondateurs du service du faubourg de Pierres adressa au rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin :*

« *A Monsieur le rédacteur en chef du* Courrier du Bas-Rhin.

« Monsieur le rédacteur,

« Les habitants du faubourg de Pierres viennent de prendre l'initiative d'une mesure importante, en organisant dans leur quartier, pendant l'état de siége, un service de surveillance et de premiers secours en cas d'incendie.

« A cet effet, 140 citoyens, répartis en sections de 15 hommes, ont établi un poste de volontaires dans la maison de l'un d'eux, M. Lipp, où sont déposées plusieurs pompes et une voiture chargée de tonneaux remplis d'eau. Plusieurs des associés se sont engagés à tenir également prêtes à être attelées des voitures chargées de tonneaux d'eau, et ceux qui possèdent des pompes à incendie, que le relevé a fait connaître au nombre de 14, les ont mises à la disposition du poste.

« Chaque nuit, un piquet de 15 hommes non armés se réunit et surveille par de fréquentes patrouilles tout ce

qui pourrait donner lieu à un sinistre. En cas d'incendie, il se transporte immédiatement sur les lieux avec une ou plusieurs pompes, donne l'éveil, et est remplacé au poste par un nouveau piquet.

« A l'arrivée des pompiers de la ville, l'association s'efface pour ne plus agir que sous la direction du chef de ce corps.

« Dans l'association du faubourg de Pierres, les initiateurs de cette organisation n'ont pas perdu leur temps; ils se sont souvenus de la devise : *Aide-toi, le ciel t'aidera;* et, imitant l'exemple de leurs pères, ils ont commencé par agir, par organiser.

« On nous apprend que l'exemple donné par les habitants du faubourg de Pierres a déjà trouvé des imitateurs et que des services analogues sont en voie d'organisation dans le faubourg de Saverne et la rue d'Austerlitz.

« Agréez, etc.

« *Un habitant du faubourg de Pierres.* »

Presque tous les quartiers imitèrent l'exemple donné par les faubourgs, et, la nuit, l'on voyait circuler dans les rues des patrouilles de veilleurs volontaires qui jusqu'au matin montaient une garde vigilante.

Divers actes de l'autorité avaient été affichés le 16 août ou la veille.

Le premier était l'arrêté préfectoral que voici :

Prorogation des pouvoirs du Conseil municipal.

ARRÊTÉ.

« Au nom de l'Empereur,

« Nous Préfet du Bas-Rhin,

« Vu les lois des 5 mai 1855 et 22 juillet 1870;

« Vu l'état de siége :

« Considérant que les circonstances de la guerre n'ont permis ni aux citoyens de procéder aux élections municipales de la ville de Strasbourg, ni au gouvernement de réorganiser l'administration;

« Arrêtons :

« Art. 1er. Les pouvoirs du corps municipal de la ville de Strasbourg sont prorogés jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 2. M. le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Fait à Strasbourg, le 15 août 1870.

« Le préfet, baron PRON.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« Signé : UHRICH. »

Les autorités municipales n'avaient pas jusqu'alors éprouvé le besoin de beaucoup consulter les citoyens de la ville ou leurs représentants et de débattre avec eux les graves questions qui s'agitaient. Le maire convoqua bien une fois les membres de l'ancien Conseil municipal, mais ce fut tout, et pendant presque toute la durée de l'état de siége, à l'exception des dernières semaines, Strasbourg ne reçut jamais des autorités une communication qui lui donnât des renseignements positifs sur sa propre situation et sur la situation extérieure; l'autorité, pourtant, a maintes fois eu des nouvelles qu'il eût été de son devoir de communiquer à la population. On tenait les habitants de Strasbourg au secret de ce qui se passait dans l'inté-

rieur de la France et autour des murs de la place. Il est certain que des raisons militaires ont souvent prescrit ce silence, mais outre les dépêches militaires que le général Uhrich ne pouvait communiquer sans compromettre les intérêts de la défense, il arrivait d'autres dépêches, purement politiques, que le sous-préfet de Schlestadt, M. Peloux, adressent à son chef hiérarchique, le baron Pron, préfet du Bas-Rhin, et que celui-ci n'a jamais communiquées à personne, pas même au général.

Les habitants avaient jusqu'alors, du haut des églises, du haut d'autres édifices publics et du haut de quelques élévations de terrain, suivi un peu les mouvements de l'armée qui entourait la ville. Mais un avis préfectoral, conçu comme suit, défendit de monter sur les édifices publics :

Défense de monter sur les clochers et édifices publics.

AVIS.

« Il est expressément interdit, sous aucun prétexte, de monter ou de stationner sur les tours des églises ou sur les plates-formes des édifices publics de la ville, à moins d'une permission personnelle délivrée par le général commandant supérieur ou par le préfet.

« Tout individu surpris en contravention au présent ordre sera incarcéré.

« Strasbourg, le 16 août 1870.

« Le préfet, baron PRON. »

On craignait que les assiégeants n'eussent des intelligences dans la place, et on supposait que des signaux

pourraient leur être faits du haut des édifices élevés. C'est cette crainte qui motiva cet arrêté.

Mercredi 17 août.

Plusieurs bâtiments, parmi lesquels le couvent du Bon-Pasteur, situé tout près de l'Orangerie, en face de la Robertsau, que l'ennemi occupait, gênaient beaucoup la vue et le tir des artilleurs de la Citadelle et du rempart de la porte des Pêcheurs, et l'on dut se résoudre à les démolir. Le 17 août, la 3e compagnie du 4e bataillon du 18e de ligne quittait les ouvrages avancés de la Citadelle avec la mission d'occuper le Bon-Pasteur et de prévenir les habitants du voisinage d'avoir à vider leurs maisons, qui devaient être incendiées dans la journée avec le couvent et les sapins qui entouraient l'Orangerie.

A deux heures et demie du matin, la compagnie se mettait en marche, une section en avant, commandée par le lieutenant Luya, une autre section en soutien, sous les ordres du capitaine Laporte et du sous-lieutenant Leroy.

On avait dit que le Bon-Pasteur était occupé par les Badois, et, après une marche comme on en fait dans ces sortes d'opérations, le couvent fut cerné par les soldats. Mais ils ne s'y trouvaient pas, et l'établissement fut occupé d'abord par la section d'avant-garde, puis par l'autre section.

Tout à coup l'ennemi, posté dans une maison située de l'autre côté du canal, dirigea sur les Français un feu très-gênant, durant lequel le clairon Bastier fut atteint d'une grave blessure à la jambe.

Vu la configuration du terrain, le moyen le plus simple de se faire respecter et de mener à bonne fin les diverses

opérations qu'on devait exécuter était de déloger l'ennemi de son poste. Du reste, la vivacité des soldats ne leur permit guère l'inactivité.

Trois escouades furent déployées en tirailleurs, le sous-lieutenant Leroy à gauche, le lieutenant Luya au centre, le sergent Jérôme à droite, pendant que le reste de la compagnie gardait le couvent sous les ordres du capitaine Laporte.

Ces escouades s'avancèrent résolûment, presque sans tirer, en s'abritant derrière les arbres et la berge; elles se postèrent derrière la digue du canal et un pont détruit, qui formait un excellent abri.

De là, un feu nourri fut dirigé sur la maison et sur la digue que l'ennemi occupait. Celui-ci fut débusqué et obligé de se cacher derrière la digue. En ce moment, des renforts survinrent aux Badois, et les Français, prenant de front et de flanc ces troupes qui accouraient, leur firent éprouver quelques pertes. A partir de cet instant, la fusillade fut très-vive des deux côtés, et pendant près d'une heure les coups de feu s'échangèrent d'une rive du canal à l'autre.

La compagnie du 18[e] avait eu sept blessés. Des habitants de la Robertsau assurèrent que les Badois avaient eu quarante hommes mis hors de combat.

Le but de la reconnaissance était atteint; le Bon-Pasteur et les maisons voisines étaient évacués, et dans l'après-midi du même jour, les canons de la Citadelle purent détruire les bâtiments qui obstruaient la vue des défenseurs de la place.

Pendant près de trois heures la Citadelle envoya des projectiles contre ces constructions. Les boulets qui devaient renverser le Bon-Pasteur ne produisirent pas un

effet immédiat; ils le traversaient, le criblaient de trous; mais l'édifice, construit en torchis, ne s'écroula pas de suite. On l'alluma, et à huit heures du soir les flammes s'en échappaient; le lendemain matin le feu l'avait détruit. La garde mobile avait été particulièrement chargée de l'opération, qui la familiarisa un peu avec la manœuvre du canon.

Ce jour-là, comme bien souvent encore, la ville était pleine d'une rumeur qui mettait les cœurs en joie. On disait que les troupes ennemies qui se trouvaient dans les villages voisins, à Illkirch, Eckbolsheim, Lingolsheim, Mundolsheim, Holtzheim, s'étaient concentrées rapidement pour se porter toutes du côté de Geispolsheim, où quelque événement extraordinaire devait se passer. On disait qu'un corps français marchant sur Strasbourg avait été signalé à l'ennemi, et que celui-ci allait à la rencontre de ceux qui venaient délivrer la ville.

Les mouvements de troupes, la concentration à Geispolsheim, le corps français surtout, pures inventions.

Ce qui n'était pas inventé et ce qui circulait aussi, c'est que l'armée des assiégeants était renforcée, que des batteries s'élevaient de tous côtés autour de la ville et que les villages voisins étaient complétement occupés par les troupes allemandes, qui avaient construit des barricades sur la route, à l'entrée et à la sortie de ces villages.

Jeudi 18 août.

Les opérations nécessitées par la défense de la place n'étaient pas encore achevées et l'ennemi entourait la ville depuis plus d'une semaine déjà. La commune de

Schiltigheim ; le premier village que l'on rencontre en sortant de Strasbourg par la porte de Pierres, avait pris dans ces dernières années un développement extraordinaire, grâce à l'industrie de la brasserie strasbourgeoise, qui y avait élevé de nombreuses constructions. De vastes et splendides établissements avaient été bâtis tout autour de Schiltigheim, dont les dernières maisons arrivaient ainsi jusqu'à quelques centaines de mètres seulement des ouvrages des fortifications. Ces constructions, solidement faites, pouvaient servir d'abri et de poste d'observation à l'ennemi, et il fallut en faire le sacrifice.

Quatre compagnies du 87e de ligne et un détachement de travailleurs du 18e de ligne sortirent par la porte de Pierres, à cinq heures du matin, et arrivèrent à l'entrée de Schiltigheim sans d'abord rencontrer de résistance de la part de l'ennemi, qui s'était retranché dans l'intérieur du village.

Deux compagnies furent alors employées : l'une, avec les travailleurs du 18e, à abattre les arbres du cimetière Sainte-Hélène, condamnés aussi par les intérêts de la défense, l'autre, à mettre le feu aux bâtiments dont la destruction avait paru nécessaire. Des brasseries, des malteries, de belles maisons de campagne, d'énormes hangars se trouvèrent bientôt en flammes.

De longues années de travail, des industries florissantes, des millions étaient anéantis.

Pour protéger l'opération des travailleurs, la 1re compagnie du 1er bataillon avait été lancée en avant en tirailleurs, et la 6e compagnie du même bataillon occupait à l'entrée de Schiltigheim, à gauche, la route de Wissembourg. Cette dernière compagnie partit de là, dirigée par le colonel Blot, pour faire la reconnaissance du couvent



LA PORTE DE FRANCE (CITADELLE).

Saint-Charles, situé un peu plus loin, à droite de la route, et qu'on supposait occupé par l'ennemi; ce mouvement fut appuyé, à droite, par la 1re compagnie qui, conduite par le commandant Rousseau, s'avança sur la route de Soufflenheim, jusqu'à la hauteur du bâtiment de la gendarmerie; elle trouva là une barricade en planches que les assiégeants abandonnèrent aussitôt pour se réfugier derrière un second retranchement plus fort, élevé à 60 ou 80 mètres en arrière. Un feu des plus vifs s'engagea alors sur ce point; la 1re compagnie se maintint derrière la barricade jusqu'à ce que, la reconnaissance du couvent Saint-Charles étant terminée sans qu'on y ait rencontré l'ennemi, l'ordre lui fut donné de se replier; elle opéra sa retraite en échelons par sections, en continuant à tirailler jusqu'à la sortie du village, accompagnée des feux des assiégeants, mais non poursuivis par ces derniers. Les différents détachements qui avaient pris part à la sortie, se réunirent au-dessous du cimetière Sainte-Hélène et rentrèrent à huit heures et demie dans la place, en ayant eu six hommes tués, un officier et dix-neuf sous-officiers et soldats blessés.

Nous avons dit que le cimetière Sainte-Hélène, situé à l'entrée de Schiltigheim, dut subir aussi des mutilations. Les morts même ne pouvaient être respectés! Les sombres allées de sapins qui entrecoupaient ce cimetière, les peupliers qui l'entouraient, les grands saules qui ombrageaient les tombes furent abattus par la hache; les pierres tumulaires seules restèrent debout, mais nues et privées de cette obscurité mystérieuse dont les branchages les couvraient.

Le fossoyeur du cimetière, le père Geiss, rentra tris-

tement en ville, abandonnant sa maisonnette et n'emportant que ses registres d'inhumation. Il avait planté contre sa demeure une treille qui était devenue célèbre à Strasbourg. Presque chaque année elle portait des raisins en quantité si énorme qu'on allait la visiter avec grand empressement, et le fossoyeur était tout heureux de la célébrité acquise par sa treille. En 1870, pour la première fois, on n'est pas allé admirer les raisins du père Geiss.

Depuis la nuit du 15 août l'ennemi n'avait plus lancé de projectiles dans la place, et l'on essayait de se persuader que le bombardement n'avait eu lieu qu'à l'occasion de la fête de Napoléon et que la population civile n'avait plus rien à redouter de l'artillerie des assiégeants. On n'était pas rassuré pourtant, car de vagues bruits circulaient au sujet de sommations réitérées de se rendre que l'ennemi avait faites, en menaçant du bombardement si ces sommations restaient sans résultat.

Ah! elles resteront dans la mémoire des Strasbourgeois nos contemporains, et dans les annales de Strasbourg, à travers les siècles futurs, ces nuits des mois d'août et de septembre de l'année 1870.

Le 18 août, à neuf heures du soir, une détonation terrible retentit dans la ville. C'était un obus que les ennemis envoyaient des alentours.

Puis les projectiles se succédèrent presque sans interruption. Les sifflements stridents se croisaient dans les airs et les obus éclataient dans les rues, sur les maisons, dans les cours avec un bruit épouvantable qui se répétait sourdement dans le silence de la nuit.

A minuit, une vive lueur couvrit tout à coup le quartier du faubourg National; un immense incendie venait

d'éclater dans la rue Sainte-Aurélie, allumé, disait-on, par une bombe tombée dans une grange remplie de foin. Le feu fit des progrès rapides, et en quelques instants une dizaine de bâtiments, composant six ou sept propriétés, ne formèrent plus qu'un seul brasier.

En état de siége l'usage est de ne pas sonner le tocsin en cas de sinistre, afin de ne point donner d'avertissement à l'ennemi ; l'organisation du service des incendies permit néanmoins d'amener promptement des secours, et on se mit courageusement à attaquer les flammes. Les habitants des maisons en feu essayaient encore de sauver leur mobilier ; quelques-uns d'entre eux réussirent à transporter dans la rue une partie de leur avoir ; mais bien des objets durent être abandonnés ; des bestiaux, des provisions nombreuses, objets précieux en temps de siége, des marchandises de toute espèce devinrent la proie du feu.

Les propriétés des sieurs Federlin, jardiniers-cultivateurs; la maison Schott; la maison Freisz, habitée par M. Haberer, lithographe; la maison occupée par MM. Lévy frères, marchands de chiffons; la maison Kirnmann, d'autres maisons encore furent détruites de fond en comble ; une vaste étendue comprise entre la rue Sainte-Aurélie et le faubourg National ne fut plus dans quelques heures qu'un monceau de ruines.

La garde mobile, des détachements de troupes, la population prêtèrent un énergique concours aux pompiers, qui maîtrisèrent les flammes vers le matin entre quatre et cinq heures. Le faubourg National était encombré de meubles, de décombres; des milliers de personnes contemplaient le lendemain ce triste tableau.

Les obus continuèrent à pleuvoir pendant toute la nuit,

et à chaque instant il y avait quelque nouveau désastre ou quelque malheur à signaler.

Outre les batteries ennemies établies à l'est et à l'ouest de la ville, plusieurs batteries volantes concoururent à ce bombardement.

La maison Carré, place Gutenberg, eut les glaces de son 1er étage brisées par un obus; un projectile entra sur la même place dans la terrasse de la maison Sick et Marckert; rue des Serruriers, 15, au coin de la rue de la Chaîne, un obus démolit un mur et une cheminée et brisa les fenêtres d'une maison contiguë; la maison Masson, rue des Serruriers, eut deux plafonds percés; dans la rue de l'Épine, la rue de l'Ail et la rue des Tonneliers des projectiles tombèrent sur les bâtiments en démolissant les toitures et les murs; un obus éclata au milieu de la rue du Bateau; un autre fut lancé sur la maison de MM. Dietrich frères, quai Saint-Nicolas; devant l'estaminet Schützenberger, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, un obus éclata sur le pavé; six maisons du quai des Bateliers furent atteintes; un projectile tomba dans la cour du quartier Saint-Nicolas.

La brasserie des *Deux-Cognées*, le *Poêle-des-Jardiniers*, au faubourg National; la maison Schæffer, l'*hôtel d'Angleterre*, au Vieux-Marché-aux-Vins, reçurent des projectiles et furent fortement endommagées.

Aux environs de la Cathédrale, graves atteintes et graves malheurs; la Cathédrale elle-même ne fut pas épargnée, et une des galeries de la façade principale fut ébréchée par un projectile. Un obus tomba sur un bateau amarré devant le chemin de halage du quai des Bateliers, le troua en éclatant avec fracas et le fit sombrer; dans la rue des Pucelles, la maison Momy reçut un obus.

La maison Bach, rue des Juifs, construite en pierre de taille de 70 centimètres d'épaisseur, eut sa façade éventrée par un obus, qui éclata dans un appartement et dévasta tout le mobilier. Dans la rue des Charpentiers, un obus tomba sur la maison de Dartein; un officier d'artillerie qui était en observation sur la Cathédrale vit le projectile s'abattre sur cette maison qu'habitait sa femme; il ne quitta point son poste, mais envoya immédiatement prendre des informations: l'obus était tombé sur le lit occupé par la dame dix minutes auparavant, et en éclatant avait tout brisé dans l'appartement, sans causer de blessure à personne.

Dans la rue de l'Arc-en-Ciel, terrible malheur. Un obus tomba sur un pensionnat tenu par des Sœurs, pendant que les enfants étaient en prière; cinq jeunes filles furent tuées sur le coup; six autres, dont l'une mourante, furent transportées aussitôt à l'ambulance du Petit-Séminaire. M. le docteur Herrgott, médecin en chef, donna les premiers soins à ces malheureuses enfants; quand il arriva, les pauvres petites filles étaient pâles et tremblantes dans leurs lits, au milieu des soldats blessés. Trois d'entre elles furent amputées de la jambe, une autre de la cuisse. Les quatre amputations achevées, le docteur Herrgott s'approcha d'une cinquième victime qui s'écria : Oh ! Monsieur, ne me coupez pas les jambes ! et le docteur eut la joie de lui dire que cela n'était pas nécessaire. Une sixième jeune fille était si gravement atteinte, qu'elle mourut quelques heures après. En même temps on apportait à l'ambulance un ouvrier mortellement frappé dans la rue.

Dans la rue Saint-Guillaume, une grande maison nouvellement construite à côté du Jardin botanique fut forte-

ment endommagée; le presbytère de l'église Saint-Guillaume eut une partie de son toit enlevée; deux bombes tombèrent sur la Manufacture des tabacs, qui fut immédiatement évacuée.

Dix-sept maisons furent atteintes dans le quartier de la Krutenau.

La Citadelle était le point de mire principal d'une batterie établie à Kehl, près du Rhin. Là, le bombardement semblait ne plus devoir cesser. Les obus et les bombes y tombaient comme la grêle, blessaient, tuaient, brûlaient, brisaient et dévastaient. Un turco eut les jambes coupées; des soldats de toutes armes, des gardes mobiles furent atteints par des éclats. Des femmes, des enfants, des militaires s'étaient réfugiés dans une casemate; les femmes, les enfants priaient, pleuraient, accroupis dans le souterrain qui lui-même n'était pas à l'abri des projectiles, car deux obus y entrèrent. Tout à coup un artilleur se précipite dans la casemate : «Vous êtes sous une poudrière, cria-t-il, et l'ennemi semble viser cet endroit! »... La poudrière heureusement était bien garantie. Quelle catastrophe si une bombe y avait pénétré! Les malheureux réfugiés profitèrent d'un instant de répit pour courir s'abriter ailleurs.

La tour de l'église de la Citadelle, le bâtiment des officiers supérieurs, les casernes, l'arsenal avaient été gravement endommagés par les projectiles.

Un obus tomba dans la salle de l'école Saint-Guillaume, à l'heure de la classe, et éclata. Par bonheur, on avait fermé l'école la veille et aucun enfant ne se trouvait dans la salle; les pupitres et les bancs volèrent en pièces. Si les classes avaient été prolongées d'un jour, on aurait compté peut-être cinquante victimes de plus dans cette sinistre journée.

Les projectiles qui arrivaient du côté de Kehl vers la porte des Pêcheurs firent plusieurs victimes parmi les ouvriers qui travaillaient, en dehors de cette porte, à démolir quelques constructions. Un ouvrier occupé à la démolition du Petit-Moulin fut atteint par deux éclats qui lui causèrent des blessures auxquelles il succomba quelques heures après. Des projectiles furent lancés en grand nombre sur le chemin de halage, hors la porte des Pêcheurs, sur les chantiers où les ouvriers chargeaient dans des bateaux d'énormes quantités de bois qui, par ordre supérieur, devaient être rentrées à très-bref délai en ville.

Des projectiles tombèrent sur la place au Sable; d'autres éclatèrent contre la muraille du quai, aux abords du pont Saint-Étienne; un obus ou un éclat vint frapper le bâtiment du Petit-Séminaire, où se trouvaient de nombreux blessés. Plusieurs obus tombèrent aussi dans le canal des Faux-Remparts.

Partout enfin l'on constatait quelque dégât, quelque accident, quelque grave malheur.

Vendredi 19 août.

La matinée du 19 fut calme; dans l'après-midi, le canon tonna du haut des remparts, d'où l'artillerie démolissait à coups de boulets plusieurs constructions situées près de la porte Nationale et près de la porte de Saverne et pouvant offrir à l'ennemi un abri pour l'attaque.

Dans la soirée, des détonations partaient de temps en temps des ouvrages de la place. Vers minuit, une vive fusillade et plusieurs coups de canon retentirent du côté du faubourg National. Pendant près d'une demi-heure, la fusillade continua sans interruption, et le matin encore,

d'intervalles en intervalles, les grosses pièces placées sur le rempart de la porte Nationale tonnaient avec fracas.

La ville se remplit aussitôt de toutes sortes de bruits au sujet d'attaques qui auraient été tentées de ce côté par l'ennemi. On disait que de nombreux soldats étaient arrivés en bateaux jusqu'aux Ponts-Couverts, dont ils voulaient forcer l'entrée; que les coups de feu partis du haut de nos fortifications les avaient décimés, et que les bateaux avaient été en partie coulés.

Aucune tentative pourtant n'avait été faite de ce côté de l'Ill. C'était le petit fort nommé *le Pâté,* situé hors la porte Nationale, à droite de la route de la Montagne-Verte, que des détachements ennemis avaient essayé de surprendre, protégés par une batterie établie près du cimetière Saint-Gall. Ce fort du Pâté était à peu près unique dans son genre aux environs de Strasbourg: dominant deux routes à l'angle desquelles il est situé, entouré d'eau, casematé, il couvrait à la fois la porte Nationale et les abords de la ville par la rive gauche de l'Ill. C'est un des points que l'ennemi avait principalement en vue, parce que s'il avait réussi à s'y établir, il se serait trouvé au niveau des remparts de la porte Nationale. Le cimetière Saint-Gall, dont le terrain est très-accidenté, et qui était occupé par les assiégeants, constituait une position importante pour ceux-ci; dans les blocus de 1814 et 1815 les Français occupaient le cimetière.

La fusillade qu'on avait entendue avait donc été échangée entre les soldats postés au Pâté et l'ennemi qui s'approchait, pendant que la batterie du cimetière Saint-Gall couvrait ses mouvements. Du haut du fort Blanc, ouvrage assez élevé et dominant les alentours, l'artillerie française avait pointé ses pièces sur la batterie ennemie, et, tirant

par-dessus le Pâté, avait démonté celle-ci au cinquième coup de canon. Quelques blessés du côté des Français; chez l'ennemi, des morts et des blessés.

La garde mobile prenait part à toutes ces escarmouches, à tous ces petits engagements, et chaque jour elle devenait plus familière avec l'art de la guerre.

La proclamation suivante, qui lui fut adressée par le général Uhrich, prouve du reste comment les services rendus par la garde mobile étaient appréciés :

Ordre de la Division.

« Officiers, sous-officiers, caporaux et brigadiers de la garde nationale mobile,

« Les opérations relatives à la formation des bataillons ou batteries de la garde nationale mobile étant terminées, mon intention était de vous laisser acquérir, sous la direction de vos chefs, un certain degré d'instruction, et ensuite de vous convoquer pour vous passer en revue et apprécier vos efforts à devenir rapidement des soldats initiés au métier des armes.

« Les circonstances ne me permettent pas de réaliser ce projet. L'ennemi a fait son apparition autour des murs de la place. Votre présence sur les remparts et dans les ouvrages détachés est une nécessité de tous les instants; j'ajourne donc le moment de vous voir sous les armes. Il m'est rendu compte de votre attitude devant l'ennemi. Chaque jour vous vous montrez plus familiers avec les exigences du service et plus solides en présence des dangers qui se produisent.

« Vous serez bientôt complétement aguerris, vous et vos chefs; je vous remercie de vos efforts pour atteindre ce but... Persévérez !'!

« Fait au quartier-général à Strasbourg, le 19 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

Samedi 20 août.

Un seul événement signala cette journée, mais il suffit pour mettre la ville en mouvement et pour occuper toutes les conversations :

A quatre heures de l'après-midi, le capitaine-adjudant de place Rœderer, accompagné du trompette Hœltzel, sortait par la porte de Pierres, se rendant au quartier-général badois établi près de Schiltigheim, pour un échange de correspondances. Le capitaine Rœderer et le trompette, qui avaient déjà plusieurs fois fait le trajet, étaient à cheval et portaient le drapeau blanc du parlementaire; après avoir rempli leur mission, ils revenaient par la petite route de Schiltigheim, lorsqu'à 300 mètres environ de la place, le capitaine fit galoper son cheval. Les parlementaires, paraît-il, doivent, d'après les règles de la guerre, revenir au pas vers la place d'où ils ont été envoyés.

Au même instant, des coups de feu partirent d'une houblonnière voisine; deux balles vinrent frapper le capitaine Rœderer : l'une l'atteignit au mollet, l'autre lui laboura le cou; son cheval s'abattit sous lui. Le trompette Hœltzel eut le képi traversé par une balle et la partie supérieure de la tête effleurée; une autre balle lui traversa la paroi gauche de la poitrine, sans faire de lésions

graves. Les deux cavaliers tombèrent et furent recueillis par des ouvriers qui travaillaient dans les environs et qui les transportèrent en ville sur des brancards.

On eut peine à croire que cet événement ne fût pas le résultat d'un malentendu ; quelques tirailleurs ennemis, se disait-on, voyant galoper le cheval du capitaine, auront tiré à tout hasard sur ce dernier et sur le soldat qui l'accompagnait. Dès que le général Uhrich fut informé de ce grave événement, il écrivit au général de Werder; mais sa lettre n'était pas encore partie qu'il reçut du chef d'état-major allemand une dépêche conçue dans des termes fort convenables, exprimant de vifs regrets, et affirmant qu'il y avait eu erreur et non mauvaise foi ni méchanceté de la part des soldats, annonçant que ceux-ci, néanmoins, seraient traduits devant un conseil de guerre. Le général Uhrich ne put que se déclarer satisfait; il accepta les explications données et intercéda même par écrit en faveur des coupables.

Dimanche 21 août.

Le côté nord, qui devint le front d'attaque, était fortifié par de nombreux ouvrages se soutenant entre eux et s'étendant à une assez grande distance devant la place. Mais il était dominé en même temps par les collines, par les élévations de terrain sur lesquelles ou contre lesquelles sont bâtis les villages de Schiltigheim et de Hausbergen qu'occupait l'ennemi. Le désavantage résultant pour la place de cette inégalité de terrain avait depuis longtemps frappé les hommes compétents, et dès 1866 le général Ducrot avait mis en avant le projet de construire

un fort avancé sur ces hauteurs. Mais le projet fut abandonné.

Au sud de la place, les fortifications étaient très-peu compliquées ; ce côté n'avait pas besoin, du reste, d'ouvrages avancés, car il pouvait être facilement mis sous eau à presque une lieue d'étendue et il était défendu dans une certaine mesure par la Citadelle.

La ville était à peu près dégagée, du côté nord, des bâtiments et des arbres les plus gênants pour la défense. Du côté sud, les arbres des routes étaient seuls tombés, et à quelques centaines de mètres de la place s'élevaient encore de nombreuses constructions, maisons de campagne, auberges, entourées de vastes jardins, dont l'ensemble formait un véritable village. L'ennemi n'avait pas manqué de profiter de ces abris excellents pour se rapprocher quelquefois à courte distance de la ville, et du haut des remparts on avait à plusieurs reprises signalé des éclaireurs rôdant dans les plantations d'un horticulteur dont l'établissement était tout voisin de la porte d'Austerlitz.

Le 21 août seulement, un ordre prescrivit la démolition de toutes ces constructions.

C'était grand dommage, en vérité, de démolir les jolies maisons neuves qui s'étaient élevées là dans les dernières années, de dévaster tous les beaux jardins qui bordaient la route, d'attaquer avec la hache ces riants bosquets, ces massifs et ces allées; mais l'avis de l'autorité disait « par ordre du général », et l'on obéit. On déménagea ce qu'on put, et pendant deux jours de longues files de voitures entrèrent en ville, chargées à s'écrouler de meubles, et d'objets de toute espèce. Puis la pioche, le feu et le canon commencèrent l'œuvre de destruction.

L'ennemi recevait chaque jour de nouveaux renforts et chaque jour il cernait la place plus étroitement; il commençait ou continuait ses travaux autour de la ville entière. Le maire se vit forcé, le 21 août, de publier un arrêté par lequel il prévenait la population que les inhumations n'étaient plus possibles hors des murs et qu'un emplacement avait dû être assigné à l'intérieur de Strasbourg pour enterrer les morts. Plusieurs convois mortuaires, à peine sortis par les portes, avaient dû rebrousser chemin devant les projectiles ennemis ou devant des détachements de soldats qui leur défendaient d'aller plus loin.

Voici l'arrêté en question :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

ARRÊTÉ.

« Nous Maire de la ville de Strasbourg,

« Vu l'état de siége,

« Considérant que le cimetière de Sainte-Hélène est occupé pour la défense de la ville; que le cimetière de Saint-Gall vient d'être envahi par l'ennemi, et que le cimetière Saint-Urbain, dont le sous-sol est rempli par les eaux d'inondation et qui n'offre plus beaucoup de terrains disponibles pour de nouvelles tombes, est également exposé à être occupé par l'ennemi;

« Que dans ces circonstances il y a lieu de recourir à une mesure exceptionnelle et de faire provisoirement les inhumations à l'intérieur de la ville ;

« Avons arrêté ce qui suit :

« Art. 1er. Les inhumations se feront provisoirement au Jardin botanique.

« Toutes les précautions seront prises à l'effet de prévenir les exhalaisons insalubres.

« Après la cessation de l'état de siége, les corps pourront être exhumés et transportés aux anciens cimetières.

« Art. 2. Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de M. le Préfet et de M. le Général de division commandant l'état de siége.

« Fait à Strasbourg, à l'Hôtel-de-Ville, le 20 août 1870.

« Le maire, HUMANN.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin, baron PRON. »

Le Jardin botanique, dont il est question dans cet acte municipal, est situé dans le quartier de l'Académie, en face même des bâtiments de l'Académie. C'est là qu'on creusa des fosses énormes et qu'on déposa côte à côte, pendant toute la durée du siége, le riche et le pauvre, le vieillard et l'enfant, l'officier et le simple soldat. Une petite croix de bois, sur laquelle un nom était barbouillé à la hâte, indiquait la place de chaque cercueil, et chaque jour il fallut élargir cette tombe commune, où tant de victimes furent déposées.

Elle est là en grande partie, dans cet enclos transformé en champ funèbre, l'histoire de la résistance héroïque de Strasbourg, et chacune de ces croix représente un drame. L'une dit que l'enfant innocent fut frappé d'un obus au milieu de ses jeux insouciants; l'autre raconte qu'un père, qu'une mère fut arrachée du milieu des siens; ici le soldat, héros obscur, tombé aux avant-postes, foudroyé sur

le rempart; là, l'officier, enlevé à la tête de ses hommes. Chaque Strasbourgeois a vu porter là-bas, dans ce triste jardin, un parent, un ami, un être cher; car chaque jour, pendant de longues semaines, a eu son deuil, et l'on ne pouvait passer une heure sans apprendre qu'une nouvelle victime venait d'être frappée.

Mais laissons encore ces descriptions attristantes; nous allons arriver bientôt aux pages douloureuses.

De temps à autre, on réussissait à faire entrer en ville quelques provisions, quelques bestiaux; et des spéculateurs éhontés s'empressaient de tirer profit de la situation malheureuse des habitants, pour leur vendre, aux prix les plus élevés, les vivres qu'ils allaient de grand matin acheter aux abords des portes.

Il fallut que l'autorité prît des mesures pour faire cesser ce trafic, et le maire rendit à ce sujet l'arrêté suivant, qui mit fin, mais non complétement, à ces marchés honteux.

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

ARRÊTÉ.

» Nous Maire de la ville de Strasbourg,

« Vu l'état de siége,

« Vu la dépêche par laquelle M. l'intendant militaire informe l'autorité que des courtiers vont au devant des cultivateurs qui amènent du bétail en ville, les engageant à le leur vendre à des prix très-modérés, et le revendent ensuite à des prix exagérés;

« Considérant que ces procédés constituent de véritables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles, auraient

pour résultat de faire accaparer par quelques intermédiaires le monopole du commerce du bétail, et qu'il appartient à l'administration de les faire cesser;

« Arrêtons :

« 1° Tout le bétail amené dans l'intérieur de la ville, pendant la durée du blocus, sera conduit directement sur le marché public établi aux abords de l'Abattoir. Ce marché aura lieu provisoirement tous les jours de huit heures du matin à six heures du soir.

« Défense expresse est faite à qui que ce soit d'aller au devant des cultivateurs qui amènent du bétail en ville, dans le but de les engager à traiter pour la vente de leurs animaux, à ne pas se rendre au marché public, ou à ne vendre qu'à un certain prix.

« 2° Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de M. le général de division commandant supérieur.

« M. le commissaire central est chargé d'en assurer l'exécution.

« Strasbourg, le 20 août 1870.

« Le maire, HUMANN.

« Vu et approuvé :

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

La journée fut signalée par de petites escarmouches d'artillerie dans lesquelles les canons des remparts démolissaient quelque batterie volante ou cherchaient à empêcher les travaux des assiégeants. L'artillerie de la place venait d'être renforcée d'un certain nombre de gardes nationaux qui avaient servi autrefois dans l'armée, et qui se réunirent sous le commandement d'un ancien

capitaine, M. Hering, et firent le service des remparts comme les soldats des troupes régulières.

La nuit fut tranquille. Deux ou trois coups de feu dans le lointain : quelque sentinelle qui aura cru voir un danger. Du côté de la porte Nationale une immense lueur se reflétait au ciel. Dans la journée on avait incendié, pour déblayer les abords de la place, plusieurs bâtiments situés sur la route de Lingolsheim et de la *Montagne-Verte*. La lueur provenait de ces bâtiments qui étaient encore en flammes.

Lundi 22 août.

La poudre ne parla ni dans la nuit du 21 août ni dans la journée du 22; on ne comptait pas quelques coups de fusil échangés entre l'un ou l'autre des postes des fortifications et les patrouilles ennemies. Mais une émotion terrible s'empara de la population vers le soir. On avait appris que le général commandant les troupes assiégeantes avait encore une fois sommé le commandant de la place de se rendre et lui avait annoncé qu'il était prêt pour le siége et le bombardement *régulier* de la ville. La nouvelle n'avait pas été officiellement communiquée à la population, mais elle transpira et se répandit avec la rapidité de l'éclair.

De nombreux habitants se rendirent vers le soir à la Mairie pour avoir quelques renseignements précis. Le maire avait dit à plusieurs citoyens qu'ils pouvaient être assurés de passer une nuit paisible; puis un peu plus tard, il les prévint qu'il y avait au contraire de grands dangers à craindre pour la nuit. Il y avait eu coup sur coup deux dépêches du général de Werder, la première rassurante, la seconde, au contraire, annonçant l'arrivée et le pro-

chain emploi des pièces de fort calibre. Les citoyens qui s'étaient rendus à l'Hôtel-de-Ville pour s'enquérir de ce qui se passait en réalité, rencontrèrent dans la cour M. le baron Pron, alors préfet du Bas-Rhin, qui, sur leur interpellation, leur répondit par une plaisanterie qu'il trouva sans doute agréable, mais dont on aurait pu discuter peut-être l'opportunité. Ah! c'est que M. le baron Pron était un si plaisant fonctionnaire!

La nuit fut complétement paisible; mais on s'inquiéta de ce silence. C'était en effet le calme précédant l'orage.

Mardi 23 août.

Le 23 août, on lisait sur les murs de la ville:

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg,

« Le moment solennel est arrivé.

« La ville va être assiégée et soumise aux dangers de la guerre.

« Nous faisons appel à votre patriotisme, à votre virile énergie, afin de défendre la capitale de l'Alsace, la sentinelle avancée de la France.

« Des armes seront délivrées aux citoyens désignés par M. le Maire, à l'effet de concourir à la protection de nos remparts.

« Amis! courage! La patrie a les yeux sur nous!

« Fait au quartier-général à Strasbourg, le 22 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH.

« Le préfet du Bas-Rhin, baron PRON.

« Le maire de Strasbourg, HUMANN. »

Il n'y avait donc plus à douter. Le moment solennel est arrivé, disait le général. Et les journées d'angoisses qu'on avait déjà passées, et les nuits du 15 et du 18 août où il y eut tant de ruines et de victimes, elles n'avaient donc point été solennelles! il y avait donc d'autres périls à craindre, d'autres malheurs à redouter?... Hélas! elles étaient bien légères les souffrances que la ville de Strasbourg avait éprouvées, si on les compare à celles qui devaient la frapper encore.

On commenta avec anxiété la proclamation du général; chacun courut chez soi, mettre en sûreté ses objets les plus précieux, et entasser ses meubles, ses papiers dans la cave, et se préparer, dans la cave aussi, un asile pour la nuit.

Tout à coup les groupes qui stationnaient dans les rues prirent une physionomie qui semblait bien étrange dans les circonstances du moment. On vit les citoyens quitter comme par enchantement leur mine inquiète; on se serrait les mains avec effusion, on avait l'air heureux, joyeux, et l'on peut dire qu'il s'en fallut de peu qu'on ne s'embrassât.

On venait d'apprendre que l'*Impartial du Rhin*, un des journaux paraissant à Strasbourg, avait reçu à midi un journal parisien qui contenait le récit d'une grande victoire remportée par les Français, et plusieurs autres nouvelles tout à fait heureuses pour la France.

Depuis le 13 août on ignorait complétement à Strasbourg les événements de Paris, et ce que l'on savait de l'armée de Metz remontait au 17 août. Elle était donc bien naturelle la joie qui avait éclaté à l'annonce des succès remportés par les Français. Le complet isolement dans lequel on vivait avec le dehors était un poids qui pesait pé-

niblement sur tous les esprits, et lorsque ce poids était soulevé quelque peu seulement, lorsque le voile couvrant pour les Strasbourgeois tout ce qui se passait au delà de leurs murs s'entr'ouvrait légèrement, c'était une immense sensation qui s'emparait de tous les cœurs, sensation dont on ne peut se rendre compte si l'on n'a pas été à même de l'éprouver.

En les faisant passer de bouche en bouche, l'on avait évidemment grandi les nouvelles qui ce jour-là étaient arrivées en ville; mais quand les exagérations s'effacèrent, il en resta encore assez pour contenter les esprits. A quatre heures, l'*Impartial du Rhin* parut; il avait communiqué les épreuves de son numéro à son confrère, le *Courrier du Bas-Rhin*, et celui-ci publia en toute hâte un supplément, de telle sorte que la ville entière fut bientôt mise au courant des événements racontés par la feuille parisienne, qui était, je crois, un *Moniteur du soir*. On se battait devant les kiosques à journaux, et ceux qui réussissaient, dans la bagarre, à se procurer un numéro de l'*Impartial* ou du *Courrier*, étaient aussitôt entourés de cinquante, de cent personnes demandant qu'on lût à haute voix l'intéressant journal.

On lut donc que le maréchal Bazaine venait de remporter une grande victoire près de Metz; que les mitrailleuses françaises avaient décimé l'ennemi; que *de la splendide armée du prince Frédéric-Charles il ne restait que des débris;* que la Bourse de Berlin avait baissé de deux francs; que la Prusse appelait à son aide toutes les garnisons de ses forteresses.

Dans toutes ces nouvelles favorables à la France les Strasbourgeois entrevoyaient pour leur compte particulier une délivrance prochaine; les sentiments pa-

triotiques et le sentiment du salut personnel étaient à la fois satisfaits. On ne se demandait même pas si l'un ou l'autre des faits racontés pouvait être faux — et Dieu sait si tous ces faits ensemble étaient loin de la réalité — on se crut sauvé, l'on oublia le danger et l'on ne s'inquiéta plus de la proclamation du général annonçant que le moment solennel était arrivé.

Alors vint, pour faire crouler tout cet édifice de joie et d'espérances, la première de ces nuits horribles que Strasbourg passa dans l'angoisse et les terreurs.

A neuf heures moins le quart, un bruit dont on avait appris déjà à connaître la nature, mit subitement la population en éveil. C'était le canon qui grondait. Le bombardement que le général ennemi avait annoncé venait de s'ouvrir.

A partir de ce moment jusqu'au lendemain à huit heures du matin, plus de onze heures durant par conséquent, le feu de l'ennemi ne cessa pas un instant. C'était un continuel roulement de tonnerre, des sifflements stridents qui s'entrecroisaient dans l'air, puis le fracas des cheminées et des murs qui s'écroulaient, et de temps en temps des cris plaintifs, des cris de douleur qui s'entendaient au loin.

La nuit était très-sombre; il pleuvait, et du haut des remparts il était impossible de distinguer la position des batteries ennemies qui, abritées derrière quelque bâtiment ou derrière les talus du chemin de fer, tiraient sans pouvoir être démontées.

Il n'est pas possible de raconter les désastres que les innombrables projectiles lancés par l'ennemi causèrent cette nuit. Il faudrait citer presque toutes les rues de la ville et dans certaines rues presque toutes les maisons.

Les obus arrivaient de tous les côtés et tombaient sur les églises, sur la Cathédrale, sur les ambulances, sur les hôpitaux.

Dans le faubourg de Pierres, le faubourg de Saverne, le faubourg National, dans la Grand'rue et dans les rues qui y aboutissent, sur la place Kléber, dans la rue de la Mésange, dans le quartier du Finckwiller, sur la place Saint-Thomas, la place des Moulins, dans la rue des Serruriers et les rues voisines, au Marché-aux-Poissons, dans la rue des Sœurs, la rue des Frères, sur les quais, dans la rue des Maisons-Rouges, la place Saint-Nicolas, la rue Neuve-des-Pêcheurs, le quartier de l'Arsenal, les maisons furent criblées d'obus.

Sept projectiles tombèrent sur l'Hôpital civil, sans y blesser personne heureusement; un obus tomba sur le Grand-Séminaire qui renfermait une ambulance; plusieurs obus tombèrent sur le Petit-Séminaire, où en toute hâte on transporta dans les caves les blessés qui y étaient installés; le Séminaire protestant, également transformé en ambulance, fut atteint; dans l'ambulance des Petites-Sœurs, rue Saint-Louis, un projectile tua un soldat, un zouave blessé. Au faubourg National, une femme eut les deux bras enlevés; dans la rue des Balayeurs, une femme eut l'épaule fracassée; dans la rue des Maisons-Rouges, deux enfants furent tués.

La caserne Saint-Nicolas fut fortement endommagée; la toiture de l'Arsenal fut démolie; l'église Saint-Thomas, la Monnaie, le Temple-Neuf furent atteints par des projectiles.

Dans la rue du Jeu-des-Enfants, chez un fripier nommé Haberkorn, le feu exerça des ravages considérables; place Saint-Nicolas, au restaurant Vasbender, incendie également important.

En plusieurs endroits il y eut des commencements d'incendie ; dans la maison Knoderer, rue des Dentelles ; dans la tour de l'église Saint-Thomas le feu avait éclaté ; mais les postes de sûreté organisés par les citoyens l'éteignirent promptement. Ces postes fonctionnèrent, du reste, dans toute la ville avec un dévouement et un zèle admirables. Sans crainte du péril, les rondes circulaient dans les rues, et aussitôt qu'un projectile tombait sur une maison, elles se hâtaient d'accourir et de porter secours dès qu'il y avait du danger.

Pendant que les batteries établies au nord et au sud de la place bombardaient la ville même, des batteries établies à Kehl, tout près du Rhin, bombardaient la Citadelle. Celle-ci fut littéralement criblée de projectiles, et le lendemain matin un des bâtiments construits dans son enceinte prenait feu et était détruit par les flammes. Les obus ne cessèrent pour ainsi dire plus de tombér sur la Citadelle à partir de ce jour jusqu'à la fin du siége. L'artillerie badoise qui la bombardait tirait nuit et jour avec trente-deux canons et huit mortiers, abrités par de forts blindages et des ouvrages en terre contre lesquels les boulets étaient impuissants.

Mercredi 24 août.

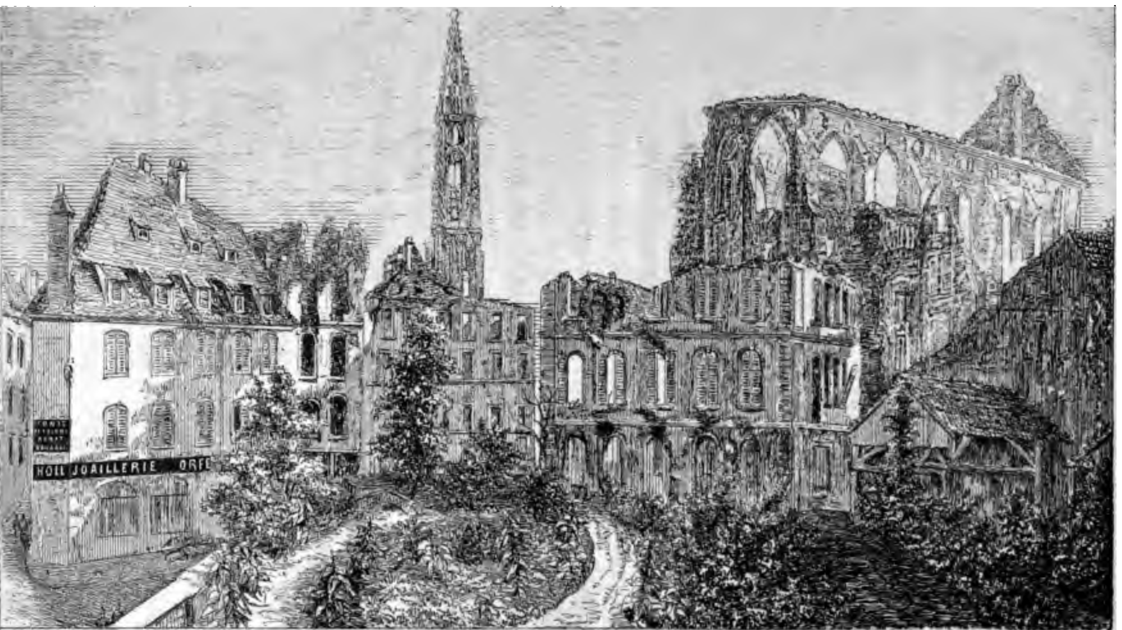
Du côté de la porte de Saverne, près des bâtiments des Rotondes, l'ennemi avait essayé, le veille, de construire quelques ouvrages, et à quelque distance, des ouvriers français exécutaient des travaux nécessaires à la défense de la place. Pour protéger ces ouvriers et empêcher les travailleurs de l'ennemi d'achever leur besogne, on avait

envoyé en avant des fortifications un piquet de vingt douaniers qui s'appuyèrent sur un autre piquet d'une vingtaine de gardes mobiles placés en arrière.

Ces quarante hommes échangèrent pendant toute la nuit des coups de fusil avec les tirailleurs ennemis, qui se cachaient dans les replis de terrain ou dans la tranchée du chemin de fer. Le colonel Blot, du 87e de ligne, commandant le front de défense, vint le matin du 24 voir les douaniers à l'œuvre. Ceux-ci continuaient à tirailler avec audace, et le colonel leur criant tout à coup : « Allons, douaniers, en avant! » ils s'élancèrent avec tant d'entrain qu'ils coupèrent et entourèrent un groupe de Prussiens. Grâce au concours de quelques travailleurs des fortifications, accourus aussitôt, ils s'emparèrent de neuf soldats du 34e régiment de Poméranie, dont deux légèrement blessés, et les conduisirent à l'état-major de la place.

La nuit du 24 août..... ah! ce n'est pas sans frémissement que nous y reportons nos souvenirs, et l'on est en droit de dire que l'homme ne peut subir de tortures plus horribles que celles qu'une population de quatre-vingt mille âmes endura pendant cette nuit. Quels désastres! quelles ruines! quel deuil!

Le bombardement commença un peu après huit heures, et toutes les bouches à feu que l'ennemi avait réunies autour de la place durent vomir en même temps leurs terribles projectiles. Pas un instant de trêve ni de silence; c'était une infernale grêle d'obus qui sifflaient avec fureur et dont les éclats, anguleux, tordus, produisaient en coupant l'air une espèce de ronflement sinistre qui glaçait de terreur. Dans les caves, les femmes, les enfants pleuraient et priaient; les hommes étaient mornes, abat-



LA RUE DU TEMPLE-NEUF ET LA BIBLIOTHÈQUE.



tus et ne prenaient courage que dans le devoir de veiller sur leurs familles, dans le désir de sauver leurs biens; les malades, les blessés souffraient affreusement de ce bruit épouvantable; on se demandait quelquefois si l'on ne rêvait pas, si l'on n'était pas le jouet d'un cauchemar.

Ils auraient dû être tous là, les hommes qui disaient que cette guerre était nécessaire. Ah! pourquoi ne se trouvaient-ils point ensemble au milieu de ces horreurs, tous ceux qui avaient acclamé les paroles du despote lançant à l'Allemagne sa provocation funeste. Ceux qui, le *cœur léger,* ricanant et la main sûr la hanche, avaient dit qu'ils acceptaient toute la responsabilité de la lutte qui s'ouvrait; ceux qui pour satisfaire leur ambition, pour repaître leur soif de gain; ceux qui pour laver une honte ou un crime ont décrété ou approuvé la guerre de 1870, j'aurais voulu les voir tous souffrir avec la population de Strasbourg, cette population qui toujours avait protesté contre leur politique insensée! Au milieu des ruines, des flammes, des morts et des mourants, j'aurais voulu les contempler, tremblants de terreur, et pour leur châtiment les forcer alors de crier: Vive la guerre!

A dix heures on entendit tout à coup, entre le fracas des obus, le cri: Au feu! au feu! poussé par les gardiens de la tour de la Cathédrale. Au feu! Temple-Neuf! puis un peu plus tard: Au feu! rue du Dôme! une demi-heure après: Au feu! Broglie! puis encore: Au feu! rue de la Mésange! Au feu! place Kléber! Au feu! quai Finckmatt! Au feu! rue du Bouclier! Toute la nuit retentit ce cri funèbre et une immense lueur rouge couvrit la ville tout entière de son sinistre reflet.

Que de trésors perdus dans ces quelques heures! Le

Musée de peinture, l'église du Temple-Neuf, la Bibliothèque de la ville, les plus belles maisons des plus riches quartiers, des rues presque entières n'étaient plus que des ruines.

Le Musée de peinture avait été installé depuis peu dans le bâtiment de l'Aubette, une vaste construction en pierres de taille qui occupe tout un côté de la place Kléber. Le rez-de-chaussée se composait d'un corps-de-garde, d'une écurie pour la garnison, du bureau du commissaire de police du canton Nord, du tribunal de police simple; l'une des ailes renfermait les bureaux de l'état-major de la place; le premier étage contenait les salles du Musée; le deuxième étage était occupé par plusieurs locataires, le troisième par les ateliers de photographie des frères Gerschel.

Le Musée était petit, il est vrai, mais il avait quelques toiles célèbres sur son catalogue. Des œuvres du Corrége, du Tintoret, du Guide, d'Alexandre Véronèse, de Schœngauer, de Hans Hemling, de Jacob Jordæns, de Philippe de Champaigne, d'Arnauld van Gueldre, *la Dispute dans un cabaret flamand*, un petit chef-d'œuvre d'Adrien van Ostade; des tableaux de Claude le Lorrain, de Laurent de la Hire, de Charles Le Brun, de Jean-Baptiste Oudry, de Brion; puis des toiles signées Zix, Gimpel, Gabriel Guérin, Beyer, Lix, Schützenberger, Ehrmann, Holtzapffel, Théophile Schuler, Jundt, des peintres strasbourgeois; deux statues d'Ohmacht; deux statues de Grass, dont un *Icare* magnifique; des dessins, des gravures, des reproductions nombreuses..... tout cela a été détruit sans qu'il en soit resté trace.

La Bibliothèque....., le monde entier doit pleurer sa destruction. Deux ou trois cent mille volumes, plusieurs milliers de manuscrits, plusieurs milliers d'incunables; un *Hortus deliciarum*, par l'abbesse Herrad de Landsberg, gros volume in-folio, datant du XIIe siècle, écrit sur parchemin, enrichi de miniatures charmantes, vrais trésors pour l'histoire de l'art de l'ornement et du costume; un recueil des lois canoniques, fait par Rachio, évêque de Strasbourg, en 788; un recueil de prières en caractères d'or et d'argent sur vélin pourpré, du huitième siècle; un missel avec les armes de Louis XII et signé par l'évêque François de Lyon, du seizième siècle; la collection des Constitutions de Strasbourg; les actes du procès de Gutenberg avec les héritiers de son ancien associé Dritzehn; une collection d'antiquités gallo-romaines, des armes, des urnes, des cercueils; un plan en relief de la ville et de ses fortifications fait en 1574; les instruments de torture autrefois en usage à Strasbourg; le pot en bronze dans lequel les Zurichois apportèrent, en 1576, une bouillie restée chaude depuis Zurich; le bonnet rouge de la Cathédrale du temps de la Terreur; le sabre de Kléber; puis toute l'histoire de l'Alsace, puis des médailles, des vitraux, des portraits, des collections uniques sur la terre que le monde savant de l'Europe venait toujours consulter... Il est resté de tous ces joyaux un peu de poussière et quelques feuillets de parchemin noirci dont le vent dispersa les débris....

Le Temple-Neuf..., la plus vaste église protestante, une des plus vieilles églises de la ville, élevé en 1260 par les Frères dominicains, orné de beaux monuments funéraires, décoré d'une *Danse des morts*, peinture à fresque

très-curieuse, représentant un dominicain en chaire, puis la Mort conduisant au tombeau un pape, des cardinaux, un empereur, une impératrice, un roi, une reine, un évêque et des moines; possédant un orgue célèbre, exécuté par le fameux André Silbermann...; le Temple-Neuf fut dévasté par le feu du faîte jusqu'au sol, et il n'en resta debout que quatre murs chancelants.

Dans la rue du Dôme, la maison Sütterlin, la maison Laroche, la maison Flach, belles propriétés privées; la moitié de la rue du Temple-Neuf; sur la place du Broglie, la maison Scheidecker, splendide édifice particulier, le plus beau de la ville, contenant le Cercle du Broglie et de magnifiques magasins, construit tout en pierres de taille, ayant une façade artistement sculptée et d'élégants balcons; ruines tout cela, décombres méconnaissables, quelques pierres et quelques poutres entassées entre des murailles prêtes à s'écrouler.

Tous ces édifices avaient pris feu à peu près à la même heure, l'un incendiant rapidement l'autre par la chaleur qui se dégageait des flammes et par les étincelles qui jaillissaient du brasier. Comment porter secours sur tant de côtés différents! Il fallut laisser s'achever l'œuvre de destruction, et les malheureux habitants des maisons en feu avaient à peine le temps de se sauver en emportant leurs objets les plus précieux.

Le bombardement était toujours plus terrible et les obus tombaient par centaines sur les bâtiments enflammés, blessant, tuant ceux qui voulaient se dévouer au sauvetage, allumant, effondrant d'autres constructions, sifflant, éclatant avec fracas au milieu du bruissement des flammes, de l'écroulement des façades, des toits, des maisons entières.

Dans la rue, des malheureux qui se sauvaient; des femmes ayant des enfants dans les bras, pleurant et éperdues, courant comme folles pour chercher un refuge; des vieillards, des malades qu'on emportait avec peine; ici un blessé qui gémissait, là un mourant qui râlait; quelquefois, aux fenêtres, des cris déchirants, un appel au secours; puis les tuiles qui tombaient, les cheminées qui s'abattaient; et tout à coup, un peu plus loin, une nouvelle lueur qui se lève, une nouvelle gerbe de feu qui jaillit... C'est un autre édifice qui brûle; la flamme déjà sort par vingt issues, par le toit, par les fenêtres, par toutes les ouvertures, et les habitants, réfugiés à la cave, quittent à la hâte un asile qu'ils croyaient sûr, heureux si dans leur fuite ils ne sont pas frappés par un projectile ou par les débris de leur maison qui commence à s'écrouler.

Le sol trembla et jusqu'au ciel montèrent les nuages de poussière et de fumée, quand l'Aubette, quand le Temple-Neuf, quand la Bibliothèque, quand les autres édifices s'effondrèrent l'un après l'autre...

Jeudi 25 août.

Le lendemain matin seulement on put se rendre compte du désastre. Aux maisons incendiées déjà nommées, il faut ajouter la maison Lichtenfelder, quai Finckmatt, détruite complétement; la maison Kampmann, rue du Bouclier, dont le toit était consumé; un des bâtiments du Gymnase protestant, allumé par l'incendie du Temple-Neuf. Outre les ravages du feu, il y avait de grands dégâts partout; la Mairie, entre autres, avait été criblée de projectiles; le sol était jonché de débris, de tuiles, de verre; pas une rue n'avait été épargnée.

La population contemplait ces ruines d'un œil morne et

terrifié. Il y eut des larmes qui coulèrent devant ce spectacle affligeant, dont on s'arrachait comme on s'arrache quelquefois d'une tombe pour ne pas étouffer de douleur. Et pourtant, ce n'était pas encore la fin.

Dans la matinée du 25, de nouveaux incendies éclatèrent. Des obus mirent le feu au Moulin des Huit-Tournants, situé au faubourg National, tout à côté de la porte et adossé au rempart. Ce moulin servait à moudre le grain pour la garnison et était construit dans des conditions exceptionnelles de solidité; mais il fut brûlé jusqu'au sol, et trois maisons voisines devinrent également la proie des flammes. Au marais Kageneck, huit maisons avec granges et écuries; rue Moll, deux maisons furent détruites. Un épais nuage de fumée s'étendit pendant toute la journée sur la ville, et une odeur étouffante, provenant des décombres des incendies, vint se répandre dans les rues et s'introduire jusque dans les appartements.

Il est impossible de décrire l'émotion qui régna à Strasbourg pendant cette journée; on se disait avec terreur que deux ou trois nuits comme celle qu'on venait de passer suffiraient pour détruire la moitié de la ville, et l'on se demandait s'il n'y aurait pas au monde un moyen d'éviter de nouvelles catastrophes. Il y en aurait eu un seul, c'était de se rendre; mais personne dans la brave cité de Strasbourg n'osa proposer ce moyen-là. Des groupes stationnaient sur la place du Broglie, où pour ainsi dire l'on s'était donné tacitement rendez-vous. Un certain nombre de gardes nationaux déclaraient qu'ils étaient prêts à marcher contre les assaillants, et demandaient à échanger contre des chassepots les fusils à piston dont ils étaient armés. Bientôt une foule considérable se massa devant

la Mairie et devant le Quartier-Général, où plusieurs membres du Conseil municipal et d'autres citoyens venaient de se rendre pour demander au général Uhrich quelques éclaircissements sur la situation. On voulait savoir si la garnison était assez forte pour pouvoir repousser les troupes assiégeantes et les maintenir à distance. On voulait savoir aussi si les femmes, les enfants et les vieillards ne pourraient pas sortir de la place dans le cas où le bombardement devrait continuer.

Le général répondit qu'il était en état de défendre la place, de la maintenir pendant plusieurs mois, mais qu'il lui était impossible, avec le peu d'hommes dont il disposait, de tenter une attaque sérieuse contre l'ennemi, dont les forces très-considérables pourraient écraser d'un seul coup la plus grande partie de sa petite garnison. Il voulait donc ménager ses soldats et ne point s'exposer à affaiblir ses moyens de défense. Il ne voulait pas davantage compromettre inutilement la garde nationale sédentaire, dont l'armement était insuffisant, mais à laquelle il rendait hommage pour sa vaillance et son attitude courageuse. M. Humann, alors maire de Strasbourg, apporta la réponse du général à la foule qui stationnait devant le perron de l'Hôtel-de-Ville, et, en annonçant qu'on se trouvait en état de se défendre, il ajouta que la délivrance était peut-être plus proche qu'on ne le pensait.

Mais elle n'était ni proche ni lointaine cette délivrance, et elle ne devait jamais arriver.

La France ne pouvait plus secourir Strasbourg; elle n'avait plus d'armes, elle n'avait plus de soldats; pourtant on l'accusait alors, et l'on disait à Strasbourg: « Le pays nous abandonne; ne connaît-il pas la faiblesse de

nos moyens de défense? Ces incendies dont les lueurs éclairent la campagne à dix lieues à la ronde, ne sont-ils pas comme de désespérés appels de secours? Pourquoi ne répond-il pas à nos cris de désespoir? »

Pauvre France! elle était trahie par ceux-là mêmes qui l'avaient affaiblie, opprimée, corrompue. Ceux qui s'étaient, pendant de longues années, gorgés de son sang et de ses richesses, ceux-là disaient : « Nous tombons, mais elle tombera avec nous! » Ceux-là seuls sont coupables; a France est innocente.

L'évêque du diocèse, Mgr. Ræss, tenta, le 25 août, d'intercéder en faveur de la malheureuse ville. A trois heures de l'après-midi, il sortit de la place avec un parlementaire pour se rendre au quartier-général de l'armée assiégeante, à Holtzheim ou à Mundolsheim, où devait se trouver le grand-duc de Bade. L'évêque connaissait particulièrement le grand-duc, et il comptait invoquer d'amicales relations, des rapports de longue date avec le père de ce souverain, pour être reçu plus facilement. Il voulait demander que le bombardement cessât contre la ville elle-même, contre sa population inoffensive, contre ses édifices, et que les hostilités fussent dirigées seulement contre les fortifications, les remparts, la Citadelle, la garnison. Mais il n'arriva que jusqu'aux avant-postes ennemis, où il fut informé que sa démarche serait vaine. Il revint tristement vers la ville, en proie à une émotion qui le rendit malade et le mit près du tombeau.

Quant à la question que la population se posait : si les femmes, les enfants et les vieillards pourraient sortir de la place, le général Uhrich l'avait adressée au général de Werder, commandant en chef de l'armée assiégeante, et

celui-ci avait répondu que les femmes, les enfants et les vieillards étaient un élément de faiblesse pour la ville, par conséquent un élément de force pour lui, et qu'il ne pouvait renoncer à cet avantage précieux; dès lors le général ne demanda plus de laisser-passer pour personne, et se borna à transmettre au général de Werder les nombreuses demandes qui lui étaient faites, en les lui recommandant. C'est ainsi qu'il facilita la sortie à bien des jeunes femmes d'officiers, inquiètes du sort de leurs maris qui s'étaient battus à Frœschwiller.

Le bombardement des premiers jours avait, du reste, été expressément dirigé sur la ville elle-même dans l'espoir que la population, terrifiée, exercerait sur l'autorité militaire une pression qui forcerait celle-ci à rendre immédiatement la place. Pour l'honneur de Strasbourg, eet espoir fut déçu.

Que de désastres encore dans cette nuit du 25 août! Dès sept heures du soir, le bombardement commença avec la même fureur que la veille. C'était un fracas épouvantable, un tapage assourdissant que produisaient les obus en éclatant sur la ville et les canons des remparts en répondant à l'artillerie ennemie.

Que de millions encore, que de fortunes qui s'écroulèrent! De tous côtés, les flammes jaillirent, et de loin, de bien loin, on entendait leur bruissement sinistre. Dans les rues, même tableau déchirant que la veille. Des familles fuyant, emportant à la hâte quelques objets à la main et tournant un dernier regard vers leurs maisons que le feu dévorait; des enfants, des femmes pleurant à fendre l'âme; puis des brancards avec des blessés; ici un père marchant à côté de la civière sur laquelle est étendu

son fils mourant; là, de tout petits enfants suivant en larmes le corps de leur mère frappée pendant qu'elle voulait les sauver de la mort! Dans les caves, chacun veillait; on avait près de soi un sac de voyage dans lequel on avait serré quelques vêtements, et l'on était prêt à partir pour fuir l'incendie qui pouvait éclater à chaque instant.

Dans la rue de la Mésange, cinq maisons furent détruites: trois situées au milieu de la rue, les deux autres du côté du Broglie. La belle maison de M. Benjamin Lévy, formant le coin du Broglie et de la rue des Étudiants; une autre maison, contiguë à celle-ci, brûlées jusqu'à terre. Tout un côté de la rue des Récollets, la rue du Fort tout entière, le quai Schœpflin, deux maisons de la rue des Frères, deux maisons de la place de la Cathédrale, cinq ou six maisons du faubourg National, l'école Sainte-Aurélie, le presbytère de Sainte-Aurélie, détruits de fond en comble. Quel spectacle qu'une rue entière embrasée! Le feu jaillissait par une centaine de fenêtres et s'élevait en colonnes par les toits effondrés, c'était une mer de flammes, au milieu de laquelle on entendait parfois le cri d'un malheureux qui avait essayé d'arracher encore un peu de son bien à la destruction et qui ne trouvait plus d'issue pour s'échapper! Les murs, les toits s'écroulaient avec fracas dans le brasier, d'où s'élevaient des millions d'étincelles que le vent chassait au loin.

Vers le milieu de la nuit, Strasbourg put contempler un tableau terriblement grandiose: la Cathédrale, malheureusement transformée en poste d'observation, avait été criblée de projectiles et l'immense toiture qui couvrait la nef était en feu. On ne peut décrire l'effet que produisait la masse de pierre, l'énorme chef-d'œuvre entouré de flammes et éclairé jusqu'à sa flèche par l'incendie. C'était

fantastique, saisissant et horrible en même temps. Dans la crypte de la cathédrale était installée l'ambulance du Grand-Séminaire qu'on avait transférée là parce que de nombreux éclats d'obus étaient tombés la veille sur ce bâtiment. A travers les trous dont les voûtes étaient percées, le cuivre de la toiture livrée aux flammes tombait en pluie de feu verdâtre et alluma les bancs du chœur au-dessus de la crypte. Tout l'édifice était éclairé intérieurement d'une lueur sinistre et rempli de fumée. Les malheureux blessés étaient saisis d'une terreur folle.

Que de drames encore cette nuit! Au faubourg National, ceux dont les maisons brûlaient se réfugièrent dans le corps-de-garde près de la porte; mais là les obus pleuvaient et les malheureux durent fuir. Les uns couraient le long du rempart, les autres se réfugièrent dans une casemate, d'autres sous un pont. Des mères avaient perdu leurs enfants; chacun cherchait un des siens dont il s'était séparé en fuyant, ne sachant pas jusqu'au lendemain s'il ne devait point pleurer sa mort.

Mais la plus poignante scène de désolation et de terreur se passa à l'hôpital civil, qui avait reçu des projectiles comme les autres édifices, et dont l'église nouvellement construite s'était enflammée. Les salles étaient remplies de malades, d'impotents, de vieillards, et à tout moment les obus éclataient près d'eux. Toute cette population de malheureux allait peut-être trouver la mort sous les ruines de l'édifice, et l'on pense quels durent être leurs cris, leurs gémissements, leurs angoisses. On lutta avec l'énergie du désespoir contre le fléau, et l'église seule fut détruite.

La belle gare du chemin de fer brûlait aussi; les bâtiments de la Citadelle étaient en flammes; le Gymnase brûlait

pour la seconde fois depuis la veille. Partout enfin le feu, les ruines, la désolation.

La façade de la Mairie était ravagée; les terrasses couvertes en verre des deux beaux cafés de la place du Broglie totalement abimées; la Banque de France et les maisons qui l'environnent, la Préfecture, la rue de la Nuée-Bleue, la rue des Juifs, la maison Berger-Levrault surtout, le beau pont du Théâtre avaient été criblés de projectiles qui les avaient saccagés.

La Cathédrale, outre la toiture de la nef, qui avait été brûlée, avait eu de cruelles atteintes; des sculptures, des colonnettes, des statues étaient mutilées, l'orgue dévasté par un obus, les vitraux brisés. A l'extérieur et à l'intérieur, le sol était jonché de débris de pierres et de verres de vitraux. L'horloge astronomique, cette merveille, n'était heureusement pas endommagée.

Des centaines de familles avaient perdu tout leur avoir dans cette nuit désastreuse et se trouvèrent sans asile le lendemain.

On ne peut raconter complétement l'histoire de ces longues heures d'angoisses; il faudrait des volumes pour dire tout ce qui se passa dans une seule de ces nuits de douleur, de larmes et de deuil; la plume aussi se lasse à la fin de ces horreurs qu'elle doit décrire, et s'égare dans ce dédale de calamités.

Vendredi 26 août.

On pensa devenir fou de joie vers le soir de cette journée. Cette fois, disait-on, la chose est certaine, on n'en peut plus douter; du haut de la Cathédrale, on les a vus, on les a annoncés, ils sont au moins quarante mille. On

parlait de soldats français! On allait être délivré, et en effet, — ô puissance de l'imagination! — on entend gronder le canon au loin, il y a une bataille entre les assiégeants et le corps de délivrance; le bruit du canon se rapproche, l'ennemi est repoussé contre les murs et se trouve entre deux feux. Victoire, nous sommes sauvés! Et l'on courait dans les rues, et l'on était rayonnant et l'on se pressait l'un vers l'autre: «Vous savez la nouvelle? — Oui. — Ah! il était temps! mais j'ai toujours dit qu'ils arriveraient...» et ainsi de suite. Et ils n'arrivèrent encore pas, et toute l'heureuse histoire avait été une pure invention.

Quand la nuit fut venue, on dut croire aux environs de Strasbourg que l'œuvre de destruction qui s'accomplissait depuis quelques jours s'achevait ce soir-là par un immense et suprême désastre, car la ville devait paraître un seul brasier, une seule et gigantesque nappe de feu dans laquelle s'abîmaient les biens et la vie de quatre-vingt mille créatures humaines.

Le faubourg National, déjà si éprouvé, prit feu de nouveau, et l'un de ses côtés fut détruit à moitié; de là le sinistre s'étendit aux rues avoisinantes et tout un quartier fut bientôt en flammes; c'était le quartier des jardiniers-cultivateurs, une population laborieuse, riche, utile, dont chaque famille habitait une maison organisée comme les grandes fermes des villages, avec écuries, granges, bestiaux, basses-cours, jardins. La Petite-Rue-de-la-Course, la Grande-Rue-de-la-Course, la rue Déserte, la rue des Païens, qui s'étendent entre le faubourg National et le faubourg de Saverne, brûlèrent toutes dans cette seule nuit.

On tenta, comme toujours, de sauver ce que l'on put, mais ces tentatives étaient pour la plupart vaines et surtout dangereuses, car les projectiles tombaient par centaines sur tous les points de la ville d'où s'élevaient les flammes, tuant, blessant, mutilant des malheureux par dizaines. La chaleur qui se dégageait de ce brasier dessécha pour ainsi dire d'autres rues, qui s'enflammèrent comme une traînée de poudre à la première étincelle. Le marais Kageneck, quartier populeux, rempli de familles ouvrières, prit feu à son tour et fut réduit dans cette nuit presque entièrement en ruines. Au faubourg de Pierres, même désastre : une longue rangée de maisons fut détruite.

Dans la rue Thomann, un groupe d'une vingtaine de maisons, connu sous le nom de *Cour Marbach*, est dévoré tout entier en quelques heures. Deux cent cinquante personnes perdent là tout leur avoir et se trouvent sans asile.

Samedi 27 août.

Les désastres ne se comptaient plus. Vers le matin du 27, le Palais-de-Justice avait pris feu, et bientôt le magnifique bâtiment fut complétement embrasé. On ne sauva que quelques papiers du greffe. Les salles d'audience, les appartements du président et du procureur, le greffe furent anéantis. Les registres de l'état civil, le casier judiciaire, trop volumineux, ne purent être enlevés; on perdit aussi un temps précieux à enfoncer les portes du greffe, et les dossiers et les archives furent presque totalement détruits. La maison contiguë au tribunal, dans laquelle se trouvait le pensionnat Fuchs, une institution pour jeunes filles, fut dévorée aussi par les flammes.

Un obus tomba dans la cour du Grand-Séminaire et frappa trois personnes de ses éclats. L'abbé Wintz, séminariste, infirmier volontaire, reçut au visage un éclat qui lui fractura l'os molaire et le crâne; la fusée du projectile s'enfonça dans le nez du malheureux et y causa d'affreux désordres. L'abbé ne recouvra plus ses sens et expira le lendemain. La deuxième victime fut la sœur Landelin, qui succomba à d'atroces douleurs. La troisième fut Jean Moos, réfectorier du Séminaire depuis quarante ans; il fut atteint à la tête et eut le crâne brisé. Il n'expira que le surlendemain.

Pendant toute la journée le feu continuait son œuvre de destruction, saisissant à chaque instant une proie nouvelle, ravageant librement des rues, des quartiers entiers. Une belle maison du Broglie, située à côté de la maison Scheidecker déjà ruinée, s'embrasa dans la journée et fut brûlée aussi. Le Broglie tout entier et surtout la Mairie, le Finckwiller, les Ponts-Couverts, les faubourgs furent bombardés sans relâche.

Dans la nuit, un incendie éclata dans la rue du Coq et détruisit plusieurs bâtiments; le faubourg National, le marais Kageneck continuaient à brûler, et une maison après l'autre de ce quartier populeux fut dévorée par les flammes. La rue du Bouclier, la place Saint-Thomas, la rue des Serruriers, la Grand'rue, la place d'Austerlitz, l'église Saint-Nicolas furent atteintes par de nombreux obus.

Pendant cette triste journée on afficha sur les murs la proclamation suivante :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg,

« Depuis trois jours la ville est bombardée à outrance.

« Votre héroïsme, à cette heure, est la patience. C'est pour la France que vous souffrez. La France entière vous dédommagera de vos pertes.

« Nous en prenons l'engagement, au nom du gouvernement que nous représentons !

« Fait au quartier-général, le 26 août 1870, à une heure après midi.

« Le maire de Strasbourg,
« HUMANN.

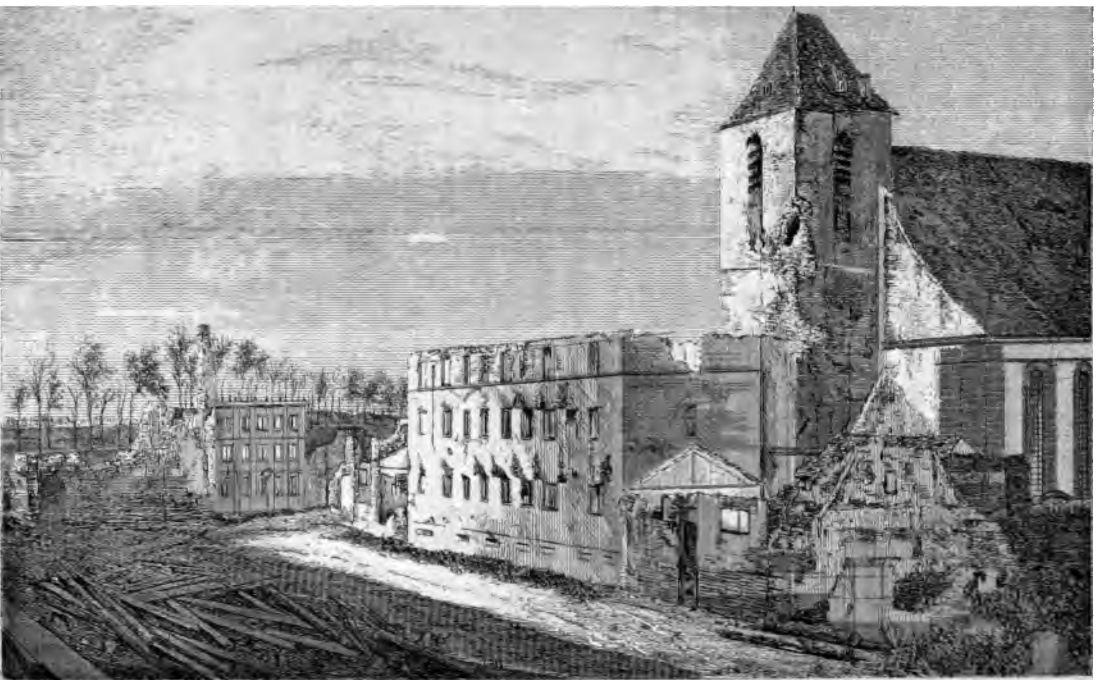
« Le préfet du Bas-Rhin,
« Baron PRON.

« Le général de division, commandant supérieur,
« UHRICH. »

Oh ! oui, on la possédait cette patience qui était de l'héroïsme, et elle n'avait pas besoin d'être ranimée par cette promesse de dédommagement. On luttait avec courage, avec abnégation; mais il fallait une force de cœur et d'esprit bien vive pour ne pas se sentir défaillir au milieu de tant de douleurs et de catastrophes.

Dimanche 28 août.

L'histoire de toutes ces journées est toujours la même; on la résumerait dans trois mots : ruines, deuils, terreurs. Le bombardement continuait sans trêve, et le chiffre



L'ÉCOLE ET L'ÉGLISE SAINTE-AURÉLIE.

des victimes croissait à tout instant. La Préfecture, les Ponts-Couverts, le Quartier-Blanc, le Finckwiller furent assaillis de projectiles, et de nombreux habitants furent blessés ou tués.

A huit heures et demie du soir, on entendit une vive fusillade du côté de la porte de Saverne et du côté de la porte de l'Hôpital. Les postes des ouvrages avancés et des remparts échangèrent des coups de feu avec de forts détachements ennemis qui s'étaient hasardés vers la place. On entendait les balles siffler dans les airs, et de nombreuses balles prussiennes, lancées par des fusils de rempart, tombèrent jusqu'au milieu de la ville, où elles cassèrent des tuiles sur les toits. Les canons de la porte d'Austerlitz et de la porte de l'Hôpital avaient un instant mêlé leurs voix terribles au crépitement de la fusillade, mais le silence se rétablit assez promptement, et la nuit en général fut relativement calme.

Lundi 29 août.

L'autorité civile avait reconnu enfin qu'elle avait besoin du concours des citoyens dans cette crise terrible, qu'elle serait plus forte si elle s'appuyait sur eux, et si avec eux elle partageait la responsabilité des décisions que chaque instant réclamait.

Le Conseil municipal, qui n'avait plus été réuni depuis le 8 août, fut convoqué d'urgence à trois heures de l'après-midi.

Le Conseil fit la déclaration que le nombre de ses membres était trop réduit pour suffire aux nécessités de la situation, et qu'il y avait lieu de procéder à la nomination d'une Commission municipale plus nombreuse, qui fût chargée de la gestion des intérêts de la ville de Strasbourg.

Le préfet, ayant été saisi de cette proposition, y adhéra et prit l'arrêté suivant :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

ARRÊTÉ.

« Nous Préfet du Bas-Rhin,

« Vu l'état de siége,

« Vu notre arrêté du 16 août, par lequel les pouvoirs du corps municipal de la ville de Strasbourg ont été prorogés ;

« Considérant qu'un certain nombre de conseillers municipaux sont absents ou empêchés ; que dès lors il importe, eu égard à la gravité des circonstances, de réorganiser la représentation de la cité,

« Arrêtons :

« Art. 1er. Le Conseil municipal est dissous.

« Art. 2. Il est institué pendant la durée du siége une Commission municipale composée de 47 membres, en vue de gérer et de défendre les intérêts de la ville.

« Art. 3. Sont nommés membres de la Commission :

MM.

Bœrsch, Charles, docteur en médecine, ancien conseiller municipal.

Burger, Jean, brasseur (Ville-de-Paris).

Cailliot, Amédée, professeur à la Faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

Cailliot, René, propriétaire, id.

Clog, propriétaire, id.

Destrais, professeur à la Faculté de droit, id.

Flach, notaire, id.

Gérard, président honoraire du tribunal civil, id.

Gœrner, entrepreneur.

GRÜN, Charles, négociant.

HATT, brasseur, ancien conseiller municipal.

HATT, Guillaume, propriétaire, ancien commandant de la garde nationale.

HENRY fils, Louis, pâtissier.

HIRTZ, professeur à la Faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

HŒRTER, marchand de bois, id.

HUCK, marchand de bois, id.

HUMANN, Théodore, propriétaire, ancien conseiller municipal.

IMLIN, propriétaire, id.

KABLÉ, directeur d'assurances.

KAMPMANN, fabricant, ancien conseiller municipal.

KLEIN, pharmacien.

KLOSE, Edmond, banquier.

KOLB, constructeur-mécanicien.

KRATZ, ancien notaire, ancien conseiller municipal.

Küss, professeur à la Faculté de médecine.

LAUTH, Ernest, banquier.

LAUTH, Jean-Jacques, ancien brasseur, ancien conseiller municipal.

LAUER fils, entrepreneur.

LEMAISTRE-CHABERT, propriétaire, ancien conseiller municipal.

LEURET, ancien médecin principal des armées.

LICHTENFELDER fils, serrurier.

LIPP, brasseur.

MALLARMÉ, avocat, ancien conseiller municipal.

MOMY, notaire, id.

OBERLIN, professeur à l'École de pharmacie, id.

PETITI, entrepreneur, id.

RUHLMANN, syndic des jardiniers-cultivateurs.

SAGLIO, Alphonse, propriétaire.

SCHMITT, boulanger, quai des Bateliers.

SCHOTT, S., brasseur à la Chaîne.

SCHÜTZENBERGER, Charles, brasseur.

SENGENWALD, Jules, négociant, ancien conseiller municipal.
SILBERMANN, imprimeur, id.
STÆHLING, négociant, id.
STOLTZ, S., professeur à la Faculté de médecine, id.
STROMEYER, négociant, id.
WENGER, entrepreneur, id.

« Art. 4. M. le maire et MM. les adjoints sont maintenus dans leurs fonctions.

« Art. 5. M. le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Fait à Strasbourg, le 29 août 1870.

« Le préfet du Bas-Rhin, A. PRON.

« Vu et approuvé par nous :

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

En tout autre temps, l'adhésion préfectorale n'eût jamais été donnée à cette liste de citoyens, parmi lesquels se trouvaient un certain nombre d'hommes aux idées larges et libérales, des adversaires déclarés du gouvernement du Deux décembre, qui en mainte occasion avaient ouvertement manifesté leurs sympathies pour le régime que la France enviait aux pays libres et leur haine pour le régime qui la gouvernait alors. Mais le préfet fut cette fois de bonne composition, et il signa avec empressement l'arrêté qui chargeait la Commission municipale de veiller aux intérêts de la cité.

Les besoins, du reste, étaient pressants, et le personnel restreint de l'administration gouvernementale n'eût jamais suffi à veiller à tous les services dont l'organisation était réclamée par les misères sans cesse croissantes.

Il y avait des centaines de familles sans asile, sans ressources, et la charité privée ne pouvait arriver à soulager tous ces nécessiteux. Il fallut songer d'abord à les loger, et deux premiers avis de l'autorité militaire invitèrent ces malheureux à se construire des abris.

Voici ces avis :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Préoccupé de la position qui est faite à la population de Strasbourg par le feu de l'ennemi, le général de division, commandant supérieur, fait connaître :

« 1° Que des postes de secours pour les blessés sont établis :

« A l'hôpital militaire,

« Au Palais impérial, place de la Cathédrale,

« Au Lycée,

« Au Grand-Séminaire,

« Au Petit-Séminaire,

« Au Séminaire protestant, quai Saint-Thomas,

« Sur le Broglie, à l'ancienne Fonderie.

« Après avoir reçu sur ces points les premiers secours, les blessés seront transportés dans les établissements où ils doivent être soignés.

« 2° Que des abris destinés aux incendiés vont être construits le long des remparts, de la porte Nationale à la porte de Saverne, de la porte de Saverne à la porte de Pierres, et près la porte des Pêcheurs pour le quartier Saint-Nicolas.

« Les habitants sont engagés à prendre part à ces travaux, qui sont entièrement exécutés dans leur intérêt.

« Strasbourg, le 27 août 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

PLACE DE STRASBOURG.

«La population privée de logement par suite des incendies est invitée à se construire des abris sur le chemin de halage du canal des Faux-Remparts, en appuyant des bois contre le mur du quai.

« Le colonel commandant la place,

« Ducasse. »

Les pauvres gens ramassèrent alors quelques pierres, un peu de paille et quelques planches, et construisirent au bord de l'eau de petits réduits où ils s'abritaient avec leurs familles. Mais bientôt il fallut chercher de nouveaux asiles, car tous les jours l'incendie étendait ses ravages et chassait des centaines d'habitants de leurs demeures.

La Mairie créa des asiles dans différents édifices publics, dont l'énumération est contenue dans un avis affiché à cette occasion et dont voici la teneur :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

Avis.

« Le Maire de la ville de Strasbourg a fait informer hier soir à son de cloche ses concitoyens que les familles sans asile seront recueillies au Théâtre, dans les écoles communales, au Château impérial, à la Halle-Couverte, à l'ancienne et à la nouvelle Douane, à l'hospice des Orphelins.

« Les familles ruinées par le bombardement recevront, à partir du mardi 31 août, des secours en pain au bureau de bienfaisance, rue Saint-Marc.

« Une Commission est formée pour établir des fours économiques, afin de distribuer des soupes aux indigents.

« Un nouvel avis indiquera le jour où cette Commission commencera à fonctionner.

« Strasbourg, le 29 août 1870.

« Le Maire, HUMANN. »

Le bombardement du centre de la ville devint moins violent à partir du 29 ou du 30 août. Toutes les rues étaient encore atteintes, mais ce n'était plus cette grêle de projectiles des premières nuits. Les quartiers voisins des remparts et les faubourgs, par contre, furent horriblement abîmés.

Plusieurs soldats de la garnison avaient été tués déjà dans les sorties; mais lorsque commença le bombardement régulier des remparts, il y eut tous les jours des victimes en grand nombre; l'ennemi lançait ses projectiles de telle façon qu'ils passaient par-dessus la ville tout entière et tombaient ensuite sur les remparts, en frappant par derrière les soldats qui les garnissaient. Il n'y avait pas sur toute la ligne des fortifications une seule batterie couverte, et chaque obus faisait des victimes. A partir de ce moment jusqu'à la fin du siége, on vit passer dix, quinze, vingt fois par jour des brancards sur lesquels se tordaient des blessés, ou bien les cacolets sinistres qui transportaient les morts. Les braves défenseurs de Strasbourg allaient avec résignation et courage occuper leurs postes si dangereux; nul d'eux ne savait s'il en reviendrait, et chaque fois que les détachements quittaient les casernes pour relever les postes des remparts, ceux qui partaient et ceux qui restaient se disaient adieu, se serraient avec effusion les mains; puis, quand on revenait sain et sauf du poste, on s'embrassait comme s'embrassent les amis qui se retrouvent le soir d'une bataille.

Du côté du faubourg National et du marais Kageneck, la lueur rouge de l'incendie éclairait encore le ciel; elle ne devait disparaître qu'avec la dernière maison de ce malheureux quartier. Il y eut aussi cette nuit une escarmouche entre les avant-postes ennemis et les ouvrages avancés de la ville; pendant près d'une heure, on entendit une fusillade assez vive et le sifflement strident des balles.

Mardi 30 août.

La Commission municipale, instituée le 29 août, se réunit pour la première fois le lendemain à l'Hôtel-de-Ville, et nomma immédiatement dans son sein plusieurs commissions, qu'elle chargea de l'organisation des divers services d'assistance dont des centaines de malheureux avaient besoin. Dans la même séance, le Maire donna lecture d'une lettre par laquelle M. Ch. Grün, un des citoyens désignés pour faire partie de la Commission municipale, refusait ce mandat, déclarant qu'il n'avait jamais compris le mandat de représentant de la commune autrement que résultant d'un vote librement exprimé. M. Grün fut remplacé par M. Zopff, un choix que les événements vinrent justifier, car pendant toute cette difficile période M. Zopff se trouva parmi ceux dont le dévouement et le zèle furent les plus efficaces et les plus utiles.

Dans la nuit du 30 août, les projectiles ennemis firent de nombreuses victimes sur les remparts. L'artillerie était cruellement éprouvée surtout, et un obus frappait souvent, en éclatant, tous les servants d'une pièce.

Mercredi 31 août.

La canonnade contre les remparts devint plus intense encore que la veille, et les bâtiments militaires furent bombardés avec acharnement. Il s'agissait maintenant, pour l'ennemi, de rendre la position insoutenable à la garnison, de la décimer sur les fortifications et de détruire toutes les casernes et tous les édifices qui pourraient lui servir de refuge. Les obus pleuvaient sur les batteries; les obus à balles surtout produisaient de terribles effets et frappaient à coup sûr. Ces projectiles étaient dirigés avec une étonnante précision; ils éclataient droit au-dessus des pièces et lançaient alors plusieurs centaines de balles, dont quelques-unes au moins foudroyaient chaque fois des hommes.

Dans la population civile, les victimes devenaient également plus nombreuses chaque jour, et environ quatre-vingts habitants avaient déjà péri à la suite du bombardement. Dans les rues, dans les maisons, dans les réduits les plus cachés, les obus, les éclats surtout, faisaient des victimes, et les blessures de tous ces malheureux étaient le plus souvent mortelles. Les uns avaient les deux jambes coupées, les autres les bras; plusieurs femmes ont eu la tête enlevée; des enfants ont été broyés. Chaque jour l'on citait des blessures les unes plus affreuses que les autres auxquelles de nouvelles victimes avaient succombé.

Sous le pont du Théâtre, où s'était réfugiée toute une famille, le père, la mère, une fille et un fils, un obus vint frapper ce dernier et le coupa en deux..... Dans une maison de la rue du Finckwiller, un obus entra

par la fenêtre d'un second étage, tua une femme et un enfant que celle-ci tenait dans ses bras; la tête de l'enfant tomba d'un côté, le tronc et les jambes furent lancés par la fenêtre !... On pourrait multiplier le récit de ces horribles malheurs, mais la plume se refuse à tracer tous ces tableaux sanglants.

La Commission municipale, qui, à partir de son organisation, siégea tous les jours, s'adjoignit, dans sa séance du 31 août, quelques nouveaux membres, dont voici les noms :

MM. Weyer fils, architecte.
Eissen fils, négociant.
Schnéegans, Aug., rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin.*
Füllhart, ancien boulanger.
André, Oscar, négociant.
Kreitmann, fabricant de papiers peints.
Wolff, avoué.
Lips, négociant.
Belley, marchand-tailleur (n'accepta pas les fonctions).
Bergmann, Charles.

Pendant la durée du siége, la Commission municipale discuta journellement les mesures à prendre pour assister la population malheureuse, pour contribuer à soulager la ville, à sauvegarder l'un ou l'autre de ses intérêts, à garantir autant que possible ses propriétés, ses édifices. Grâce à la Commission municipale, des milliers de personnes sans asile, sans pain, trouvèrent rapidement un abri et des aliments. On organisa des restaurants populaires, où l'on était admis gratuitement, sur la présentation d'un bon, et où l'on trouvait à se nourrir suffisamment. D'autres établissements s'ouvrirent où, moyennant quelques sous, l'ouvrier qui ne voulait pas manger le pain

de la charité pouvait se procurer un repas réconfortant. Des souscriptions, des dons vinrent en aide à ces restaurants, qui rendirent à la classe pauvre des services dont la classe aisée profita indirectement. Que serait-il arrivé, en effet, si l'on avait abandonné à eux-mêmes tous ces gens réduits à la misère? Quelques-uns d'entre eux n'eussent-ils peut-être pas tenté un jour de se procurer à tout prix l'aisance relative dont jouissait une partie de la population? N'eût-on pas eu à craindre un de ces mouvements dictés souvent par le malheur et le désespoir, qui eût été, dans la situation où se trouvait Strasbourg, une véritable catastrophe?

L'excès du désespoir avait fait crier à quelques malheureux. « C'est le général qui est cause de tous nos maux ! à mort le général ! » Et pourtant, que devait faire le défenseur de Strasbourg? des sorties? faire tuer ses quelques mille hommes sans profit? devait-il se rendre? Et le devoir, cet implacable devoir du commandant d'une place forte? Ah ! certes, il souffrait, il l'a dit maintes fois depuis, il souffrait cruellement lorsqu'il voyait autour de lui tant de misères; cette lutte des sentiments de l'homme avec les obligations du soldat le torturait bien souvent.

« Tant que je vivrai, nous a écrit le général lui-même, je verrai ces femmes sans asile portant leurs pauvres petits enfants dans leurs bras; je verrai ces figures hâves, ces yeux égarés, ces physionomies où le désespoir, la misère et la terreur étaient empreints. Mon devoir le plus strict était de continuer à les laisser tuer, à laisser brûler leurs demeures; et là, mon cœur battait avec force; ah ! comme le soldat alors s'effaçait devant l'homme ! »

On avait prévenu le général des menaces proférées

jours. Le lait était devenu d'une rareté excessive; les quelques vaches laitières qui se trouvaient en ville n'étaient pas toutes grassement nourries et ne fournissaient que des quantités de lait restreintes; elles furent, en grande partie aussi, tuées pour être débitées dans les boucheries. La population féminine de Strasbourg, habituée de tradition immémoriale à prendre le café au lait au moins une fois par jour, a beaucoup souffert du manque de cet aliment.

La population masculine a eu à endurer une privation plus dure encore : celle de la bière. Renoncer tout à coup à cette boisson tant aimée a été pour les Strasbourgeois une épreuve cruelle, et j'ai entendu de mes oreilles un buveur de bière dire avec le plus profond sérieux : « Est-ce qu'on ne pourrait pas demander au général de faire des sorties à Kœnigshoffen et à Schiltigheim pour amener en ville les provisions de bière qui se trouvent là dans les caves ? » Quelques brasseurs fabriquaient de temps en temps un peu de bière dans leurs établissements de la ville, et il fallait voir comme la foule alors se disputait le bien-aimé liquide qui, tout mauvais qu'il fût, paraissait excellent dans ces moments cruels. En voudra-t-on aux Strasbourgeois d'avoir pensé à la bière dans des temps aussi durs ? On oubliait un peu les soucis au milieu de la cohue bruyante, et puis qu'on demande donc au Normand de renoncer tout à coup au cidre, à l'Anglais d'abandonner le whisky, au Belge de délaisser le faro, au Bavarois de se priver du bock-bier de Munich...

Le bombardement ne discontinuait pas. Les remparts étaient assaillis de projectiles et les fortifications du côté nord étaient surtout le but principal des batteries enne-

mies. Du côté sud, l'attaque était à peu près impossible; l'eau, on l'a lu plus haut, s'étendait devant la place à une grande distance, et des batteries établies de ce côté par les troupes assiégeantes avaient dû être abandonnées parce que les pièces s'enfonçaient dans la boue et ne pouvaient servir. La partie sud de la ville a été, grâce à cette circonstance, grâce aussi à quelques batteries bien servies, passablement ménagée.

Jeudi 1er septembre.

Pendant que le feu dévorait les rues de Strasbourg, pendant que les habitants fuyaient leurs demeures devant les flammes et les projectiles, de misérables voleurs s'introduisaient dans les maisons embrasées et abandonnées et s'y livraient au pillage. Brisant les armoires, fouillant les moindres recoins, visitant surtout les caves dont ils creusaient le sol pour y chercher les objets précieux qu'ils supposaient y trouver enfouis, ne se sauvant qu'au moment où les murs allaient s'effondrer sur eux, ces coquins infâmes se livraient à leurs opérations sans crainte d'être dérangés; la police avait disparu; la garnison ne pouvait être que difficilement distraite de la défense des remparts pour surveiller l'intérieur de la ville, et il était dangereux même de faire circuler des patrouilles dans les rues, sans cesse battues par les projectiles. Le général prit, à l'effet de réprimer ces vols, un arrêté dont voici le texte :

6e DIVISION MILITAIRE.

ARRÊTÉ.

« Nous général de division, commandant supérieur,

« Vu l'état de siége,

« Considérant que des malfaiteurs profitent des incendies allumés par l'ennemi et de l'infortune des habitants pour voler et piller les propriétés particulières,

« Arrêtons :

« Tout individu surpris en flagrant délit de vol ou de pillage sera immédiatement jugé selon les lois militaires.

« Fait au quartier-général de Strasbourg, le 1er septembre 1870.

« UHRICH »

Malgré tout le danger, des patrouilles de gendarmes, de soldats d'infanterie et de gardes nationaux firent des rondes le jour et la nuit, et le retour des vols devint moins fréquent. Mais que d'habitants qui avaient caché dans un endroit qu'ils croyaient sûr les objets les plus précieux de leur avoir, n'ont plus trouvé que la place vide, alors que ces débris de leur bien, si soigneusement enfouis, constituaient encore leur seule fortune !

Une nouvelle triste — on en recevait peu qui ne le fussent pas — se répandit le matin du 1er septembre. Le colonel Fiévet, du régiment des pontonniers, qui avait été blessé dans une sortie et dont on avait espéré la guérison, venait de succomber aux suites de sa blessure.

Le colonel Fiévet habitait Strasbourg depuis de longues années déjà et s'y était créé de nombreuses et sincères amitiés. De sympathiques regrets suivirent le brave officier dans la tombe.

Vendredi 2 septembre.

Le bruit avait couru la veille qu'une grande partie de la garnison devait faire une sortie contre les assiégeants.

Vers quatre heures du matin, en effet, on entendit le bruit d'une fusillade très-nourrie; les canons des remparts tonnaient en même temps avec une vigueur extraordinaire. Des détachements de troupes étaient sortis par plusieurs portes de la ville pour essayer d'enclouer les pièces des batteries ennemies les plus proches et pour détruire les travaux exécutés près des fortifications; l'artillerie de la place protégea leurs mouvements, mais ils n'arrivèrent pas jusqu'aux batteries. L'ennemi pourtant subit des pertes considérables, et ce jour fut pour les assiégeants le plus funeste de toute la durée du siége. Cinq prisonniers aussi furent amenés en ville; parmi eux se trouvait un lieutenant du 30e régiment d'infanterie prussienne, Bruno de Versen, qui avait été blessé, et que ses soldats ne purent emporter dans la crainte d'être pris également.

Le 87e avait reçu l'ordre d'opérer sur le village de Cronenbourg, hors la porte de Saverne. Le colonel Blot dirigeait la sortie, à laquelle prenaient part les trois compagnies d'éclaireurs volontaires formées dans le régiment et quatre compagnies du 2e bataillon. Quatre compagnies du 1er bataillon étaient en réserve, massées sous la voûte de la porte de Saverne, et quatre compagnies du 3e bataillon se tenaient en réserve à la porte Nationale.

A quatre heures du matin les troupes occupaient les emplacements d'attaque et le mouvement commençait.

Les éclaireurs volontaires du 1er bataillon s'élançaient des Rotondes, et leurs tirailleurs, conduits par le lieutenant d'Arcine et le sous-lieutenant Philip, débordaient de la droite du village et pénétraient jusqu'à la rue principale, où arrivaient à la fois les éclaireurs volontaires du 2e et du 3e bataillon; les premiers, partis de la porte

Nationale, avaient pénétré par la gauche du village, tandis que les autres, suivant la route, y étaient entrés par le centre.

L'attaque ainsi entamée fut immédiatement appuyée par le colonel Blot, conduisant en arrière des volontaires du 2e bataillon, la 3e et la 6e compagnie de ce bataillon, dont la 4e compagnie, se plaçant en soutien, sous les ordres du lieutenant-colonel de Polhès, prenait position à la contre-escarpe du fossé de la lunette 44, voisine du champ de l'opération.

L'élan de l'attaque fut tel, que la colonne française pénétra jusqu'au milieu du village, bien que l'ennemi la reçût avec des forces considérables massées des deux côtés de la rue principale. Elle ne put pourtant, malgré ses efforts, aborder les batteries des assiégeants; elle fut soudain enveloppée de toutes parts, pendant qu'un détachement prussien refoulait à droite, au delà des Rotondes, la compagnie d'éclaireurs du 1er bataillon et la 2e compagnie du 2e bataillon, qui ne purent se maintenir.

Le colonel Blot, qui dans le village soutenait avec ses soldats une lutte corps à corps, s'aperçut que l'ennemi cherchait à tourner sa droite. Il ordonna la retraite, qui s'effectua pied à pied, sans que le combat cessât. Aux troupes du colonel Blot avait été jointe une escouade de marins, sous le commandement d'un second maître, avec charge d'enclouer les pièces des batteries dans lesquelles on pénétrerait. Ne trouvant pas à remplir cette mission spéciale, les marins combattirent avec l'infanterie et se firent remarquer par leur élan : avec leurs sabres d'abordage ils pratiquaient autour d'eux de larges trouées.

La 4e compagnie du 2e bataillon, embusquée au fossé de la lunette 44, appuya la retraite par un feu bien dirigé.

La 1re compagnie du 1er bataillon fut encore lancée en avant sur la route de Saverne pour soutenir les compagnies engagées, tandis que la 2e du même bataillon prit position de chaque côté de la route, à hauteur de la double caponnière qui conduit à la lunette 44, jusqu'à ce que la colonne tout entière se fut ralliée en arrière d'elle.

Les troupes rentrèrent dans la place à 8 heures du matin, ayant fait éprouver aux assiégeants des pertes fort sérieuses. Du côté des Français, 13 sous-officiers et soldats avaient été tués; 21 avaient disparu, 71 étaient blessés. Deux officiers du 87e étaient tombés aussi pour ne plus se relever : le lieutenant d'Arcine et le sous-lieutenant Philip, tous deux adorés par le régiment. Le sous-lieutenant Philip avait vingt ans; il s'était battu avec l'insouciance d'un enfant et le courage d'un vieux soldat. Sa mort et celle de son lieutenant furent vivement regrettées par le brave 87e et ses chefs.

Le 87e de ligne, on le voit, avait un rôle des plus importants dans toutes les opérations de la défense. Le nom de ce régiment, comme celui du 16e d'artillerie-pontonniers, restera étroitement uni à l'histoire du siége de Strasbourg, qui formera une palme glorieuse pour son drapeau. La plupart des officiers du 87e ont déjà reçu la récompense de leur belle conduite. Le colonel Blot, officier intelligent, dévoué, infatigable, adoré de ses soldats, a tout le premier obtenu la distinction due à son mérite, et l'armée française compte aujourd'hui un brave général de plus.

En dehors du service aux ouvrages avancés, qui durait 24 heures et se représentait tous les trois jours, le 87e a fourni chaque jour, du 14 août au 5 septembre, six

compagnies de tirailleurs destinés à protéger les travaux au dehors de la place. Ces compagnies s'établissaient en avant des glacis du chemin couvert à moins de 200 mètres des lignes ennemies, avec lesquelles elles échangeaient des coups de fusil de 6 heures à 9 heures du matin et de midi à 3 heures.

De plus, il avait été formé, dans chaque bataillon, un détachement de volontaires de la force d'une compagnie, avec des cadres spéciaux pour remplir les missions difficiles et périlleuses.

Ces trois détachements fournissaient chaque nuit des embuscades qui, se portant au delà des ouvrages avancés, en rase campagne, inquiétaient les travaux de l'ennemi et renseignaient la défense sur les mouvements des assiégeants.

Ceux-ci avaient aussi leurs embuscades de nuit, dont les démonstrations causaient souvent d'assez vives fusillades et obligeaient à mettre sur pied la plupart des hommes pour être prêts à renforcer les ouvrages menacés si la démonstration s'était changée en attaque sérieuse, ce qui n'eut jamais lieu à la vérité; mais ces alertes répétées furent pour les défenseurs de la place la cause de grandes fatigues.

Les bataillons du 87e étaient restés chacun sous le commandement de son chef direct et avaient autant que possible été logés au centre des ouvrages qu'ils devaient défendre. Après l'incendie de la caserne de la Finckmatt et après que le quartier de Saverne fut devenu inhabitable, le premier et le deuxième bataillon du régiment se trouvèrent sans abri. Trois compagnies furent alors logées dans une poudrière abandonnée en arrière du bastion 11 ; quatre compagnies du deuxième bataillon s'abritèrent sous

les voûtes de sortie du chemin de fer et sous le passage voûté de la porte de Saverne. Pour le surplus on pratiqua, sur le chemin de ronde intérieur, dans les talus de terre-plein, des excavations que l'on ferma avec des madriers placés suivant l'inclinaison du talus et recouverts de toute la terre provenant du creusement de ces refuges. On obtint par là une espèce de blindage préservant sinon des bombes, au moins des éclats et des projectiles de petit calibre. Dans chacun de ces terriers, vingt à vingt-cinq hommes s'enfouissaient avec armes et bagages.

Pendant toute la durée du siége, les officiers du 87e, sans en excepter le brave colonel Blot, constamment retenus par les nécessités du service, n'eurent d'autres logements que les abris occupés par leurs soldats.

Il est à remarquer que les postes aussi bien que les logements assignés au 87e, à l'exception de l'abri casematé de l'entrée des eaux, qui fut très-ménagé et où logeait le 3e bataillon, furent pendant tout le bombardement, avec la Citadelle, le but principal des coups de l'ennemi. Aussi n'y eut-il, à bien dire, aucun temps de repos pour ce régiment, dont les hommes étaient aussi exposés dans leurs abris et en vaquant à leurs travaux intérieurs que dans les postes mêmes de la défense.

Voici, du reste, un document qui prouve mieux que tous les commentaires, quelle est la part active prise par le 87e à la héroïque résistance de Strasbourg. C'est la liste exacte des pertes subies par ce régiment durant le siége.

Trois officiers tués :

MM. Collomb d'Arcine, lieutenant.
Gerbaut, id.
Philip, sous-lieutenant.

Treize officiers blessés :

MM. Blot, colonel.
Rousseau, chef de bataillon.
Loyer, capitaine.
Pelletier, id.
Sénès, id.
Favreaux, id.
Pessonneaux, id.
Mattei, lieutenant.
Petit, sous-lieutenant.
Bertonière, id.
Léger, sous-lieutenant.
Aubriot, id.
Colonna-d'Istria, id.

Sous-officiers et soldats		tués . .	222	692
—	—	disparus .	24	
—	—	blessés .	446	

Les inventeurs de faux bruits profitèrent de la capture des quelques soldats allemands qui avaient été faits prisonniers pour répandre immédiatement des nouvelles que ces prisonniers devaient avoir apportées. Failly et Douai étaient vainqueurs à Toul; Mac-Mahon avait réuni 400,000 hommes; l'armée allemande était en pleine retraite. On allait jusqu'à se communiquer le texte d'une dépêche confirmant ces nouvelles et expédiée à Strasbourg, disait-on, par un médecin français dont on ne pouvait encore dire le nom. L'Alsace sera complétement évacuée dans huit jours, disait encore la dépêche si confidentiellement répandue. Et voilà les contes avec lesquels on abusait les gens; c'étaient là les histoires que fa-

briquaient, on ne sait dans quel but, des individus assez vils pour se jouer d'une population souffrant toutes les douleurs. On parlait de triomphes le jour de Sedan !

Singulier fait pourtant, digne d'être remarqué : ce jour-là le bruit courait aussi que Paris avait proclamé la République et que Trochu et Jules Favre étaient au gouvernement. C'était encore un faux bruit alors, mais deux jours plus tard il devenait vrai.

Samedi 3 septembre.

Une faveur bien inattendue était échue ce jour-là à plusieurs familles de Strasbourg. Elles avaient reçu de la part d'un ami inconnu des saufs-conduits pour pouvoir quitter la ville et se rendre dans un village du Bas-Rhin. Ces saufs-conduits étaient signés du général de Werder, ils avaient été apportés par un parlementaire prussien et la Mairie les fit parvenir à leur adresse. On apprit plus tard que c'était sur la prière de personnes notables, de pasteurs surtout, des villages occupés par l'armée allemande, qu'ils avaient été délivrés par le général des troupes assiégeantes. Un certain nombre de personnes quittèrent la ville par ce moyen ; d'autres refusèrent de s'en aller et restèrent au milieu du danger.

Parmi les habitants de Strasbourg qui se hâtèrent de fuir leur cité, il se trouvait quelques hommes aussi, non des vieillards, mais des hommes dans la force de l'âge, qui quittaient le poste où l'honneur aurait dû les retenir. Il en était parmi ces fuyards dont les fonctions semblaient les attacher indissolublement au sol de la ville ; mais ils surent briser ce lien du devoir, et, pâles et tremblants, ils coururent se mettre en lieu sûr. Ils diront sans

doute qu'ils avaient à accompagner des parents âgés, des amis malades, qu'ils seraient morts eux-mêmes sous le coup de l'impression que leur produisait le bombardement. Soit, c'est là une affaire entre eux et leur conscience. Les vrais citoyens ont confié la garde de leurs vieux parents à la Providence, leurs amis malades aux médecins, et maîtrisant leurs émotions et leurs craintes, ils ont dit : « Nous restons ! »

Le bombardement continuait sans relâche. Les batteries ennemies avaient ordre de ne pas arrêter un seul instant le feu, et les faubourgs, le faubourg de Pierres surtout, étaient devenus presque inhabitables. Toutes les nuits les incendies éclairaient le ciel, et toutes les nuits aussi on entendait au milieu de la canonnade des coups de fusil s'échanger près des fortifications.

Un autre bruit encore vint s'unir, le soir du 3 septembre, à la voix retentissante de l'artillerie. Un formidable orage éclata et pendant toute une heure le tonnerre gronda avec fureur. Les éclairs se mêlaient à la lueur des pièces qui étaient déchargées, et ce tapage épouvantable au ciel et sur terre, cette réunion des deux forces les plus terribles du monde, la poudre et l'électricité, produisaient un effet indescriptible, en quelque sorte surnaturel.

Un petit souvenir ici à la Bibliothèque de Strasbourg. En déblayant ce jour-là les décombres formés par ses murs écroulés on en avait retiré un morceau du fourreau ayant renfermé le sabre de Kléber, qui faisait partie des collections historiques de la République. Ce fut là, avec quelques petites médailles, tout ce qu'on retrouva de ces trésors.



LA PRISON MILITAIRE (CITADELLE).

Dimanche 4 septembre.

Le bombardement — il y a presque superfluité à le répéter à chaque page — se poursuit sans trêve aucune; les quartiers du Broglie, de la rue des Juifs, sont criblés de projectiles dans la matinée du 4; vers le soir, deux obus atteignent la couronne de la Cathédrale et lancent, en éclatant, des débris de pierres à d'incroyables distances.

La Citadelle est toujours bombardée à outrance, et les victimes y sont nombreuses. Une bombe tomba, ce jour-là, dans la cuisine de la prison militaire, y tua deux hommes et brisa une marmite remplie d'eau bouillante, qui, en se répandant, brûla gravement un troisième soldat. En sortant du conseil de guerre, le greffier Prudent fut blessé par un éclat de bombe; on le mit dans une voiture pour le transporter à l'hôpital: pendant le trajet il fut tué par un obus!

Il était impossible de traverser l'Esplanade qui conduit à la Citadelle, sans risquer vingt fois d'être tué par les projectiles qui éclataient de tous côtés. Les soldats qui changeaient de poste, qui allaient en corvées, qui travaillaient dans la cour de l'Arsenal, étaient atteints à chaque instant, et la garde mobile, qui composait en grande partie la garnison de la Citadelle, a vu ses rangs cruellement éclaircis pendant les dernières semaines du siége.

Le 4, un sous-officier d'artillerie de la garde mobile, Jules Kolb, fut frappé à mort, sur l'Esplanade, par un éclat d'obus. C'était un brave et courageux jeune homme, qui avait, en 1869, sauvé son père et sa mère, menacés de périr dans un incendie. Le pauvre Kolb était un enfant

de Strasbourg et sa mort causa de vifs regrets parmi ceux qui l'avaient connu. Des officiers, des sous-officiers, des membres de la Société de gymnastique *la Fraternelle*, dont il avait été le président, l'accompagnèrent à sa dernière demeure.

Un autre défenseur de la ville, vaillant et courageux aussi, le lieutenant de pontonniers Nicolas, fut descendu le même jour dans la tombe. Il avait été frappé au moment où, au milieu d'une terrible canonnade, il pointait pour la troisième fois une des pièces de l'ouvrage dont il commandait la défense.

Strasbourg, quelle que soit sa destinée, devra élever un monument à la mémoire de tous ceux qui sont tombés pour elle dans cette lutte mémorable. Le souvenir de cette défense héroïque vaudra à la vieille cité une gloire qui brillera encore quand les noms de ceux qui l'ont aidée à la conquérir seront oubliés peut-être. Il faut perpétuer ces noms, les graver dans la pierre et le marbre, afin qu'ils ne risquent pas de s'effacer pour jamais, s'ils venaient un jour à sortir des cœurs.

Lundi 5 septembre.

Journée bien triste que celle du 5 septembre. Presque pas une heure sans catastrophe. Le matin, deux habitants sont frappés à mort dans une des dernières maisons du marais Kageneck que le feu avait encore épargnées; des enfants tués, des femmes blessées. Deux élèves de l'École de médecine militaire sont atteints par les éclats d'une même bombe et tombent tous deux. Ils étaient occupés, les braves jeunes gens, à panser un blessé dans

le corps-de-garde du faubourg de Pierres; le projectile pénètre dans le petit bâtiment, il éclate, blesse tous les hommes du poste, tue le blessé et frappe les deux élèves en médecine. L'un d'eux se nommait Lacour, il était le fils d'un des grands industriels de Sainte-Marie-aux-Mines; il a eu une cuisse emportée, et pendant qu'on le transportait à l'hôpital, il succomba à l'hémorrhagie. Son camarade, Combier, était fils d'un commandant d'artillerie en retraite qui habite Mont-de-Marsan. Il subit le sort de son malheureux ami, et à cinq heures du soir, il expira à son tour. Il avait vingt ans! On avait eu quelque espoir de le sauver, et il apprit encore qu'il était nommé sous-aide major et proposé pour la croix d'honneur. A cette nouvelle, le pauvre blessé eut une joie immense; il maîtrisa sa douleur et sourit. Il pensait peut-être à son père, à ce vieux soldat qui bien loin, là-bas, à l'autre bout de la France, pensait à son enfant qu'il savait au milieu du danger. La croix à ce fils de vingt ans! le vieux militaire deviendrait fou de joie... Il est peut-être fou de douleur aujourd'hui.

Vers le soir, autre malheur. Un obus tombe sur une maison de la place Gutenberg, on s'empresse de monter au grenier pour éteindre l'incendie qui semble naître; au même instant, un autre obus arrive; il éclate et fait cinq victimes. Parmi elles, un père de famille, un honorable négociant, qui meurt dans la nuit, laissant quatre orphelins.

Un peu plus loin, près des Arcades, un enfant, une petite fille, court gaîment sur le trottoir. Un projectile l'atteint et la coupe en deux....

Un obus était tombé, sans éclater, dans la cour du quartier des Juifs, où les pontonniers étaient casernés.

Quelques soldats s'en emparent et essaient de le décharger. L'un d'eux, maréchal-des-logis, se place devant le dangereux projectile et commence l'opération, les autres se penchent vers lui et le regardent. Tout à coup l'obus éclate. Deux militaires sont mortellement frappés, six autres sont grièvement blessés, mutilés ou défigurés pour la vie.

Et ce ne sont pas encore tous les malheurs de cette fatale journée, où les blessés se comptèrent par dizaines. L'amphithéâtre de l'Hôpital civil contenait vingt cadavres le soir du 5 septembre.

Ah ! le général Uhrich avait raison quand il disait aux Strasbourgeois : Votre héroïsme, c'est la patience ! On patientait toujours et l'on se consolait en disant : Il est impossible que cela dure encore bien longtemps ! la guerre doit être à sa fin ; nous serons peut-être délivrés demain. Et le lendemain arrivait et l'on attendait encore. L'on attendit ainsi pendant six semaines. Les Parisiens n'avaient-ils pas dit souvent que les Alsaciens étaient des entêtés ?

Ne plus être sûr, ni le jour ni la nuit, ni dans sa maison ni dans la rue, que dans un instant on vivrait encore; ne pas quitter les siens ou ses amis sans se dire : les reverrai-je ? Avoir à tout instant la triste perspective d'être mutilé, estropié, ruiné; ne voir autour de soi que misères, deuil, désespoir; être isolé du monde par un cercle impénétrable de fer et de feu; ne pas pressentir une issue quelconque; supporter tout cela avec courage, et se dire chaque jour : Nous résisterons jusqu'au bout! c'était, en effet, un prodigieux et rare entêtement, et les défauts de ces pauvres Alsaciens leur ont fait accomplir cette fois un acte bien honorable et bien noble.

On s'entretenait depuis le matin de toutes sortes de bruits qui circulaient en ville au sujet de faits militaires et d'événements politiques qui devaient s'être accomplis dans les derniers jours. Il était certain qu'un homme arrivant du dehors, de Colmar ou de Schlestadt, était entré à Strasbourg, dans la soirée de la veille, en traversant l'eau près des Ponts-Couverts. Cet homme avait été expédié par les autorités à la recherche de nouvelles, et à son retour il se rendit à la Préfecture. Quelques citoyens l'interrogèrent sur les nouvelles qu'il devait rapporter; on parlait encore une fois d'une révolution qui avait éclaté à Paris, et on était pressé de connaître la vraie situation du dehors. Le messager déclara ne rien savoir, donna des réponses obscures, vagues; causa de journaux supprimés à Colmar, puis autorisés à reparaître, et finalement il n'avait rien dit après avoir beaucoup parlé.

L'administration doit évidemment être informée, se disait la population, et elle s'irritait fort de la façon dont on la traitait, en lui tenant secrète toute espèce de nouvelle. Le lendemain il y eut à ce sujet un débat assez vif dans la Commission municipale, dont les membres mirent le Maire en demeure de demander au Préfet qu'il s'expliquât et révélât ce qu'il devait incontestablement savoir :

Voici l'incident, d'après le procès-verbal même de la séance :

« *M. Schnéegans* demande à poser une question.

« Je sais, dit-il, que quelqu'un est arrivé hier de Colmar, porteur de plusieurs lettres adressées à des particuliers; il n'est pas admissible que l'Administration n'ait point reçu des dépêches; la Commission s'occupe sans

doute de questions importantes, mais il en est une qui prime toutes les autres : Quelle est la situation de notre armée ? quelle est la situation politique ? Des bruits de diverse nature circulent à cet égard. Il est matériellement impossible que le Préfet n'ait pas de dépêches. Nous demandons à M. le Maire d'agir auprès de ce magistrat, afin d'obtenir communication des nouvelles qu'il a reçues. Nous avons le sentiment de la responsabilité qui pèse sur nous; mais pour que nous soyons en mesure de la porter tout entière, il faut absolument que l'on nous renseigne.

« Je vous ai donné communication, dit *M. le Maire*, de la lettre par laquelle M. le Préfet nous promet de nous faire part de toutes les nouvelles, favorables ou non, qui lui parviendraient; or je sors de chez lui pour lui en demander, et il m'a déclaré n'avoir jusqu'à ce moment rien à nous communiquer.

« Verriez-vous un inconvénient, demande *M. Imlin*, à ce que la Commission se transportât en corps auprès de M. le Préfet ?

« Je n'en vois pas, répond *M. le Maire*; mais à quel résultat aboutirait cette démarche en présence des déclarations explicites que M. le Préfet nous a adressées et de ce qu'il vient de me dire ?

« *M. Bœrsch* est convaincu que la demande qui vient d'être faite à M. le Maire n'est qu'un écho fidèle de l'opinion publique. La situation de Strasbourg est des plus pénibles; voilà trois semaines que la ville subit l'épreuve douloureuse d'un bombardement cruel; la population est courageuse et résignée; mais il faut que l'Administration supérieure se décide à sortir du mutisme absolu dans lequel elle s'est renfermée jusqu'à ce jour. Aussi, *M. Bœrsch* voudrait-il que la Commission donnât, par un vote for-

mel, à M. le Maire la mission de se rendre, comme organe de la Commission et de la population, chez M. le Préfet, afin d'obtenir de ce dernier la communication des dépêches sur la situation, desquelles il serait donné connaissance à la Commission, à l'ouverture de chaque séance.

« *M. le Maire* répond qu'il a déjà été chargé de cette mission; qu'il s'en est acquitté à plusieurs reprises, mais sans résultat; qu'il ne refuse pas de renouveler ses démarches, mais à condition, cette fois, d'être accompagné de quelques membres de la Commission municipale.

« Après une discussion à laquelle prennent part MM. Schnéegans, Mallarmé et Saglio, la Commission décide qu'une députation sera nommée pour accompagner M. le Maire chez M. le Préfet. Elle désigne à cet effet MM. Bœrsch, Küss, Clog, Lauth et Saglio. »

La députation se rendit donc chez le préfet, qui déclara sur l'honneur ne rien savoir. Voici comment, dans la séance suivante de la Commission municipale, il fut rendu compte de cette démarche :

« *M. le Maire* prie M. Bœrsch, dit le procès-verbal, de vouloir bien se faire l'organe de la députation qui s'est rendue auprès de M. le Préfet pour lui demander, au nom de la Commission, communication des nouvelles de l'intérieur.

« Le résultat de notre entrevue avec M. le Préfet, dit *M. Bœrsch*, peut se résumer en deux mots : M. le Préfet a déclaré sur l'honneur n'avoir rien appris depuis le 29 août, et n'avoir dès lors rien à nous communiquer touchant les événements qui ont pu se passer depuis cette époque.

« M. le Préfet a ajouté, observe *M. le Maire,* que, pour répondre au vœu émis par la Commission municipale, il m'écrirait journellement pour faire savoir s'il a ou non reçu des nouvelles de nature à intéresser la population.

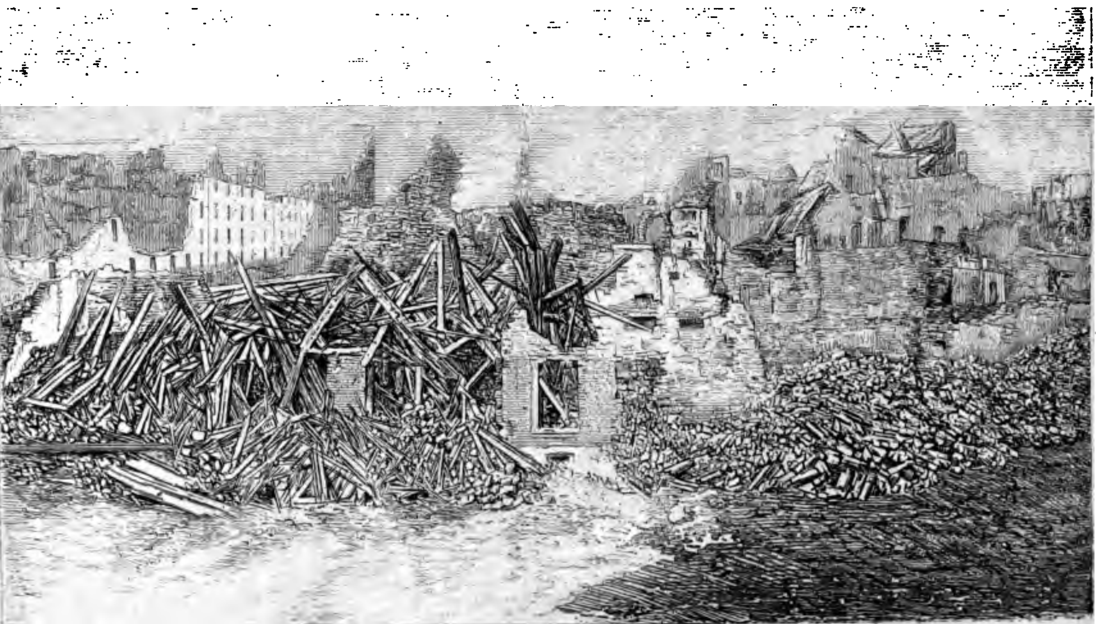
« On a le droit de se demander, dit *M. Schnéegans,* comment le gouvernement peut laisser Strasbourg sans secours et sans nouvelles; la population de notre ville a déployé et continue à déployer une grande énergie; mais il faut que le gouvernement la soutienne, et le gouvernement l'a abandonnée dès le commencement. Si Strasbourg venait à tomber aux mains de l'ennemi, ce n'est pas Strasbourg, mais l'Empereur et les membres du gouvernement qui devraient en être rendus responsables.

« *M. Bœrsch* tient à faire savoir à la Commission que le langage de la députation à M. le Préfet a été inspiré par ces mêmes réflexions. Il n'est pas admissible, avons-nous dit, qu'un gouvernement qui connaît la situation critique dans laquelle se trouve par son fait la capitale de l'Alsace, n'ait pas tenté l'impossible pour faire parvenir à la population au moins quelques informations et une parole d'encouragement et de reconfort. »

Le Préfet avait donc juré qu'il ne savait rien et l'on fut bien forcé d'attendre qu'il sût quelque chose.

Mardi 6 septembre.

Le faubourg de Pierres et les rues qui l'avoisinent avaient été bombardés pendant toute la nuit, et le matin la caserne de la Finckmatt, située dans la rue de la Soupe-à-l'Eau, parallèle au faubourg, prit feu. C'était une vaste



LE FAUBOURG DE PIERRES.

et belle caserne, construite de 1746 à 1756, grâce à des subventions versées à l'État par la ville de Strasbourg, qui contribuait alors par des dons à la construction des édifices militaires et avait versé dans les caisses de l'État 760,000 livres pour la construction de cette caserne. Le bâtiment fut d'abord vivement disputé aux flammes, mais il fallut renoncer bientôt à en sauver la moindre partie. L'incendie s'étendait avec une rapidité extraordinaire, et la grêle d'obus qui tombait dans le brasier faisait trop de victimes parmi les travailleurs pour que ceux-ci pussent tenir à leur poste.

C'est dans la cour de cette caserne que le futur héros du 2 décembre a été arrêté par un tambour-major de la garnison de Strasbourg, quand, le matin du 30 octobre 1836, il fit tenter le premier vol à l'aigle impérial.

La rue de la Soupe-à-l'Eau, également en flammes, fut horriblement ravagée.

Le faubourg de Pierres, qui depuis quelques années s'était complétement transformé et garni de belles maisons neuves, avait pris feu aussi du côté de la rue de la Soupe-à-l'Eau, et plusieurs propriétés furent dévorées par l'incendie. A partir de ce jour jusqu'à la fin du siége, les flammes ne devaient plus s'éteindre dans ce malheureux faubourg. Une maison s'embrasa après l'autre, et il ne resta plus de toute cette belle rue que quelques constructions sur le côté gauche, endommagées par les bombes et les obus.

Mercredi 7 septembre.

Le quartier du Broglie, la Mairie furent criblés de projectiles pendant toute la journée. La Commission munici-

pale avait dû renoncer à se réunir à l'Hôtel-de-Ville, où à plusieurs reprises elle avait été en grand danger, et elle alla se réfugier à l'Hôtel-du-Commerce.

Les casernes d'Austerlitz et Saint-Nicolas étaient depuis quelques jours assaillies par le feu de plusieurs batteries. Deux obus tombèrent, le 7 septembre, dans l'infirmerie de la caserne Saint-Nicolas et y firent des morts et des blessés.

Les *shrapnel* ou obus à balles pleuvaient en abondance sur la ville et les remparts, et la longue série des victimes ne devait pas s'arrêter encore. Un vieillard de 72 ans, M. Pélissier, frère du maréchal Pélissier, fut frappé mortellement dans sa chambre située au deuxième étage de l'hôtel Neuwiller, rue du Vieux-Marché-aux-Vins. Des ouvriers qui travaillaient aux ouvrages de défense, — on y travaillait encore! — des enfants qui parcouraient les amas de décombres pour y chercher des éclats d'obus qu'ils allaient vendre aux marchands de ferraille, des femmes tombèrent dans cette même journée pour ne plus se relever.

Jeudi 8 septembre.

La nuit avait été fort tourmentée; la Citadelle avait été bombardée avec un redoublement de vigueur; dans toute la ville, les obus et les fusées incendiaires s'étaient succédé sans relâche. Entre le faubourg de Saverne et le faubourg National, le feu dévora quatre maisons, à peu près tout ce qui restait encore debout dans ce quartier; un incendie éclata aussi hors ville, du côté de la Montagne-Verte, où le canon des remparts avait détruit un vaste établissement de tannerie, pour empêcher l'ennemi d'y élever une batterie.

La journée du 8 fut terrible encore pour les vaillants défenseurs de Strasbourg. Des gardes mobiles, des soldats de l'infanterie furent blessés et tués; un marin fut atteint par un éclat qui lui fracassa la cuisse et succomba à sa blessure. Ces soixante soldats de la marine, avec leurs chefs, le contre-amiral Exelmans et le capitaine Dupetit-Thouars, se distinguaient entre les plus braves des militaires de la garnison; pointeurs excellents, hommes de courage et de résolution, ils rendaient d'éminents services sur les remparts, et dans les sorties ils marchaient sans cesse au premier rang.

Le soir, à neuf heures, une bombe tombée sur un bastion y causa de graves malheurs. Le capitaine des pontonniers Epp, un enfant de Strasbourg, fut frappé à mort par un éclat, et tous les sous-officiers et soldats qui l'entouraient tombèrent avec lui. Neuf victimes d'un seul coup! Le capitaine Epp était un officier plein de science et de capacités; il était adoré de ses soldats, et sa mort causa dans la ville entière une émotion douloureuse.

Sur un des ouvrages de la porte de Pierres, d'autres artilleurs furent frappés; le capitaine des pontonniers Desnos, chargé d'une partie de la défense de ces ouvrages, vit tomber autour de lui presque tous ses hommes; le brave officier n'avait pas une égratignure, et il traînait lui-même les blessés dans la casemate où étaient abritées les munitions. Une bombe arriva un jour, mèche allumée, près d'éclater. Un des artilleurs du capitaine Desnos vit le danger, se précipita sur le projectile, le saisit de ses mains et le lança dans le fossé rempli d'eau en criant: «Tu ne nous tueras pas, toi!»

Ils ont bravement fait leur devoir, les artilleurs et les

pontonniers qui défendaient les remparts de Strasbourg. Tous, ils étaient résolus à mourir, car ils voyaient chaque jour leurs rangs s'éclaircir; chaque jour de nouveaux camarades manquaient à l'appel; les officiers comme les soldats tombaient fauchés par les obus; mais ils s'en allaient à leur poste avec le courage, avec la fermeté de l'homme qui a fait le sacrifice de sa vie, et qui se dit que s'il meurt il ne perdra rien, et que s'il ne meurt pas ce sera tout bénéfice. Dans la caserne des pontonniers, ceux qui partaient pour les remparts répartissaient entre ceux qui restaient au quartier les petits objets qu'ils possédaient, disant à l'un : «Si je ne reviens pas, tu prendras mon couteau;» à l'autre : «Tu prendras ma pipe;» au troisième : «Tu prendras ma bourse, je te lègue ma fortune, la solde de toute une semaine!» Et moitié riant, moitié pensifs, ils faisaient ainsi leur petit testament; puis l'officier commandait : «En marche!» et l'on allait aux canons.

Le lendemain, quand ils revenaient du poste, l'un d'eux portait souvent trois, quatre mousquetons et sabres, capotes et gibernes. On savait bien ce que cela voulait dire: trois, quatre d'entre eux étaient tués. Et ce fut ainsi tout le temps que dura le siége, de telle sorte que vers la fin ils restèrent en si petit nombre, qu'on leur adjoignit des soldats de la cavalerie et de l'infanterie pour servir les pièces.

Vendredi 9 septembre.

Le bombardement des casernes continuait sans interruption, et dans la matinée du 9, le quartier Saint-Nicolas prit feu. On crut un instant que le vaste bâtiment

tout entier deviendrait la proie des flammes; mais on travailla avec tant d'énergie que l'incendie fut circonscrit dans un des pavillons de la caserne. Un malheureux militaire, maréchal-des-logis des ouvriers d'artillerie, périt dans le sinistre; l'on retrouva son cadavre sous les décombres.

La Mairie fut bombardée pendant toute la matinée; les projectiles tombaient sur les toits, effondraient la façade, éclataient dans la cour et devaient faire inévitablement des victimes au milieu du personnel des employés de toute espèce qui allaient et venaient sans cesse dans cette cour. A onze heures, un obus y tua un surveillant de la salubrité publique, blessa mortellement un autre employé municipal et atteignit, mais moins grièvement, l'architecte de la ville. Dans la même matinée, deux jeunes Strasbourgeois périssaient, l'un, le franc-tireur Frey, des suites d'une blessure reçue aux avant-postes; l'autre, le brigadier de la garde mobile Fischer, frappé d'un éclat d'obus au moment où il se rendait au fort du *Pâté*. Les deux jeunes gens appartenaient à d'honorables familles, à la douleur desquelles de nombreux amis prirent part.

Au moment où M. Frey mourait, deux de ses camarades, nommés Biot et Flach, blessés à mort dans une sortie, étaient conduits à leur dernière demeure. Toute la compagnie des francs-tireurs, des soldats de la marine, des gardes mobiles, des élèves de l'École de santé militaire, des gardes nationaux formèrent cortége aux dépouilles des deux citoyens tombés au champ d'honneur.

Les francs-tireurs ont une place marquée dans l'histoire de ce siége. Ils allaient à l'ennemi avec courage et bravoure et, sous le commandement de leur chef, M. Liès-Bodard, ils formaient un petit groupe de vrais soldats,

dont il fallait sans cesse modérer l'ardeur. Leur chef, n'avait jamais été militaire; il était professeur de chimie à la Faculté des sciences de Strasbourg. Comme il était forcément en vacances, le professeur se dit un jour que son inactivité lui devenait une fatigue, et il eût cette idée qu'un bon moyen de passer son temps ce serait, par exemple, de se consacrer corps et âme à la défense de Strasbourg. Et le voilà, se coiffant d'un képi et s'armant d'un sabre, d'un fusil, et commandant les francs-tireurs. Et il était d'un caractère si affable, d'une nature si franche et si ouverte, que sa compagnie l'adorait et se serait fait hacher pour lui.

A côté des francs-tireurs, un autre groupe de volontaires s'était formé. C'était la compagnie franche. Commandée par un tout jeune chef, M. Geisen, qui avait servi dans l'armée française et fait campagne, cette compagnie rivalisa de dévouement et d'ardeur avec celle des francs-tireurs et rendit les mêmes services que ces derniers.

Samedi 10 septembre.

La canonnade avait été formidable pendant la nuit; l'artillerie des assiégeants et celle des assiégés mêlaient leurs voix tonnantes sans s'arrêter un seul instant. Du côté sud de la ville, les canons des remparts, tirant vigoureusement pendant plusieurs heures, avaient réussi à empêcher l'ennemi de construire une batterie sur la route de la porte de l'Hôpital, seul endroit où l'on aurait pu placer des pièces, le reste de la contrée étant toujours inondé.

Le matin eurent lieu les obsèques du capitaine Epp, un de ces braves militaires que l'Alsace prodiguait alors à la France, et qui avait succombé l'avant-dernière nuit dans un ouvrage avancé.

Un grand nombre d'officiers de la garnison, des pontonniers surtout, s'étaient réunis pour rendre les derniers devoirs à leur camarade. Le corps était porté par les pontonniers. Le fils du défunt, un jeune enfant, marchait en tête du cortége, à côté du pasteur; le capitaine Epp était âgé de 40 ans seulement. Le pasteur prononça quelques touchantes paroles d'adieu dans la cour de l'Hôpital militaire, où le corps du capitaine avait été déposé, et les regrets sympathiques de toute l'assistance firent écho à ces derniers hommages.

Immédiatement après cette cérémonie funèbre eut lieu l'inhumation de trois soldats de la marine qui avaient également succombé dans la journée de l'avant-veille.

Le premier, Auguste Viallon, charpentier du service des constructions navales, était tombé — on l'a lu un peu plus haut — frappé par un éclat d'obus dans la rue Sainte-Élisabeth; les deux autres, apprentis marins, deux enfants de l'Alsace, de la garde mobile, incorporés comme apprentis au détachement de marins qui était à Strasbourg, avaient trouvé la mort devant l'ennemi.

Un grand cortége composé de plus de trois cents personnes, les officiers de marine en tête, suivait ces trois cercueils. Un vénérable ecclésiastique prononça à la chapelle de l'Hôpital militaire une éloquente et patriotique allocution qui émut profondément l'auditoire.

Puis les trois braves marins furent portés au champ du repos et descendus, l'un à côté de l'autre, dans la fosse où dormaient déjà tant de courageux défenseurs de la cité.

La journée du 10 septembre devait être fertile en incidents; elle fut l'une des plus mémorables de cette longue période d'angoisses. Dès le matin, un mouvement extraordinaire s'était produit en ville, et les visages un peu abattus par les malheurs des jours précédents semblaient reprendre un air plus rassuré. Le commandant des francs-tireurs venait de lire à sa compagnie une dépêche annonçant que le général Dumont marchait sur Strasbourg avec un corps de 25,000 hommes, qu'il serait sous les murs de la ville dans vingt-quatre, dans quarante-huit heures au plus, et que l'Alsace serait sauvée dans huit jours. Les Français ont vaincu, disait la dépêche; Colmar a illuminé.

La garde nationale reçut communication des mêmes nouvelles, et dans les casernes elles circulaient de bouche en bouche, transmises, disait-on, par l'état-major. Des officiers de la garnison en avaient des copies, qui furent affichées dans les cafés, et l'on était certain cette fois qu'on n'était plus le jouet d'une illusion, que l'heure de la délivrance avait enfin sonné. D'un autre côté, un habitant de la ville avait pu se procurer un supplément de la *Gazette de Carlsruhe,* donnant la nouvelle de la proclamation de la République à Paris et la composition du nouveau gouvernement. On pensa perdre la raison en apprenant tant de bonheurs à la fois.

Ces nouvelles firent le tour de la ville, et la Commission municipale, dans sa séance du jour, interpella le Maire pour lui demander quelques éclaircissements. Et le Maire fut obligé de répondre qu'il ne savait rien, que l'administration n'avait absolument rien appris, et que l'histoire de la dépêche annonçant le général Dumont et apportée à la Préfecture sur un papier à cigarettes en-

roulé dans un cigare était une pure invention. Dans la même séance de ce jour, la Commission municipale acquit la certitude que tous ces bruits de victoire, d'arrivée de corps de délivrance n'étaient que l'œuvre de quelque policier, et elle vota un blâme contre celui qui s'en était fait le propagateur. Quant à la nouvelle de la proclamation de la République, on la tint pour certaine, d'autant plus que la police et l'administration la déclarèrent mal fondée ou non confirmée. Voici, du reste, le compte rendu de la séance où cette question fut agitée :

« *M. le Maire* rend compte qu'il sort de la Préfecture, où M. le Préfet lui a dit n'avoir rien à lui communiquer.

« Il circule pourtant depuis ce matin, dit *M. Schnéegans,* une dépêche que l'on dit avoir été transmise à M. le Préfet.

« *M. le Maire* répond : J'en ai parlé à M. le Préfet, qui m'a dit que le fait est inexact.

« On nous a promis journellement, dit *M. Kablé,* une communication de M. le Préfet ; il serait à désirer qu'elle nous fût faite par écrit.

« Cette observation est appuyée par plusieurs membres ; *M. le Maire* en prend note.

« *M. Schnéegans* dit que le Commissaire central a communiqué la même nouvelle à M. Morin, lieutenant des pompiers.

« Il est vivement à désirer, continue *M. Schnéegans,* que l'on sache à quoi s'en tenir au sujet de ces nouvelles qui éclosent on ne sait où et qui ont pour effet, alors que le lendemain vient les démentir, de déconcerter et de décourager la population. Je propose que l'on invite M. le Commissaire central à se rendre au sein de la Commission.

« Cet avis est partagé. En conséquence, M. le Commissaire central est appelé à se présenter.

« La séance continue.

« Plusieurs membres signalent de nouveau le danger auquel sont exposées les personnes qui ont à se rendre à la Mairie, depuis que l'Hôtel-de-Ville est devenu le point de mire des projectiles de l'ennemi, et notamment celles qui ont à faire des déclarations d'actes de l'état civil.

« *M. Bœrsch* fait à ce propos la proposition suivante, savoir :

« Que la Commission, dans l'intérêt de la sécurité des « citoyens, invite M. le Maire à prendre les mesures né-« cessaires pour que, dans chaque canton, un registre soit « ouvert, destiné à recevoir les déclarations de naissance « et de décès, sauf à régulariser cette situation par telle « voie que de droit, s'il le faut, après la levée de l'état de « siége et le rétablissement de la paix. »

« Cette proposition, à laquelle M. le Maire se rallie avec empressement, est adoptée par la Commission, qui s'en remet, pour les détails d'exécution, à la sagesse de M. le Maire.

« A ce moment de la séance, M. le Commissaire central est introduit.

« *M. le Maire* lui fait connaître le motif pour lequel il a été prié de se présenter devant la Commission. On prétend, dit *M. le Maire*, que vous auriez communiqué ce matin à M. Morin certaine nouvelle arrivée de Colmar et annonçant une grande victoire de notre armée et l'approche de nos murs d'un corps de 25,000 hommes.

« *M. le Commissaire central* répond :

« Je ne me souviens pas d'en avoir informé M. Morin; j'en ai parlé à quelques personnes comme d'un bruit qui

courait en ville, mais sans donner à penser à n'importe qui que cette nouvelle avait un caractère officiel.

« Il est profondément regrettable, dit *M. Bœrsch*, que M. le Commissaire central se fasse l'organe de semblables bruits, quand il sait qu'ils n'ont rien de fondé. Revêtu d'un caractère officiel, il a une responsabilité qui lui impose de la réserve et de la discrétion ; et en propageant, même de bonne foi, des nouvelles inexactes, il engage et il compromet l'autorité supérieure dont il est l'agent. Je demande que la Commission exprime sa désapprobation ; la sécurité publique est intéressée à ce qu'on ne leurre pas la population au moyen de faux bruits.

« *M. le Commissaire central* répond :

« Il ne serait pas juste de m'imputer la responsabilité de bruits qui n'émanent pas de moi ; je connais les devoirs qui incombent à un agent de l'administration ; je crois être très-prudent et très-réservé dans l'exercice de mes fonctions, et si, dans mes relations privées, il m'est arrivé de dire : « Tel bruit, telle nouvelle circule, » je ne crois pas avoir de faute à me reprocher.

« M. le Commissaire central se retire.

« *M. Bœrsch* ayant déclaré maintenir sa proposition, *M. Saglio* s'exprime ainsi :

« Si vous voulez exprimer un blâme, il faut une enquête. Je n'ai nulle mission de défendre M. le Commissaire central ; mais, dans des circonstances difficiles comme celles où nous nous trouvons, une assemblée se doit à elle-même d'être juste envers tout le monde et de n'accuser qu'en parfaite connaissance de cause.

M. le Maire se joint à M. Saglio pour demander à la Commission de ne pas commettre d'injustice. M. le Commissaire central lui paraît avoir agi avec une entière bonne foi.

« Ce n'est pas l'homme, c'est la fonction qu'on me semble vouloir atteindre, je crains dès lors que la passion ne vous entraîne à manquer de justice, d'équité, et je vous prie de remettre votre détermination à demain.

« *M. Mallarmé* fait remarquer que la Commission est en présence d'une double proposition : M. Bœrsch propose d'exprimer un blâme, M. Saglio d'ouvrir une enquête. La proposition d'enquête doit avoir la priorité ; c'est à la Commission à statuer.

« Je comprendrais, dit *M. Bœrsch*, qu'il y eût lieu à enquête s'il y avait des faits à rechercher ; mais non, je ne m'occupe que des paroles prononcées dans cette enceinte par M. le Commissaire central ; il a déclaré qu'il avait propagé des bruits circulant ce matin en ville, et c'est là précisément la faute que je lui reproche. Je formule ainsi qu'il suit la proposition que j'entends soumettre au vote de la Commission :

« La Commission, après avoir entendu les paroles pro-
« noncées devant elle par M. le Commissaire central, ex-
« prime le regret qu'un agent officiel et intime de l'auto-
« rité supérieure se soit fait l'organe ou le propagateur de
« nouvelles de la véracité desquelles il ne pouvait ré-
« pondre, et qui sont de nature à leurrer la population et
« à compromettre l'autorité supérieure. »

« Après quelques moments de discussion, cette motion, mise aux voix, est adoptée. »

Dans une de ses séances suivantes, la Commission municipale demanda, sur la proposition de M. Charles Bœrsch, qu'il soit pris un arrêté qui destituât le Commissaire central. Il fut donc destitué et il lui fut interdit d'exercer aucune fonction publique à Strasbourg.

Une énorme et épaisse colonne de fumée qui s'éleva, vers onze heures, au-dessus de la ville, annonça qu'un vaste sinistre venait d'éclater encore, et le bruit se répandit aussitôt que le théâtre était en feu. Strasbourg était si fier de son théâtre, un des plus beaux de la France! Hélas! c'était bien vrai : le théâtre fut incendié ce jour-là. On avait lutté aussi longtemps que possible contre le feu qu'allumaient des projectiles sans nombre; mais les obus triomphant à la fin, les flammes commencèrent à envahir la scène. Là se trouvaient enroulées une foule de toiles formant les fonds des décors, et ces vastes rouleaux surchargés de peinture fournirent au feu un aliment facile. Le plancher de la scène, toute la machinerie en bois s'embrasèrent en un clin d'œil, et les flammes, gagnant les combles, jaillirent bientôt au-dessus de la toiture. Des colonnes de fumée noire s'élevèrent d'abord vers le ciel; puis la flamme rouge, épaisse, immense, happa d'un seul coup le magnifique bâtiment, et le voilà formant une fournaise ardente dans laquelle tout s'engloutit.

De nombreuses familles, plusieurs centaines de personnes ruinées par le bombardement s'étaient réfugiées et avaient depuis quelques jours établi leur domicile dans les caves et les couloirs du théâtre, couchant sur un matelas qu'elles avaient pu sauver de l'incendie qui avait dévoré leur petite fortune, ou sur la literie provenant de la charité publique. Il y avait là beaucoup de femmes et d'enfants, des malades aussi, et tous ces malheureux furent obligés pour la seconde fois de fuir l'incendie et la mort, car le feu gagna rapidement les étages inférieurs et les obus tombaient sans relâche dans le brasier. Des soldats, des pompiers se dévouèrent à leur sauvetage, emportant

dans leurs bras les femmes, les enfants, ou les guidant à travers les torrents de fumée, puis, une fois dans la rue, se hâtant de les éloigner, de les porter ou de les conduire au loin, dans un endroit à l'abri des projectiles. On sauva tous ces pauvres gens, mais quelques travailleurs furent blessés, et le concierge du théâtre fut atteint par un éclat qui lui fit une blessure à laquelle il succomba. Le commandant d'artillerie Bélu fut également blessé en opérant le sauvetage des réfugiés.

Un garde national avait arraché quelques partitions aux flammes, et ce fut tout ce qui échappa au sinistre. La scène, les magasins d'accessoires, les magasins de costumes, la salle magnifiquement restaurée une année auparavant, le café, le cabinet du directeur, tout fut brûlé. L'énorme et splendide lustre tomba avec un cliquetis formidable, se brisant en mille morceaux. Au bout de quelques heures, ce fut fini. Les flammes avaient fait leur œuvre, et la fumée qui se dissipait ne laissa plus voir qu'un amas de ruines entassées entre quatre murs noircis et lézardés.

Il y avait alors un mois que Strasbourg était dans l'angoisse et la douleur; il y avait un mois que ses habitants vivaient isolés du monde, entourés d'un cercle impénétrable; il y avait un mois que dans la malheureuse ville les ruines s'accumulaient sur les ruines, que les sinistres s'ajoutaient aux sinistres, que les deuils succédaient aux deuils; il y avait un mois que le feu et la mort ravageaient la vieille cité, et chacun se disait : Demain mon tour !... On avait eu pendant ces longues semaines quelques lueurs d'espoir, aussitôt éteintes, et l'on n'osait presque plus être assez téméraire pour espérer encore.

Alors vint se détacher sur ces jours si sombres et si funestes une heure de vraie joie, une heure de soulagement et de bonheur. Comme l'aube qui se lève radieuse après une nuit d'orage, comme le rayon lumineux qui vient éclairer les ténèbres, comme un éclat de rire joyeux retentissant au milieu des larmes, arriva une nouvelle qui fit tressaillir tous les cœurs. On apprit que la Suisse accourait à l'aide de Strasbourg — non avec ses armes pour chasser l'ennemi, ce qu'elle ne pouvait faire étant pays neutre — mais pour ouvrir ses villes aux femmes, aux enfants, aux vieillards, à ceux qui n'avaient plus ni pain ni asile. La Suisse avait entendu les cris d'alarme et de souffrance de tant de milliers de malheureux; elle s'était émue au récit de tant de catastrophes, et grande et noble elle avait dit : Il faut les secourir ! Et le beau pays d'Helvétie se leva tout entier pour prendre part à cette action généreuse, et puis il envoya ses délégués, qui, triomphant d'obstacles innombrables, parvinrent au but qu'ils voulaient atteindre.

Dans la séance de la Commission municipale du 10 septembre, le maire donna lecture de la lettre suivante :

« Berne, le 7 septembre 1870.

« Monsieur le Maire,

« Il vient de se former en Suisse une Société qui s'est donné pour mission de procurer à la ville de Strasbourg, si cruellement éprouvée, à laquelle se rattachent pour la Confédération tant de beaux souvenirs historiques, l'aide et le secours que permettent les circonstances; la Société désire surtout préparer un asile, sur le territoire neutre de la Suisse, aux habitants auxquels la sortie de la ville

sera permise, notamment aux femmes, enfants, en général aux personnes hors d'état de se défendre.

« Pour atteindre ce but aussitôt que possible, la Société a résolu de nommer une délégation spéciale composée de MM. le docteur Röhmer, président de la commune à Zurich; le colonel de Büren, président de la commune à Berne, et le secrétaire d'État docteur Bischoff, à Bâle, en la chargeant de se mettre en relation tant avec Son Exc. M. le général de Werder, qu'avec les autorités compétentes de Strasbourg, et d'entamer les négociations nécessaires pour la réussite et l'accélération de l'œuvre d'humanité dont il s'agit.

« Eu égard au caractère de cette mission, le Conseil fédéral n'hésite pas, Monsieur le Maire, à recommander cette députation à votre bienveillant accueil en vous priant de la mettre autant que possible en rapport avec les personnes de votre ville dont la coopération serait de nature à assurer la réalisation du projet en question.

« En même temps, le Conseil fédéral suisse saisit cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Maire, l'assurance de sa considération distinguée.

« Au nom du Conseil fédéral suisse,

« Le président de la Confédération,
« Signé : Dubs.

« Le chancelier de la Confédération,
« Signé : Schiess. »

Le Maire put à peine achever la lecture de la lettre, tant son émotion était profonde. Des transports d'enthousiasme et de reconnaissance éclatèrent au milieu de l'assemblée, et immédiatement on prit des mesures pour in-

former la population de la démarche tentée en sa faveur par le peuple helvétique. Les délégués devaient arriver le lendemain; ils avaient écrit au général Uhrich pour lui demander l'autorisation d'entrer en ville, et le général leur avait répondu en ces termes :

SIXIÈME DIVISION MILITAIRE.

10 septembre 1870.

« Messieurs,

« L'œuvre qui vous conduit dans les murs de Strasbourg est si honorable qu'elle vous assurera à jamais la reconnaissance de la population de notre cité comme celle de ses autorités civiles et militaires.

« Pour ce qui me concerne en particulier, je ne puis assez vous témoigner ma reconnaissance pour votre noble et généreuse initiative. Je me fais un devoir de vous dire d'entrée et dès l'abord combien je suis touché de la grandeur de vos nobles intentions.

« Un parlementaire se rendra demain à Eckbolsheim, vers les onze heures, avec ordre de vous accompagner jusqu'à Strasbourg.

« Agréez, Messieurs, l'assurance de ma plus haute estime.

« Le général de division commandant la 6e division militaire,

« Signé : Uhrich.

« A MM. les délégués de Zurich, Berne et Bâle. »

Dimanche 11 septembre.

On passa une nuit anxieuse et inquiète; le bombardement continuait avec fureur, semant la mort et l'incendie; le faubourg de Pierres était encore en flammes. Chacun pensait à la députation des Suisses, et l'on se demandait s'il était vraiment possible que les portes s'ouvrissent pour livrer passage à des amis, à des sauveurs; on avait peine à croire à ce bonheur, et le bruit se répandit que ceux qu'on annonçait pour le lendemain n'étaient autres que des émissaires des assiégeants, qui entreraient sous le prétexte d'offrir l'hospitalité de la Suisse et qui rendraient ensuite compte à l'ennemi de la situation de la place. Quant aux femmes et aux enfants qu'ils promettaient d'emmener, les espions prussiens trouveraient bien un moyen d'éluder la promesse. Voilà où la douleur et l'angoisse avaient conduit les esprits; on ne pouvait plus se faire à l'idée d'un bonheur, et ceux qui s'annonçaient en amis pouvaient n'être que des traîtres !...

Elle était pourtant vraie, cette fois, la bonne nouvelle qu'on avait apprise; la joie ne devait pas se changer en déception cruelle; c'était bien la Suisse qui intervenait.

A onze heures du matin, la Commission municipale se réunit à l'Hôtel-du-Commerce, et, le Maire et les adjoints en tête, se rendit à la porte Nationale, par laquelle les délégués devaient entrer; une immense foule les suit, et dans toutes les rues règne une animation extraordinaire, malgré le bombardement qui durait toujours. Tout à coup le pont-levis s'abaisse, la foule se découvre, des milliers de voix poussent le cri : Vive la Suisse !... C'est la députation qui vient de paraître sous la porte.

Le Maire s'avança et prononça les paroles suivantes :

« Messieurs,

« L'humanité, la charité chrétienne vous amènent au milieu d'une ville ravagée au nom d'un prétendu droit de la guerre. Soyez les bienvenus, et recevez l'expression de notre profonde reconnaissance. Bien des souvenirs historiques nous rattachent à vous, vous venez les resserrer encore, et nous trouvons toujours des amis dans les nobles citoyens de la République helvétique, qui jadis étaient les alliés de Strasbourg, et qui, sous nos rois, n'ont jamais cessé d'être avec la France dans les termes d'une étroite alliance.

« Oui, Messieurs, soyez les bienvenus, dans ces jours si douloureux pour notre cité; vous qui venez pour sauver des femmes, des enfants, des vieillards, que n'avaient pu soustraire aux horreurs de la guerre ni le général gouverneur de la place ni l'évêque vénéré du diocèse.

« Rapportez à l'Europe le spectacle dont vous allez être témoins dans nos murs; dites ce qu'est la guerre au dix-neuvième siècle.

« Ce n'est plus contre des remparts, contre des soldats que le feu est dirigé; c'est contre les populations qu'elle se fait; ce sont des femmes et des enfants qui en sont les principales victimes.

« Nos remparts, vous l'avez vu, sont intacts, mais nos demeures sont incendiées. Nos églises, monuments séculaires et historiques, sont indignement mutilées ou détruites, et notre admirable Bibliothèque est à jamais anéantie par la savante et religieuse Allemagne.

« La conscience de l'Europe du dix-neuvième siècle admettra-t-elle que la civilisation recule à ce point de

vandalisme et que nous retombions sous l'empire des codes de la barbarie?

« Vous pourrez dire tout cela à l'Europe, mais dites également que ces cruautés, ces dévastations, ces actes renouvelés des musulmans et des barbares sont inutiles, qu'elles n'ont point dompté nos courages, et que nous restons ce que nous avons toujours été, ce que nous voulons rester toujours, des courageux et fermes Français, et comme vous, Messieurs, des citoyens dévoués et fidèles à la patrie. »

Les trois délégués du généreux peuple arrivent en se donnant le bras, paraissant en proie à une émotion bien vive. Que de larmes coulèrent quand on vit ces trois hommes mettre le pied dans la malheureuse ville! Chacun aurait voulu leur serrer les mains et les bénir, car chacun avait une mère ou une sœur ou un enfant pour qui il avait d'incessantes craintes, et qui maintenant allaient pouvoir trouver un asile protecteur. Tous les hommes se sentaient revivre; savoir en sûreté ceux qu'on aime, ne plus lutter que pour soi-même, cela donne une grande force et un grand courage!

Des liens d'amitié bien franche unissaient déjà Strasbourg à la Suisse, des liens remontant à travers les siècles, alors que Strasbourg, cité libre, contractait des alliances politiques avec les rois et les princes, et que la similitude de ses institutions, de ses mœurs et de ses intérêts la rapprochaient natureilemeni des cantons de l'Helvétie. Ces liens historiques sont renouvelés et scellés aujourd'hui pour jamais. La reconnaissance que la génération actuelle de Strasbourg porte à la Suisse devra se perpétuer dans les siècles; il faudra imprégner à tous les enfants stras-

bourgeois le saint culte de la gratitude envers le peuple helvétique; il faut que l'histoire garde dans ses annales cette œuvre d'humanité et de fraternel dévouement.

Comme ils sont grands les peuples qui s'instruisent à l'école de la liberté !

Quand les délégués suisses furent entrés..., mais ici l'auteur de ce petit livre cède la parole aux généreux citoyens mêmes dont il est question dans ces dernières pages. Les délégués suisses, de retour dans leur pays, rendirent compte de leur mission à leurs compatriotes. La description qu'ils ont faite de leur voyage et de leur arrivée à Strasbourg est écrite avec sentiment, avec loyauté, avec franchise; dans chaque ligne on trouve l'homme de cœur et d'honnêteté, et ce sera certes avec intérêt qu'on lira ce touchant récit :

« De Bâle nous était arrivée la nouvelle de la détresse de Strasbourg, la vieille ville alliée des cantons suisses, soumise aux terribles épreuves d'un bombardement et d'un long siége, en même temps qu'un appel à porter aide et secours à ses misères.

« Qui pouvait le faire de préférence ? N'est-ce pas la plus belle mission des États neutres que de prendre une part des souffrances de ceux qui sont visités par le fléau de la guerre ? C'est, en effet, de ce côté-là que peut venir une assistance libre de toutes préoccupations accessoires et n'ayant pour objet que d'adoucir ces souffrances. Il nous a donc paru que le plus urgent était de chercher à ouvrir une issue hors de leur ville aux Strasbourgeois le plus profondément atteints par les calamités du siége, et de leur offrir l'hospitalité de la Suisse.

« La Conférence d'Olten (7 septembre), rapidement réu-

nie avec la coopération du Conseil fédéral, décida d'envoyer immédiatement sur les lieux une délégation, afin d'obtenir la sortie de la population assiégée, en même temps que, dans notre patrie, on se préparerait à la recevoir.

« Cette délégation a été composée de trois membres, un de chacune des trois villes représentées à la Conférence; savoir : M. Bischoff, de Bâle, de qui était partie l'initiative; M. le D^r^ Rœmer, président du Conseil de la ville de Zurich, et M. le colonel de Büren, de Berne.

« Pleine de confiance dans la coopération de ses concitoyens, la délégation partit pour Strasbourg. Comment serait-elle accueillie par les assiégeants? Aurait-elle accès dans la ville assiégée? Dans quel état la trouverait-elle? Dans quelle mesure pourrait être efficace le secours apporté?

« Ces questions ne nous causaient pas peu d'inquiétude. Mais il ne pouvait être question d'autre chose pour le moment que d'arriver sur place le plus promptement possible, pour attendre des faits eux-mêmes une réponse positive. Nous devions croire avec une pleine confiance que Dieu nous assisterait et nous ouvrirait la voie.

« Nous étions nantis de lettres de recommandations du Conseil fédéral ainsi que du ministre à Berne de la Confédération du Nord, M. le général de Rœder, et, dès le lendemain du jour où s'était tenue la conférence, les trois membres de la délégation se réunissaient à Bâle, qu'ils quittaient aussitôt pour arriver encore le même jour à Fribourg en Brisgau.

« Sur une communication que je lui avais adressée, M. le lieutenant d'état-major H. de Wattenwyl, qui avait déjà précédemment témoigné le désir de voir le siége,

s'était joint à nous, et nous fûmes aussi accompagnés de M. le banquier Stæhling, de Strasbourg, qui se trouvait à Bâle déjà depuis plusieurs semaines. Comme ancien membre du Conseil municipal de sa ville natale, il était mieux placé que personne pour nous orienter exactement sur les choses de Strasbourg, et de bonnes connaissances de M. le Dr Bischoff dans le grand-duché de Bade nous ont été très-utiles pour atteindre le but de notre voyage.

« Pour arriver devant la forteresse, nous quittâmes, le 9, le chemin de fer badois à Dinglingen, où nous attendait une voiture, et, dans cette localité, nous reçûmes deux ordonnances à cheval pour nous accompagner. Nous passâmes le Rhin sur le pont volant entre Ichenheim et Plobsheim, et nous nous trouvâmes bientôt dans le rayon de l'armée assiégeante.

« De bien loin nous avions déjà vu se dresser devant nous le clocher de la Cathédrale, et nous entendions maintenant le tonnerre de l'artillerie. Le temps était pluvieux et orageux.

« Vers le soir seulement, nous arrivâmes au quartier-général de la division badoise à Oberschæffolsheim. Nous nous annonçâmes aussitôt au commandant de la division, général de la Roche. Sur sa recommandation et avec l'aide et la bonne volonté du maire, nous trouvâmes, non sans peine, avec de l'argent et de bonnes paroles, une petite place chez un habitant de confession israélite, puis une très-amicale réception chez un notaire demeurant en face, M. Ammann. L'espace n'était pas grand, car le général de brigade de Degenfeld avait déjà son quartier dans la maison du notaire; mais nous y reçûmes du moins un abri et des places pour y coucher. A défaut de lits, nous

nous tirâmes d'affaire avec les couvertures que nous avions apportées, et l'endroit fut aussitôt désigné comme le quartier-général de la *délégation suisse,* ou le quartier des *commissaires internationaux.*

« Le jour suivant, 10 septembre, notre premier soin fut de nous rendre à Mundolsheim, au quartier-général de l'armée assiégeante, et de nous présenter au commandant en chef, M. le général de Werder. Il nous reçut avec beaucoup d'amabilité, nous indiqua les raisons d'ordre militaire qui s'opposaient à nos demandes, mais finit cependant par y accéder facilement.

« Quant aux négociations qui y étaient relatives, il nous renvoya au chef de son état-major général, M. le lieutenant-colonel de Leszcinsky, avec lequel nous eûmes dès lors des entretiens multipliés et qui se montra toujours sympathique à notre entreprise et disposé à nous venir efficacement en aide.

« Aussitôt il se chargea de faire annoncer notre visite à Strasbourg au commandant de la place et de faire parvenir dans la ville la lettre du Conseil fédéral au maire de Strasbourg; par la voie d'un parlementaire, notre admission dans la place fut demandée pour le lendemain.

« Nous fûmes reçus surtout avec une chaleureuse sympathie par S. A. le grand-duc de Bade, qui avait établi son quartier-général dans le village voisin de Lampertheim, et nous ne fûmes pas peu encouragés par l'excellent accueil que nous trouvâmes auprès de lui. Cependant il s'agissait toujours de savoir comment se résoudrait la question principale, celle de notre admission dans la forteresse. Quelque favorable que fût le but de notre mission pour les intérêts des assiégés, nous ne pouvions nous empêcher d'éprouver certaines craintes en songeant à tout

ce qui nous avait été dit du caractère du général Uhrich. Mais combien la réalité se présenta d'une manière différente !

« La réponse du général, apportée par un parlementaire, était conçue dans des termes si reconnaissants et si cordiaux que toute incertitude disparut de notre esprit. Nous étions tombés d'accord avec le commandant de l'armée allemande pour huit heures, mais le commandant de la forteresse nous assignait onze heures. Dans le doute où nous nous trouvions de savoir laquelle des deux indications serait en définitive maintenue, dès huit heures du matin nous nous trouvions auprès du colonel de Kenz, commandant des avant-postes, et là nous attendîmes jusqu'à onze heures, après avoir reçu l'hospitalité d'un fabricant, M. Minder. Du petit belvédère de sa maison, nous embrassions du regard toute la contrée environnante. Le ciel s'était éclairci depuis la veille, mais de Kœnigshoffen il s'élevait une colonne de feu et d'épaisse fumée; un violent incendie y avait été allumé par les projectiles de la forteresse. Sur les remparts, comme sur les ouvrages des assiégeants, roulaient les nuages blanchâtres des batteries avec le bruit du tonnerre.

« A l'heure dite, se présenta l'officier prussien qui devait nous accompagner comme parlementaire; il était avec son trompette. Nous le suivîmes sur la route qui, par Kœnigshoffen, arrive à la porte Nationale (Weissthurmthor), d'abord en voiture, puis à pied lorsque nous fûmes dans le voisinage de la place. Sur ce point, la batterie des assiégeants avait interrompu son feu, et celui de la forteresse se tut également en face de nous. Un parlementaire français sortit à notre rencontre sur le glacis, monté sur un beau cheval arabe. Les deux officiers échangèrent les pa-

piers dont ils étaient porteurs, et nous suivîmes le parlementaire français. On nous fit un chemin par dessus un parapet en terre pour que notre voiture pût passer; les portes étaient ouvertes. Quelle entrée dans cette ville livrée à toutes les angoisses!

« Un Monsieur vêtu de noir vint à nous, et à la porte même nous attendait tout le Conseil municipal de Strasbourg, en habits noirs, le maire et son adjoint en tête, avec l'écharpe tricolore. Plus loin, de nombreux groupes d'habitants. Nous fûmes accueillis par des cris de: *Vive la Suisse!* etc. Des larmes d'émotion coulaient sur toutes les joues. C'était la première fois depuis le commencement du siége, depuis les jours et les nuits terribles du bombardement, que du dehors des amis pénétraient dans la ville si rigoureusement éprouvée, lui apportant leur sympathie et leur aide. Quel cœur n'eût été profondément touché! Et que vîmes-nous tout aux alentours? Une affreuse destruction: le quartier au travers duquel passait la rue était en grande partie brûlé, et le spectacle que j'avais sous les yeux m'a rappelé les ruines de Glaris lorsque je les visitai quelques jours après la catastrophe. A l'adresse qui nous fut lue par le maire au nom du Conseil municipal, M. Bischoff répondit pour nous brièvement que, trop peu éloquents, nous chercherions à faire parler les faits pour nous.

« Nous arrivâmes après cela par le pont sur l'Ill dans l'intérieur de la ville. Là la destruction était beaucoup moindre. Au milieu des quartiers on voyait çà et là quelques maisons brûlées jusqu'au rez-de-chaussée. Beaucoup d'autres pouvaient être endommagées, mais en somme il n'y avait rien d'extraordinaire. Ce qui frappait plutôt, c'est que, se sachant dans une ville populeuse, on ne

voyait que des magasins fermés, des fenêtres en partie barricadées, des soupiraux de caves bouchés. Mais une grande foule de peuple étroitement pressée nous attendait au passage. M. le maire voulut l'éviter et nous faire prendre une autre rue, mais cédant aux acclamations qui se faisaient entendre, il continua à suivre la même route que précédemment.

« Le Conseil municipal a établi son siége à l'Hôtel-du-Commerce. La mairie, en effet, avait été fort maltraitée. On s'y sert, comme salle des séances, d'un local voûté dans lequel on nous fit entrer. Nous nous étions attendus à ce que nous fussions avant tout conduits au commandant de la forteresse, mais la préséance fut, en cette affaire, entièrement et sans contestation laissée à l'autorité communale.

« L'officier qui nous avait introduits resta avec nous; nous refusâmes les rafraîchissements qui nous furent offerts; il y avait de plus urgente besogne à faire. M. Bischoff exposa succinctement le programme que nous nous étions donné, les mesures qu'il y aurait à prendre, en particulier en ce qui concernait l'établissement d'un rôle de toutes les personnes qui seraient dans le cas de faire usage de l'autorisation éventuelle de sortie des deux commandants militaires. On nous demanda quel pourrait en être le nombre. Nous ne pûmes donner une réponse précise, n'ayant nous-mêmes aucune indication à cet égard. Avant tout, il fallait constater les cas où la sortie était nécessaire; dans ce but, la mairie devait faire une publication dans laquelle chacun pouvait se faire annoncer, les femmes et les enfants, les vieillards et les malades devant naturellement être pris particulièrement en considération; on recommandait d'user de discrétion dans l'établissement

de cette liste, puisque ce n'était pas à nous qu'il appartenait de prononcer en dernier ressort. Dans tous les cas, cette tâche devait incomber aux autorités communales, puisque, ne connaissant ni les personnes ni les circonstances, nous ne pouvions nous-mêmes y coopérer.

« Après cela vint le tour de la visite au commandant de la place, le général Uhrich; son quartier-général se trouve dans la ville, dans l'hôtel même qu'il occupe en raison de ses fonctions. Les boulets n'avaient pas épargné cet hôtel, mais il présentait encore une belle apparence. Le général s'était arrangé au rez-de-chaussée un bureau de travail et une chambre à coucher. La réception qu'il nous fit fut tout à fait conforme à la lettre qu'il nous avait envoyée. Il se déclara parfaitement d'accord avec notre programme et fit preuve de la meilleure volonté pour nous aider à le réaliser.

« Le maire nous accompagna, et le préfet fut appelé; nous échangeâmes aussi quelques mots avec lui sur l'attitude excellente et le dévouement des habitants, ainsi que sur leur immuable attachement à leur patrie.

« Le général Uhrich ne nous adressa pas une seule question sur les événements qui se passaient au dehors, et il va sans dire que, de notre côté, nous ne voulions pas sortir des termes de notre mission. En revanche, l'amiral Excelmans, qui était venu à Strasbourg pour y prendre le commandement d'une flottille de chaloupes canonnières sur le Rhin et qui, tout en se trouvant maintenant sur la terre ferme, rend de bons services à la défense de la place, adressa une série de questions successivement à chacun de nous pour obtenir des informations sur l'état des choses.

« Fait singulier! On avait à peine un soupçon dans la

forteresse des terribles revers qui avaient frappé l'armée française durant ces derniers temps, ou bien l'on ne pouvait ou ne voulait pas croire aux nouvelles contenues dans les journaux et les dépêches d'Allemagne que, de temps à autre, les assiégeants communiquaient au commandant de Strasbourg. Nous confirmâmes la pleine authenticité de la catastrophe de Sedan, et nous répondîmes de la manière la plus négative à la question qui nous fut posée à l'égard de succès remportés par l'armée française et de l'approche de Strasbourg d'une armée de secours.

« On a souvent fait au commandant le reproche d'avoir laissé les habitants, comme aussi d'ailleurs ses troupes, dans l'ignorance absolue de ce qui se passait au dehors, et de les avoir même entretenus de fausses espérances sur l'arrivée prochaine d'une armée française, les trompant ainsi afin de les exciter à la résistance. Je dois dire qu'à notre égard il ne montra pas la moindre trace de défiance, et nous laissa la plus complète liberté de circuler dans la ville et de converser avec les habitants. Mais nous n'en eûmes que plus scrupuleuse attention à ne pas abuser de cette confiance.

« Une promenade au travers de la ville nous permit de visiter spécialement la Cathédrale. Il est vrai que sur le sol gisent quelques débris. Un boulet qui a atteint la lanterne, l'a quelque peu endommagée, et plusieurs boulets ont traversé des vitraux. La toiture en bois de la nef a été brûlée, mais au-dessous subsistent toujours les voûtes intactes. L'imposant édifice reste debout dans toute sa majesté. Son horloge admirable, n'a point été non plus détruite; seulement on ne la remonte plus. Ce n'est pas sans peine que nous avons obtenu la permission de pénétrer dans l'intérieur; les portes étaient closes; dans une

des chapelles latérales officiait un ecclésiastique; sauf lui et nous, l'église était vide.

« Maintenant, du reste, les batteries allemandes ont l'ordre exprès de respecter la Cathédrale; les habitants nous ont fait remarquer que cependant, le matin même, elle avait encore été atteinte par un projectile. A ce que que nous avons appris, il s'agissait d'un shrapnel qui y avait été envoyé comme avertissement, parce que les assiégeants avaient vu quelqu'un monter au clocher, qui est un superbe observatoire pour examiner toute la campagne aux environs et en particulier tous les travaux du siége. Les assiégeants disent avec justice que, s'ils s'imposent l'obligation d'épargner ce monument, il faut qu'à leur tour les assiégés renoncent à en tirer parti pour leur défense.

« La perte la plus irréparable est celle de la Bibliothèque, qui a été complétement brûlée; les pistolets de Kléber et quelques autres curiosités qui ont été sauvées ou retrouvées sont bien peu de chose à côté des trésors perdus irrévocablement pour la science. Mais pourquoi n'a-t-on rien fait pour les mettre à l'abri, par exemple dans les caves, dit-on dans le camp allemand, puisque vingt-quatre heures à l'avance le bombardement avait été annoncé au commandement de la place? Il paraît que celui-ci, d'après ce qui nous a été indiqué, n'avait point donné aux habitants communication de cet avis de l'ennemi.

« L'incendie du Temple-Neuf et d'une partie du Gymnase appartenant aux protestants constitue aussi une lourde perte, et le jour avant notre entrée dans Strasbourg le théâtre avait été détruit. Ce fait est surtout sensible en ce moment parce qu'il servait de refuge à beau-

coup de personnes qui avaient été privées de leurs logis par le bombardement. On ne tirait plus sur la ville elle-même, mais seulement sur les remparts et les bâtiments militaires; mais les boulets ne vont pas toujours à leur adresse, et pendant que nous nous trouvions dans la ville, nous en avons entendu siffler et éclater plus d'un.

« Les habitants croyaient que, pendant notre présence, le feu serait interrompu et qu'ils pourraient respirer pendant quelque temps, et ils n'ont guère été satisfaits lorsqu'ils ont vu qu'il n'en était tenu nul compte. Quant à nous, nous ne nous étions point attendus à cette suspension du feu, et nous comprenions parfaitement que le siége ne pouvait être interrompu pour nous. Il nous suffisait pleinement d'avoir pu entrer facilement et sans danger dans la place.

« Sur notre chemin, nous rencontrâmes çà et là des personnes de connaissance. M. Stæhling, notre compagnon, avait fait préparer dans sa maison une collation à notre intention. Ses fils et ses domestiques étaient restés au logis et avaient élu domicile dans les caves; on y faisait même la cuisine. Il avait pu se procurer au dehors un peu de viande, qui coûte en ce moment dans la ville 3 fr. la livre, — la viande de cheval moitié de ce prix. Il ne paraît pas, du reste, qu'il y ait manque de subsistances. Nous reçûmes chez M. Stæhling la visite de plusieurs personnes. Deux aimables jeunes filles nous présentèrent un bouquet colossal; ce sont les nièces du frère du maréchal Pélissier, qui, il y a peu de jours, a été tué par un obus dans sa maison située vis-à-vis de celle où nous nous trouvions. Cette famille de L... a quitté peu après Strasbourg avec notre première colonne d'émigrants.

« Vers quatre heures, nous nous trouvâmes de nouveau

à la Mairie pour opérer notre retour. Le même parlementaire qui nous avait reçus nous accompagna hors de la forteresse ; on nous avait donné beaucoup de lettres à remettre à leur destination ; au quartier-général allemand, on voulut bien se charger de les faire parvenir.

« Nous revenions pénétrés de profondes impressions et reconnaissants du fond du cœur pour la cordiale réception des habitants, pour le bon accueil du commandant et pour la protection qui nous avait préservés de tout accident.

« Le jour suivant, nous nous rendîmes de nouveau au quartier-général allemand. Il fallait concilier l'exécution des mesures avec le délai nécessaire pour dresser les listes de sortie. Nous n'avions encore aucune notion du nombre de ceux qui pouvaient se présenter pour quitter la ville; mais le général de Werder paraissait disposé à se montrer large. Déjà, sur l'intervention du grand-duc de Bade, un certain nombre de personnes et de familles avaient pu être successivement renvoyées de la place. Maintenant le commandant allemand mit à notre disposition environ trente chars par colonne d'émigrants, pour les recevoir aux portes de la place et les conduire de là jusqu'au pont de bateaux de Rhinau. Là, d'autres voitures devaient les prendre et les amener au chemin de fer badois, qui, à son tour, devait les expédier sur Bâle, gratuitement, par un train spécial. Le général de Werder attachait une certaine importance à ce que les émigrants se rendissent en Suisse; il paraît que quelques-uns, antérieurement, avaient occasionné des plaintes par suite de leur conduite vis-à-vis des Allemands.

« Notre intention était d'organiser à Lahr et à Dinglingen une étape où les émigrants pussent passer la nuit suivant



LA PORTE NATIONALE.



leur sortie de Strasbourg, pour repartir le lendemain matin, de telle façon que ce jour-là ils pussent arriver en Suisse jusqu'au lieu de leur destination. MM. Bischoff et de Wattenwyl se rendirent par conséquent le 13 au matin à Lahr pour y disposer tout en conséquence. Ils y trouvèrent beaucoup de bonne disposition à leur prêter assistance, mais il ne leur fut pas possible d'y établir un quartier de nuit. Il fallut donc activer autant que possible la traversée de Strasbourg jusqu'au chemin de fer badois, afin que celui-ci pût au moins dans la même journée porter ses passagers jusqu'à Bâle. Les habitants de Lahr se sont prêtés avec beaucoup d'hospitalité à la réception des malheureux Strasbourgeois, et leur ont, entre autres, préparé des rafraîchissements.

« Tous ces préliminaires absorbèrent du temps, et ce ne fut que le jeudi 15 septembre, à dix heures du matin, que put avoir lieu la sortie de la première colonne des émigrants de Strasbourg se rendant en Suisse. »

C'est là que se termine cette simple et fidèle narration. Elle dépasse la date du 11 septembre, sous laquelle nous écrivions au moment de l'intercaler dans nos pages, et nous allons reprendre les événements au point où nous les avons laissés.

A cinq heures du soir, les délégués quittèrent la ville, et l'affiche suivante fut placardée sur les murs :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

AVIS.

« Les personnes qui désirent obtenir, pour elles et pour leurs familles, un sauf-conduit pour quitter la ville sous

les auspices des délégués de la Confédération suisse, sont invitées à se faire inscrire au bureau qui sera établi à l'Hôtel-du-Commerce (local de la Bourse, rue des Serruriers), à partir de lundi 12 septembre courant, à huit heures du matin.

« Strasbourg, le 11 septembre 1870.

« Le Maire, HUMANN. »

Lundi 12 septembre.

De grand matin, les habitants se pressèrent devant l'Hôtel-du-Commerce pour se faire inscrire à l'effet d'obtenir des saufs-conduits, et plusieurs milliers de demandes furent remises dans l'espace de quelques heures.

Les délégués suisses avaient apporté à Strasbourg autre chose encore que l'offre de l'hospitalité pour les malheureux; ils avaient apporté la confirmation de certaines nouvelles qui circulaient depuis quelques jours en ville et que l'administration s'obstinait à ne pas confirmer. Ils annoncèrent que la République était effectivement proclamée à Paris; que l'empereur était prisonnier; que 80,000 soldats français avaient capitulé à Sedan, et que l'armée allemande devait être sous les murs de Paris.

Le *Courrier du Bas-Rhin*, qui connaissait toutes ces nouvelles depuis plusieurs jours, mais qui n'avait pas voulu les lancer dans le public faute de confirmation positive, n'hésita plus à les publier dès le moment où des hommes comme les délégués suisses les lui donnaient pour certaines; il fit paraître un Supplément contenant le résumé des derniers événements. La proclamation de la République mit toute la population en joie; quant à la

capitulation de Sedan, on la réputait impossible et inventée. Il fallut que le *Courrier du Bas-Rhin* publiât des extraits de quelques journaux français qu'il était parvenu à se procurer, pour qu'on admît enfin comme vrai ce fait unique dans les annales militaires.

La Commission municipale venait à peine d'entrer en séance lorsqu'on lui annonça l'arrivée du baron Pron, préfet du Bas-Rhin. Laissons parler ici le procès-verbal :

« A ce moment de la séance, *M. le Préfet* entre dans la salle, prend place au bureau et communique à la Commission les dépêches importantes qu'il venait, a-t-il dit, de recevoir de M. le sous-préfet de Schlestadt.

« Ces nouvelles consistent dans la déchéance de la dynastie napoléonienne, dans la proclamation de la République et dans la constitution d'un gouvernement de défense nationale.

« M. le Préfet donne ensuite lecture d'une proclamation qu'il adresse aux habitants de Strasbourg pour leur annoncer que, « dès hier soir, sur le bruit apporté par des « étrangers honorables que la République était proclamée « à Paris, il s'était empressé d'écrire aux membres du « gouvernement provisoire qu'il résignait son mandat, et « se bornerait, en attendant l'arrivée de son successeur, « à assurer la tranquillité publique et à garantir devant « l'ennemi la dignité du drapeau national. »

« M. le Préfet a fait encore la communication suivante : Qu'il résulte d'une lettre particulière reçue par lui, que le Corps législatif a déclaré « que Strasbourg, ses soldats « et ses citoyens ont bien mérité de la patrie. »

« Après avoir donné ces communications, M. le Préfet se retire.

« *M. Charles Bœrsch* propose aussitôt à la Commission de faire acte d'adhésion aux grandes résolutions du peuple de Paris. Cette motion est accueillie aux cris de : *Vive la République !*

« Une députation se rend aussitôt auprès du général.

« La séance, suspendue pendant une heure, est reprise à cinq heures et demie.

« La députation est de retour du quartier-général. *M. le Maire* l'invite à rendre compte du résultat de son entrevue avec le général Uhrich.

« *M. Saglio*, au nom de ses collègues, fait connaître la réponse du général, pouvant se résumer ainsi :

« C'est une chose grave de proclamer un gouvernement
« nouveau; la gravité augmente lorsqu'un chef militaire
« n'a pas reçu de son supérieur hiérarchique de commu-
« nication officielle. Je me trouve dans cette position;
« personnellement je n'éprouverai aucune répugnance à
« la démarche qui m'est demandée. Déjà j'ai servi la Ré-
« publique et je l'ai servie avec loyauté; mon désir, en
« accomplissant mes devoirs, est de marcher d'accord avec
« cette population qui s'est si noblement conduite et avec
« ses représentants. Vous comprendrez néanmoins qu'avant
« de prendre une résolution importante, j'examine de
« nouveau les dépêches arrivées à la Préfecture et que je
« prenne l'avis de mon Conseil de défense. Veuillez venir
« me retrouver demain à dix heures. »

« *M. Charles Bœrsch* complète cette relation par les mots suivants :

« Ayant demandé au général s'il ne comptait pas dès à
« présent annoncer à la ville de Strasbourg la proclamation
« de la République, M. le général a répondu qu'il ne lui
« serait possible de le faire que quand il en aurait reçu

« l'ordre officiel de son supérieur, le ministre de la guerre ; « mais il a ajouté qu'il acceptait comme un fait réel l'évé- « nement politique dont la députation venait de lui donner « la nouvelle. »

« *M. le Maire* dit qu'il n'est pas étonné des paroles prononcées par le général ; le général Uhrich, ajoute M. le Maire, est un brave et digne citoyen, un bon Français, plein de loyauté et de patriotisme. »

Il n'y avait donc plus de doute possible : la France était délivrée des Bonaparte ! Et dans ce pauvre Strasbourg si malmené, si souffrant, si attristé, si abattu, on oublia un instant l'ennemi et son bombardement, on eut un instant le cœur tout à la joie, et, spectacle unique dans le monde et dans l'histoire, cette ville qui brûlait d'un côté, cette ville qui s'effondrait de l'autre, cette ville dont les rues étaient sillonnées par les convois funèbres et les brancards des blessés, cette ville qui semblait à l'agonie, elle se pavoisa, et pendant quelques heures les drapeaux flottèrent aux façades. Les couleurs de fête brodées tout à coup sur un crêpe funèbre.....

Ah ! pourquoi le terrible bruit des obus vint-il alors la rappeler à elle-même ? pourquoi cette joie qui jaillissait de tous les cœurs et de tous les visages fut-elle refoulée si vite ? C'était un tourment horrible que d'étouffer ainsi le bonheur qui voulait faire explosion, que de quitter tout à coup le sourire pour reprendre le deuil, que d'entendre crier : au feu ! au lieu d'entendre retentir la Marseillaise !

Mardi 13 septembre.

Le lendemain matin, deux proclamations étaient affichées ; l'une, émanant du Préfet, était ainsi conçue :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN.

«Strasbourg, 12 sept. 1870, 4 h. du soir.

« Habitants de Strasbourg,

«Pour la première fois, après douze jours d'angoisses, je reçois des nouvelles de Paris, nouvelles que j'ai lieu de croire officielles, malgré la voie détournée par laquelle elles m'arrivent de Schlestadt.

« Ces nouvelles, les voici :

« Paris, 4 sept. 1870, 6 h. du soir.

« *A MM. les Préfets, Sous-Préfets, au Gouverneur général de l'Algérie et à toutes les stations télégraphiques de France.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

« La déchéance a été prononcée au Corps législatif, la «République a été proclamée à l'Hôtel-de-Ville. Un gou- «vernement de défense nationale, composé de onze mem- «bres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par «l'acclamation populaire.

«Les noms sont: Emmanuel Arago, Crémieux, Jules «Favre, Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, «Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon.

« Le général Trochu est à la fois maintenu dans ses « pouvoirs de gouverneur de Paris et nommé ministre de «la guerre, en remplacement du général Palikao.

« Veuillez faire afficher immédiatement et, au besoin, « proclamer la présente déclaration pour le gouvernement « de la défense nationale.

« Le ministre de l'intérieur,

« LÉON GAMBETTA.

« Paris, 4 septembre 1870, à six heures du soir.

« Pour copie conforme :

« Le chef de service,

« WECK. »

« Sans attendre cette dépêche et sur le bruit apporté hier dans la ville par des étrangers honorables que la République était proclamée à Paris, je me suis empressé d'écrire à MM. les membres du gouvernement provisoire que je résigne mon mandat et me borne désormais, en attendant, soit la levée du siége, soit l'arrivée de mon successeur, à assurer la tranquillité publique et à garantir devant l'ennemi la dignité du drapeau national.

« Habitants de Strasbourg, je vous devais la vérité ; je vous l'apporte dès qu'elle m'est parvenue.

« J'ajoute que d'une lettre particulière il résulte que le Corps législatif a déclaré que *Strasbourg, ses habitants et ses autorités ont bien mérité de la patrie !*

« Dans ces heures de souffrances patriotiques, laissez-moi vous donner le conseil de rester calmes, de respecter les autorités et de soutenir noblement le drapeau de la France.

« En vous quittant, j'emporterai le souvenir de vos nobles et solides qualités, de vos bons sentiments à mon égard. Je n'oublierai jamais ni votre excellente ville ni

ce beau département qu'il m'a été doux d'administrer pendant cinq années.

« Strasbourg, le 12 septembre 1870, quatre heures du soir. A. PRON. »

L'autre proclamation émanait du général. Elle contenait ce qui suit :

6e DIVISION MILITAIRE.

« Habitants de Strasbourg, officiers, sous-officiers et soldats de la garnison!

« La République a été proclamée à Paris. Un gouvernement de défense nationale s'est constitué. En tête de son programme il a mis l'expulsion de l'étranger du sol français. Nous nous rallierons tous à lui, nous, chargés de la défense de Strasbourg, chargés de conserver à la France cette noble et importante cité.

« Unissons donc nos volontés et nos forces pour atteindre ce but et pour concourir ainsi au salut de la patrie.

« Habitants de Strasbourg,

« Par vos souffrances, par votre résignation, par le courage de ceux d'entre vous qui prennent part à la défense de la ville, par votre patriotisme, vous avez secondé l'armée dans les efforts qu'elle a eu à accomplir. Vous resterez dignes de vous-mêmes.

« Et vous soldats!

« Votre passé répond de l'avenir; je compte sur vous, comptez sur moi.

« Au quartier-général à Strasbourg, 12 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur,

« UHRICH. »

On lisait avec avidité ces documents, qui confirmaient officiellement la bonne nouvelle de la veille, et chacun résumait ses idées, ses réflexions et ses pensées dans ce seul mot, poussé comme un soupir de soulagement : Enfin !

Les délégués suisses arrivèrent pour la seconde fois à Strasbourg dans cette journée du 13; voici encore le récit qu'ils ont fait eux-mêmes de ce second voyage :

« Au moment où nous allions quitter le quartier-général allemand pour nous rendre à Strasbourg, nous fûmes arrêtés par un incident; c'était l'arrivée, au quartier-général, du capitaine Archer, Français, prisonnier de guerre, commandant de la place de Lichtenberg dans les Vosges, qu'il avait dû rendre aux Prussiens parce qu'elle était intenable. Il devait être échangé, devant les remparts de Strasbourg, contre un officier allemand blessé et prisonnier des Français, le lieutenant de Versen. Il fut décidé que l'échange aurait lieu, aussitôt que les pièces officielles seraient rédigées, par le parlementaire qui devait nous accompagner nous-mêmes, et, de notre côté, nous offrîmes une place dans notre voiture à l'officier français pour aller à Strasbourg et à l'officier allemand pour en revenir, ce qui fut accepté volontiers.

« Notre excursion ce jour-là fut plus triste que la précédente. Il s'écoula un assez long temps avant que l'on eût fait taire toutes les batteries qui sillonnaient de leurs boulets l'espace que nous avions à parcourir, et je trouvai plus lugubre le résonnement de la trompette du parlementaire au travers des ruines de Kœnigshoffen. Nous avions laissé l'officier français et la voiture en arrière à Eckbolsheim ; nous dûmes approcher assez près des forti-

fications avec l'officier allemand qui nous accompagnait, jusqu'à ce que nous eûmes rencontré une patrouille française, commandée par un officier qui nous arrêta par ces mots : « Que voulez-vous, Messieurs? » Le parlementaire lui remit les papiers dont il était porteur; nous nous présentâmes comme les délégués suisses à Strasbourg, et là-dessus, sans que nous eussions à attendre devant les remparts, comme nous l'avions craint, l'autorisation d'entrer dans la ville, nous y fûmes conduits immédiatement. Il est vrai que, n'étant pas régulièrement annoncés, ce ne fut pas par le pont-levis et la porte principale que nous y entrâmes, mais par un chemin bien plus pittoresque, par dessus les parapets, montant et descendant les escaliers étroits qui font communiquer les ouvrages avec les fossés par de petites passerelles, enfin par des passages souterrains, jusqu'à ce que, plus tôt que nous ne nous y attendions, nous nous trouvâmes tout d'un coup dans l'enceinte, en dedans de la porte Nationale.

« Ce jour-là, d'ailleurs, nous venions tout à fait *incognito*, et nous étions seulement préoccupés de terminer notre affaire. Notre première visite fut pour le général Uhrich, qui nous était venu en aide autant qu'il était en lui, et avait déjà préparé la liste d'émigrants qui devait être soumise à l'approbation du général de Werder. De chez le général Uhrich, nous nous rendîmes à l'Hôtel-du-Commerce, où avait lieu précisément une séance orageuse de la Commission municipale. En effet, la situation avait fort changé depuis dimanche: la République avait été proclamée; M. Humann ayant donné sa démission, un nouveau maire avait été élu; une partie des rues était pavoisée. Avec quelques-uns des membres qui avaient été constitués

en comité pour notre affaire, nous prîmes alors les mesures nécessaires pour la formation de la première colonne du jeudi; car, d'après ce que nous avions appris à Mundolsheim, il ne pouvait être question de mercredi. Ce jour-là nous trouvâmes déjà plus d'animation dans la ville; le sentiment que les communications étaient en quelque sorte rétablies avec le dehors, et que le terme de leurs misères était proche pour tant de malheureux, avait jeté un nouvel élément de vie dans la population.

«Nous employâmes le reste du temps dont nous pouvions disposer à quelques visites, en particulier dans les caves transformées en habitations; leur aspect et leur arrangement seraient dignes du pinceau d'un peintre. Il est d'ailleurs difficile de s'en faire une idée sans les avoir vues de ses yeux.

«Des tonneaux, des provisions, des caisses fermées renfermant quelques objets précieux, des lits, des meubles, tout y est entassé, tout s'y condense; un peu plus loin, c'est un foyer provisoire pour la cuisson des aliments, et l'escalier de la cave sert à la fois de cheminée et de ventilateur pour les odeurs de cette cuisine souterraine, attendu que tous les soupiraux, pour plus de sûreté, ont été fermés avec des pierres et garnis de fumier en dehors. Et dans ces trous, combien de malheureux habitants de Strasbourg ont déjà passé de longues et terribles semaines! Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que beaucoup d'entre eux dussent, au moment d'en sortir, habituer de nouveau leurs regards à la lumière du soleil. Un autre spectacle étrange était celui que présentaient les fenêtres de toutes les façades des maisons exposées au feu de l'ennemi, avec leur véritable armement de matelas, de sacs de paille, etc., destiné à arrêter autant que possible les

boulets ou à en amortir le choc. Bref, tout portait la trace d'un siége et d'un siége rigoureux.

« L'heure du retour vint enfin, et nous dûmes attendre près de la porte Nationale — souvent inquiétés par les obus dont plusieurs éclatèrent à une proximité peu rassurante — le prisonnier allemand qui devait être échangé; au bout d'une demi-heure, il arriva sur une voiture d'ambulance française fort bien disposée, car il était grièvement blessé. Cette fois, la porte principale s'ouvrit de nouveau pour nous; l'appel de la trompette, le drapeau blanc parlementaire et celui de la Convention de Genève annoncèrent aux batteries allemandes notre sortie, et leur feu fut promptement arrêté. Nous fîmes halte au premier avant-poste, pour que l'on fît venir d'Eckbolsheim M. Archer; dans l'intervalle, s'entama la conversation la plus amicale entre les officiers francais et allemands; ils échangeaient des cigares, et, à les entendre se dire « mon camarade, » on oubliait presque complétement que l'on voyait là en face les uns des autres des ennemis acharnés. Enfin arriva l'officier allemand chargé d'opérer l'échange; ce fut un nouveau tableau de genre que la présentation mutuelle des deux officiers prisonniers qui allaient redevenir libres et rejoindre chacun les siens. L'Allemand blessé se saisit avec un véritable sentiment de triomphe de son sabre placé jusque-là à côté de lui sur le lit où il était couché; tous deux se donnèrent cordialement la main avant de se séparer. Comme l'état du lieutenant de Versen ne lui permettait pas d'être transporté dans la voiture qui nous avait amenés, l'officier parlementaire français, le capitaine Farre, offrit à l'officier allemand, avec une courtoisie toute française, de prendre avec lui la voiture d'ambulance jusqu'au plus prochain hôpital

allemand, ce qui fut accepté aussitôt avec remerciments.

« Les deux soldats français qui la conduisaient firent place à deux Allemands, et furent conduits, les yeux bandés, avec la voiture, jusqu'à ce qu'ils eussent dépassé les avant-postes allemands.

« A Kœnigshoffen on leur rendit l'usage de leurs yeux, et on leur servit à boire et à manger en attendant que leur char d'ambulance revînt de l'hôpital d'Eckbolsheim; puis ils furent, avec leur char, reconduits, de nouveau les yeux bandés, jusqu'aux avant-postes de la forteresse.

« De semblables petites scènes peuvent paraître insignifiantes à bien des gens. Mais pour ceux qui y ont assisté, elles jettent, dans le sombre tableau de la guerre, quelques rayons de lumière bienfaisante qu'ils ne sauraient aisément oublier ensuite!

« Il nous restait encore à terminer notre travail à Mundolsheim avec M. de Leszcynski, tâche qui nous fut rendue plus agréable par les cigares de réquisition que les Allemands appellent pittoresquement des *requirados*.

« Nous tombâmes d'accord que, le jeudi à dix heures, une première colonne de 500 personnes serait reçue à la porte d'Austerlitz avec des chars de réquisition, le choix des autorisations à donner, sur les 4000 demandes de sortie formulées, devant être laissé au chef de l'état-major général de l'armée de siége.

« Par une nuit obscure qu'éclairaient seulement les incendies allumés à Strasbourg et dans les environs par les obus et les bombes, nous partîmes armés des mots d'ordre et de ralliement pour arriver à Oberschæffolsheim au travers des postes de l'armée de siége, toujours sur le qui-vive le plus actif.

« Le jour suivant, mercredi 14, nous nous rendîmes à Lahr pour y rejoindre nos collègues et y préparer la réception des fugitifs à Rhinau et Orschweyer. A notre arrivée à Lahr, tout était déjà prêt, grâce à la manière digne de toute reconnaissance dont les habitants avaient prêté leur concours aux délégués suisses.

« Le jeudi, à dix heures précises, je me réunissais à mes collègues en avant de la porte d'Austerlitz. Le général Uhrich lui-même avait accompagné, avec quelques notabilités militaires, la colonne des émigrants jusque hors de la forteresse. En deçà des barricades de la porte attendaient 60 chars bourrés de paille. Un certain nombre d'officiers contemplaient le spectacle qu'offrait la caravane à son départ. Et en vérité quel coup d'œil lorsque l'on vit s'ébranler lentement une longue file de voitures, d'omnibus d'hôtels et de chemin de fer, etc., tous chargés d'autant de personnes qu'il était possible d'en entasser, suivis d'une foule de femmes et d'enfants à pied ; quant aux hommes, on n'en avait point laissé sortir sauf quelques vieillards. Tous ces visages rayonnaient de joie et de gratitude, et le soleil lui-même semblait prendre plaisir à éclairer cette scène de bonheur au milieu de tant de sombres tristesses? Pour laisser passer les voitures sortant de Strasbourg, une partie des barricades établies dans la campagne par les avant-postes badois dut être démolie par ceux-ci, ce qui ne fut pas fait sans une certaine humeur par les officiers allemands, attendu que ce ne devait pas être une tâche agréable de les rétablir plus tard sous le feu de la place. Aussitôt un membre de notre légation adressa au général Uhrich la demande qu'un délai fût donné jusqu'à midi pour rétablir les travaux dont le passage des émigrants exigeait la démolition. « Oh!

répondit aussitôt le général de la manière la plus aimable, non pas jusqu'à midi, jusqu'à une heure et plus tard s'il le faut; on leur laissera tout le temps nécessaire. »

« Lorsque tout fut emballé et que chaque char eut été pourvu d'une garde militaire, la colonne se mit en route avec une escorte de cavalerie vers Rhinau. Encore un dernier serrement de main, un dernier adieu aux Strasbourgeois et nous partîmes à notre tour profondément heureux d'avoir pu mener à bonne fin notre mission, et convaincus d'avance de la cordiale réception qui attendait ces étrangers fugitifs dans notre chère patrie suisse.

« Le samedi 17 septembre, après avoir pris la veille congé du général de Werder, ainsi que du chef d'état-major de Leszcynski, et envoyé aux Strasbourgeois une dernière et chaleureuse parole d'adieu, nous quittâmes nos collègues qui devaient prolonger leur séjour à Lahr pour attendre les colonnes suivantes. Cette fois notre route ne nous ramenait pas au lugubre concert des pièces de siége, mais elle nous conduisait en Suisse, et dès le lendemain nous allions entendre les sons paisibles des cloches annonçant le jeûne fédéral, qui, en de pareilles circonstances, avaient, dans nos cœurs pénétrés de reconnaissance, un écho plus solennel que jamais.

« Et en vérité nous avions bien des motifs de reconnaissance. C'est assurément un fait qui n'est pas ordinaire que de trouver, ainsi que cela nous était arrivé, un accueil également bienveillant auprès des deux armées en pleine guerre l'une contre l'autre. Notre attente à cet égard avait été dépassée de beaucoup, bien que le résultat de l'évacuation de Strasbourg n'ait pas été atteint dans les proportions que nous eussions désirées. Néanmoins la possibilité donnée à ceux qui ont pu quitter Strasbourg

de sortir d'une manière sûre et commode de ce lieu de lamentations ne se mesure pas par des chiffres. En outre il ne faut pas oublier que depuis nos négociations avec le grand-duc de Bade et le général de Werder, à diverses reprises, une centaine de personnes qui s'étaient enfuies à Neudorf ont été mises en liberté par l'armée allemande. Si d'ailleurs une partie des Strasbourgeois émigrés de leur ville a préféré chercher un asile chez leurs amis et connaissances de l'Alsace et de Bade, au lieu de venir en Suisse, nous devons nous en réjouir dans leur propre intérêt.

«Mais, avant tout, ce que l'on ne saurait apprécier à une trop haute valeur, c'est l'effet moral et le résultat pratique de l'intervention toute chrétienne de la Suisse neutre en faveur de malheureux arrivés à l'extrême de l'affliction. Notre réception à la porte Nationale nous a montré que la Suisse avait été bien comprise par Strasbourg, et nous n'attachons pas une moindre signification morale à la sympathique bienveillance que nous ont témoignée les chefs de l'armée allemande auxquels incombe la dure et lourde tâche d'un semblable siége.

« Une seule pensée pèse encore sur nos cœurs, au milieu de tous nos motifs de reconnaissance pour ce que nous avons pu obtenir, c'est celle de l'effroyable calamité que le dernier acte militaire de ce siége, l'assaut de Strasbourg, va attirer soit sur la malheureuse cité, soit sur les soldats qui l'assiégent. Nos vœux les plus ardents sont pour que cette terrible catastrophe puisse être évitée, et pour que la ville, si cruellement éprouvée aujourd'hui, puisse dans un avenir prochain retrouver des jours heureux et bénis par la paix! »






UNIV.
OF
MICH.

Mercredi 14 septembre.

La canonnade est formidable pendant la journée tout entière. Les remparts répondent à l'artillerie assiégeante avec une vigueur extraordinaire. On parlait vaguement d'un armistice sur le point d'être conclu : chaque fois que le bruit du canon cessait pendant quelques instants, on croyait que les hostilités étaient en effet interrompues; mais le sifflement des obus, le ronflement ou plutôt le hurlement des éclats reprenant aussitôt, l'on voyait bien qu'on n'était pas à la fin de ses peines.

La patience pourtant ne faillissait pas encore, mais une lassitude morale et physique envahissait la population. Les hommes veillaient toutes les nuits; ils ne quittaient plus leurs habits, ne se couchaient que quelques heures de jour sur un matelas jeté à terre, et n'avaient pas, malgré l'abondance de certaines denrées, le régime nécessaire pour une vie si fatigante. Toutes les familles avaient dû restreindre leur manière de vivre ordinaire; les gens aisés seuls se permettaient encore quotidiennement un plat de viande[1].

La Commission municipale procéda, le 14 septembre, à l'élection d'un nouveau maire, l'ancien maire, M. Hu-

[1] Le bœuf coûtait alors 3 fr. le demi-kilo; le cheval, vendu d'abord 25 cent., atteignit le prix de 1 fr. 50 c. et 2 fr. le demi-kilo; du beurre, il n'y en avait qu'à de rares intervalles et il coûtait 5 fr. le demi-kilo; le demi-litre de lait valait 50, 75 c., même 1 fr.; un œuf se payait 25 c.; le sac de pommes de terre, 60 fr.; un oignon, 10 c., etc. Le sucre, le riz, le café n'avaient pas augmenté sensiblement. Le pain se vendait au prix ordinaire, ainsi que le vin, qui se trouvait en abondance dans la place.

mann, ayant donné sa démission. Elle choisit pour ces fonctions, alors plus difficiles et plus pénibles à remplir que jamais, le docteur Küss, professeur à la Faculté de médecine, un des hommes les plus estimés, les plus éclairés de la cité. La population tout entière ratifia ce excellent choix et le sanctionna de sa chaude et unanime approbation.

Qu'on nous permette de reproduire ici les quelques lignes que le *Courrier du Bas-Rhin* du 15 septembre consacra au maire nouvellement élu :

« La Commission municipale de Strasbourg a pris hier une mesure qui, nous n'en doutons pas, sera ratifiée par toute notre population. La République ayant été proclamée, il était urgent que le premier magistrat de la cité fût un républicain, un homme éprouvé dans les luttes politiques, d'une conviction ferme, d'un caractère fortement trempé. La Commission, après avoir accepté la démission que M. Humann très-spontanément avait donnée la veille, et avoir rendu hommage, par un vote unanime, au dévouement avec lequel le maire démissionnaire a rempli ses fonctions, a élu à sa place M. le docteur Küss. Le général gouverneur a ratifié le soir même cette décision et a pris un arrêté en conséquence.

« Il n'est personne à Strasbourg qui ne connaisse et n'honore les rares et nobles qualités qui font de M. le docteur Küss un citoyen hors ligne, un de ces hommes intègres, honnêtes jusqu'au fond du cœur, républicain de vieille roche, qui a fait ses preuves et donné des garanties alors que la génération présente était encore au berceau.

« M. Küss représente dans toute sa pureté le principe républicain qui triomphe aujourd'hui, ce principe qui

inscrit sur son drapeau avant toutes autres choses la liberté. La République, comme l'entend M. Küss, comme nous l'entendons tous, est depuis la base jusqu'au sommet de l'édifice politique le gouvernement du pays par le pays, la liberté pénétrant et animant tout le corps social.

« La nomination de M. Küss aux fonctions de maire de Strasbourg est un événement dont notre cité a le droit de se féliciter. Le régime républicain se trouve par cette nomination consacré et sanctionné. »

Les adjoints, MM. Kampmann, Leuret, Zopff, Mallarmé, avaient également donné leur démission; un vote de la Commission rendit leurs fonctions à MM. Zopff et Leuret, et leur adjoignit MM. Flach et Weyer.

Dans la même séance, la Commission municipale prit une résolution fort énergique à l'égard de ceux qui avaient déserté leur poste au moment du danger et qui avaient couru chercher un refuge loin des bombes et du bruit de la canonnade. M. Schnéegans, rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*, fut le promoteur de cet acte de justice :

« Vous savez, dit-il à ses collègues de la Commission, qu'un trop grand nombre de nos concitoyens ont quitté Strasbourg quand la situation de la ville est devenue critique. Parmi eux il en est beaucoup qui avaient des fonctions publiques ou une situation personnelle qui leur imposaient le devoir de demeurer au milieu de nous. En quittant leur poste au milieu du danger, alors que nos femmes et nos enfants n'abandonnaient pas leurs foyers, ces citoyens ont mal mérité de Strasbourg; je demande que la Commission le déclare par une délibération formelle dont voici la teneur et qui sera affichée :

« La Commission municipale de Strasbourg,

« Considérant que, dans les circonstances critiques où « se trouve la cité de Strasbourg, le poste de chaque ci- « toyen est à Strasbourg;

« Considérant que, depuis le commencement de la « guerre et plus particulièrement depuis la bataille de « Frœschwiller, un certain nombre de citoyens que leur « position devait faire rester à Strasbourg ont lâchement « abandonné leurs concitoyens pour mettre en sécurité « leur personne;

« Considérant que des exemples doivent être statués,

« Déclare :

« Les individus valides qui, sans raison majeure, ont « quitté Strasbourg depuis l'ouverture de la guerre sont « déclarés indignes de remplir aucune fonction publique. »

Ce ne fut pas sans discussion que la motion de M. Schnéegans fut acceptée. On objecta que des circonstances fortuites, que la force majeure avaient empêché bien des citoyens d'être à leur poste. « Ceux-là ne peuvent être atteints par le blâme, » fut-il répliqué, et la motion fut adoptée, imprimée et affichée.

Jeudi 15 septembre.

Le premier convoi d'habitants partant sous les auspices des délégués suisses était organisé et son départ s'effectua dans la matinée du 15 septembre. Plusieurs centaines de femmes et d'enfants se réunirent sur la place d'Austerlitz, n'ayant pour tout bagage que de petites valises ou de petits sacs. La plupart des émigrants partaient dans leurs propres voitures ou dans des voitures de louage; les

autres allèrent à pied jusqu'à une certaine distance de la porte, où ils s'installèrent sur des voitures préparées par les autorités militaires prussiennes. Le départ fut triste, la séparation déchirante. Ceux qui s'éloignaient et ceux qui restaient se quittaient dans un moment bien cruel. Plus d'un enfant donna le dernier baiser à son père; plus d'une femme dit à son époux le dernier adieu.

Vers midi, un obus lancé d'une des batteries ennemies vint frapper la flèche de la Cathédrale, juste au-dessous de la croix qui la surmonte. La croix pencha vers le sol, mais elle ne tomba point, grâce au paratonnerre qui la retenait, grâce aussi aux nombreux crampons et à l'armature de fer dont l'édifice est garni à son sommet.

Le quai des Pêcheurs, qui avait été passablement ménagé depuis le commencement du bombardement, était cruellement saccagé depuis plusieurs jours. La caserne des pontonniers, située dans le voisinage et sur laquelle l'ennemi tirait avec acharnement, lui avait valu d'abord une grêle ininterrompue de projectiles. Maintenant les batteries prussiennes visaient sans discontinuer le barrage établi près du pont Royal et retenant les eaux des fortifications. Il y avait là jour et nuit une garde d'une quarantaine d'ouvriers munis de sacs à terre, prêts à réparer les moindres dégâts que les obus causaient à tout instant. Cinquante mille sacs à terre ont é[illegible] employés pour maintenir ce barrage, dont la destr[illegible] aurait pu amener l'écoulement des eaux des fossé[illegible]ter singulièrement l'approche de la place du cô[illegible]st vrai que pour plus de garantie on avait ét[illegible] feu de l'ennemi, deux autres barrages, l'u[illegible]ntades sur l'Aar, l'autre en amont du p[illegible]ais ce dernier ne

fut terminé que le 27 septembre, jour de la reddition de Strasbourg. Une partie des projectiles dirigés sur ces travaux de défense tombaient sur le quai des Pêcheurs, qui fut littéralement assailli d'obus et de bombes; plusieurs maisons de ce quai furent complétement saccagées et s'écroulèrent.

La Commission municipale, qui la veille avait élu un maire, élut, dans sa séance du 15, un successeur au baron Pron, préfet du département. Le choix de l'assemblée tout entière se porta sur M. Charles Bœrsch, conseiller général, rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*. Malgré lui, M. Charles Bœrsch fut obligé d'accepter des fonctions auxquelles le désignaient, du reste, sa longue pratique des affaires administratives, sa connaissance parfaite des intérêts de la cité, les éminents services qu'il avait rendus à celle-ci. Par acclamation, il fut nommé délégué de la Commission municipale pour la gestion des affaires départementales, et le général Uhrich s'empressa de confirmer cette désignation par un arrêté spécial.

Le bombardement fit rage pendant cette journée, et du matin au soir on vit passer par les rues les brancards transportant les blessés et la petite voiture sinistre qui recueillait les morts. Cinq habitants furent frappés dans la rue de l'Outre par les éclats d'un obus à balles; deux d'entre eux succombèrent à leurs blessures. Sur la place Kléber, deux hommes tombèrent, qui ne devaient plus sortir vivants des ambulances où ils furent transportés. Au faubourg de Saverne, quatre militaires furent tués par les éclats d'une bombe. Puis des femmes, des enfants blessés; des victimes partout.

Dans la nuit l'incendie, il est presque inutile de le dire, dévorait quelques maisons; c'était la triste histoire de tous les jours; mais la canonnade fut plus épouvantable que jamais. Du haut des remparts, les pièces de 24 et de 48 tonnaient avec un fracas terrible; non-seulement les vitres des fenêtres, mais les maisons tout entières tremblaient quand ces grosses pièces étaient déchargées. Ce formidable bruit se prolongeait comme un long roulement de tonnerre. On entendit la canonnade jusqu'à Colmar, dans le Haut-Rhin, jusqu'à Carlsruhe, dans le grand-duché de Bade, c'est-à-dire à quinze lieues de distance!

Pour les hommes valides, ce n'était rien que d'être tenus éveillés par cet infernal tapage; mais les malades, les blessés, les petits enfants, les vieillards, qui ont besoin de sommeil comme on a besoin d'air, on devine de quel effet fut pour eux cette cruelle insomnie.

Vendredi 16 septembre.

Journée triste, pendant laquelle s'entrecroisaient sans cesse les nouvelles affligeantes. M. d'Huart, chef d'escadron au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, venait d'être frappé mortellement par un obus; M. de Beylié, sous-lieutenant de la garde mobile, frappé mortellement aussi par une balle ennemie. M. de Beylié était un tout jeune avocat attaché au parquet du procureur de Strasbourg; il était petit-fils du général Dumoulin, dont la famille réside en partie dans la Bavière sous le nom de *Von der Mühl*. Un capitaine de la garde mobile, Georges Rudolf, était mort la veille des suites d'une blessure.

La Commission municipale voyait chaque jour s'accroître ses charges, et elle chercha à partager sa responsabilité en s'adjoignant quatre nouveaux membres choisis parmi la classe ouvrière. Le conseil des Prud'hommes désigna quatre ouvriers, MM. Gustave Poynet de Puilhéry de Saint-Sauveur, Théodore Schweighæuser, Charles Lehr, Weber, agréés avec empressement par la Commission et par le général Uhrich, qui sanctionna leur nomination par un arrêté.

Samedi 17 septembre.

Cette nuit, comme la précédente, avait été bien tourmentée; le canon avait encore tonné sans interruption.

Deux incendies éclatèrent dans la Krutenau, toujours très-exposée à cause du voisinage de la Citadelle, mais on put se rendre promptement maître du feu. Au faubourg de Pierres, nouvel incendie. Hors ville, du côté de la porte d'Austerlitz et de la porte de l'Hôpital, les quelques maisons qu'on avait laissées debout venaient d'être entamées aussi par le canon de la place et furent bientôt en flammes.

Le feu avait donc sa proie quotidienne; la mort devait avoir la sienne. Un obus tomba sous le pont du faubourg National, où campaient quelques malheureux sans abri; cinq d'entre eux furent tués ou blessés. Sur la place Saint-Nicolas, un jeune garçon eut la jambe fracassée. Un pompier, père de famille, fut tué sur le coup par un obus qui l'atteignit en pleine poitrine au moment où il se précipitait vers les combles de l'hôtel de la Préfecture pour y éteindre un commencement d'incendie. Le corps des sapeurs-pompiers, en général, fit preuve, pendant toute

la durée du siége, d'un grand courage et d'un grand dévouement; il a bien mérité de la ville de Strasbourg.

Un deuxième convoi d'émigrants s'était formé pour cette journée; 568 habitants quittèrent la ville sous les auspices du généreux peuple suisse.

Dimanche 18 septembre.

Les travaux des assiégeants avançaient avec rapidité; des légions de travailleurs avaient achevé les parallèles avec une incroyable célérité; leurs batteries se rapprochaient chaque jour davantage des murs de la place, et la distance qui les en séparait était devenue si petite, que les soldats français qui occupaient les ouvrages avancés entendaient les officiers allemands donner des ordres dans les tranchées.

Il était impossible à l'artillerie de la place de déloger les assiégeants de leurs ouvrages; la plupart des batteries du rempart qui dominaient le côté du front d'attaque étaient démontées; on les remplaçait rapidement, mais une grêle de projectiles venait aussitôt les mettre hors d'usage et blesser et tuer ceux qui les servaient. Quelques mortiers seuls pouvaient encore tirer. Les deux lunettes qui protégeaient ce front avaient dû être abandonnées; le terre-plein en avait été labouré à ce point que l'on n'y marchait qu'avec peine. Les batteries de brèche fonctionnaient avec activité; les bruits de l'imminence d'un assaut se répandaient en ville, et trouvaient un certain crédit, même parmi les officiers de la garnison.

Les quarante-quatre canons de l'artillerie badoise établis en batteries blindées à Kehl, continuaient à bom-

barder la Citadelle, sur laquelle ils lançaient chacun un projectile par quart d'heure. Un officier posté dans le clocher de l'église de Kehl communiquait avec ces batteries au moyen d'un télégraphe, et leur indiquait les vices de leur tir qui étaient aussitôt corrigés. C'est ainsi que, l'un après l'autre, les bâtiments de la Citadelle purent être incendiés ou démolis. Dans la nuit du 19, une immense lueur se répandit sur tout le quartier voisin de la Citadelle; on croyait à l'autre bout de la ville à l'embrasement de rues entières. C'était le magasin de bois de construction de l'Arsenal qui était en flammes.

Du côté des faubourgs, un autre incendie avait éclaté, ou plutôt l'incendie continuait à faire des ravages, car le feu ne s'éteignait plus dans ces quartiers.

Lundi 19 septembre.

Le nombre des personnes sans asile augmentait journellement; tous les édifices disponibles étaient remplis par ces malheureux. Le général Uhrich fut obligé de demander à Mgr. l'évêque l'autorisation de loger dans la Cathédrale une partie de la population sans abri. Voici la lettre par laquelle le prélat répondit à la demande du commandant supérieur de la place :

« Monsieur le Général,

« Vous me faites l'honneur de me prévenir que M. le lieutenant-général de Werder fera dorénavant respecter notre belle Cathédrale par son artillerie, et vous me demandez en conséquence l'autorisation d'offrir ce monument pour asile à la partie de la population privée d'abri.

« Je ne puis qu'applaudir à vos sentiments d'humanité,

Monsieur le Général, et je suis tout prêt à les seconder. Toutefois, je dois dire que la Cathédrale, quelque mutilée qu'elle soit, sert journellement au culte, et que le service religieux de la paroisse Saint-Laurent y continue sans interruption. Il sera donc nécessaire de concilier le double intérêt de la religion et du malheur; et, à mon avis, on le pourra facilement. On abandonnera aux indigents la chapelle Saint-Michel, isolée et commode; la chapelle Saint-André, le transept de l'horloge, et, s'il est nécessaire, la chapelle de la Croix, le bas côté du sud et la haute nef, c'est-à-dire presque tout l'édifice. On ne réservera au culte que le bas côté de la chapelle Saint-Laurent et les sacristies, qu'on séparerait par une cloison en planches d'une certaine hauteur, capable de parer à tous les inconvénients.

« Je me permettrai aussi de vous prier, Monsieur le Général, de vouloir bien prescrire dans cette église, devenue l'asile du malheur, une surveillance active et constante, afin d'y assurer l'ordre, la moralité et, pendant les offices divins, le silence.

« Veuillez agréer, etc.

« † A. André, évêque de Strasbourg. »

Le lait, qui était devenu rare dès le commencement du siége, commençait à manquer à peu près complétement; les malades et les enfants souffraient beaucoup de la privation de cet aliment.

M. l'adjoint Zopff fit un appel à la population pour que chacun contribuât, dans la limite de ses moyens, à parer à ce nouveau mal. Voici en quels termes il s'adressa à la charité de ses concitoyens :

COMMUNE DE STRASROURG.

« Aux habitants de Strasbourg,

« Une mortalité croissante règne depuis plusieurs jours parmi les enfants en bas âge et les vieillards. Les autorités médicales, auxquelles la municipalité s'est adressée pour en connaître la cause, ont émis l'avis qu'elle peut être attribuée en partie à la privation du lait, qui forme la base de la nourriture habituelle de certains malades.

« Dans les temps difficiles que nous traversons, il est du devoir de chacun de chercher à atténuer autant que possible les malheurs qui nous frappent. Nous espérons donc que nos concitoyens qui, depuis le commencement du blocus ont offert tous les jours des exemples d'héroïsme et d'abnégation patriotiques, uniques peut-être dans l'histoire, s'imposeront un nouveau sacrifice pour prix du salut de cette partie si intéressante de la population.

« Nous faisons appel aux personnes qui possèdent des vaches ou qui reçoivent encore leur ration habituelle de lait, pour les prier de vouloir bien réduire leur part de moitié et d'envoyer le surplus à la pharmacie la plus voisine, où ce lait sera délivré sur ordonnance des médecins.

« Strasbourg, le 19 septembre 1870.

« Pour l'Administration,

« L'adjoint délégué, A. Zopff. »

[illegible]appel fut entendu et bien des santés compromises
[illegible]lies. La mortalité des enfants avait été très-
[illegible]: les nouveau-nés surtout périrent en

grand nombre. De cérémonie funèbre pour ces pauvres petits êtres, on n'en faisait point, et l'on voyait pendant la journée des hommes ou des femmes se diriger tristement vers le cimetière du Jardin botanique, portant une longue boîte jaune qui renfermait le corps de leur enfant.

Les enterrements des adultes se faisaient avec une triste simplicité aussi. Que de cercueils ont passé par les rues, sans suite, sans ecclésiastique, sans un ami ! Deux personnes quelquefois, un enfant, une femme, et c'était tout le convoi. Les projectiles pleuvaient du côté du cimetière, situé près de la Citadelle, et la peur de leurs atteintes retenait souvent dans leurs demeures ceux qui par devoir auraient dû suivre les morts jusqu'à la tombe. Quelquefois pourtant on accompagnait un parent, un ami qui avait cessé de souffrir, et c'était alors un étrange spectacle que de voir ceux qui composaient ce cortége se diriger d'un pas précipité vers le champ du repos, se débander quand un projectile tombait et se réfugier dans les couloirs des maisons, pour éviter d'être frappés par les éclats. Puis cette inhumation au bruit du canon, ces larmes données à celui qu'on descendait dans la fosse pendant que les obus sifflaient dans les airs, quelle étrange solennité !

La journée, est-il besoin de le dire, ne s'écoula pas sans qu'il y eût des victimes. Deux pompiers furent tués, cinq autres blessés, pendant qu'ils faisaient leur devoir.

M. Edme Darcy, capitaine adjudant-major au 5e régiment d'artillerie, tomba frappé à mort par un obus. Et combien d'autres encore qu'on pourrait citer, femmes, enfants, que les obus fauchaient !

Mardi 20 septembre.

Le gouvernement provisoire de Paris avait nommé préfet du département du Bas-Rhin, M. Valentin, un Strasbourgeois, ancien officier, ancien représentant du Bas-Rhin à l'Assemblée législative. M. Valentin, pour aller occuper le poste auquel il avait été désigné, fit preuve d'un courage héroïque. Il avait tenté d'abord, mais vainement, de pénétrer à Strasbourg en traversant les lignes prussiennes du côté sud de la ville; il gagna ensuite Schiltigheim, où il resta pendant plusieurs jours, observant les habitudes des assiégeants; il remarqua un endroit mal gardé à un certain moment de la journée; il passa là la tranchée, se jeta à la nage dans un bras d'eau, atteignit l'autre rive, pendant que l'ennemi, qui avait eu l'éveil, lui envoyait une grêle de balles, arriva sous les murs de la place et se constitua prisonnier. Il demanda ensuite à être conduit devant le général Uhrich, fut introduit, présenté au général, et, tirant de sa manche le journal le *Moniteur* qui contenait sa nomination, lui dit: « Je suis le préfet du Bas-Rhin. » Cela paraît presque une fable et pourtant l'histoire est vraie tout entière.

Le soir même, le préfet Valentin faisait afficher un extrait du *Journal officiel de la République française* contenant le décret de sa nomination, et adressait aux habitants la proclamation suivante :

« Habitants de Strasbourg, vaillants compatriotes !

« Le Corps législatif, dans sa séance du 4 septembre courant, a prononcé la déchéance de la dynastie des Bonaparte, qui, deux fois arrivée au pouvoir par de crimi-

nels attentats contre la représentation nationale, a trois fois, en un demi-siècle, attiré sur la France la honte et les désastres de l'invasion.

« La République a été proclamée, une Convention nationale est convoquée pour le 16 octobre prochain et les pouvoirs publics sont confiés dans l'intervalle à un gouvernement de la défense nationale, composé des onze députés élus par la capitale et placé sous la présidence du général Trochu, soldat vigoureux, à l'intégrité et aux capacités duquel tous les partis, sans distinction, rendent depuis longtemps hommage.

« Une des premières sollicitudes du nouveau gouvernement s'est portée vers la patriotique Alsace, vers sa vaillante capitale, et il s'est préoccupé de lui faire directement parvenir, ainsi qu'à son héroïque garnison, les remercîments émus de la France, de la population de Paris et du gouvernement de la République.

« Il a choisi pour cette mission un fils de votre noble cité, auquel, à une époque antérieure, vous aviez, par un vote presque unanime, donné le mandat de vous représenter à l'Assemblée nationale, et qui est resté invariablement fidèle au drapeau sous lequel vous l'aviez élu.

« Il vient au milieu de vous s'associer à vos périls, partager vos privations, et tous ensemble nous lutterons jusqu'à la dernière extrémité pour conserver à la glorieuse patrie française un de ses plus nobles et de ses plus formidables boulevards.

« Confiance donc, bon espoir et *Vive la République!*

« Le Préfet du Bas-Rhin,

« EDMOND VALENTIN. »

Le lendemain, le général Uhrich rendait l'arrêté suivant :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

6e DIVISION MILITAIRE. — ÉTAT-MAJOR.

« Vu l'état de siége,

« Nous, général de division, commandant supérieur de la 6e division militaire;

« Vu notre arrêté en date du 15 septembre 1870;

« Vu le décret du gouvernement de la défense nationale, en date du 5 septembre 1870, qui nomme M. Edmond Valentin préfet du département du Bas-Rhin;

« Attendu que M. Edmond Valentin est arrivé à son poste le 20 du courant et est entré immédiatement en fonctions, déclarons que dès lors il n'y a plus lieu de maintenir les fonctions d'administrateur provisoire du département confiées à M. Bœrsch, conseiller général, fonctions qu'il a remplies avec un dévouement et un zèle dont nous nous faisons un devoir de lui exprimer notre satisfaction et nos remercîments ;

« Arrêtons ce qui suit :

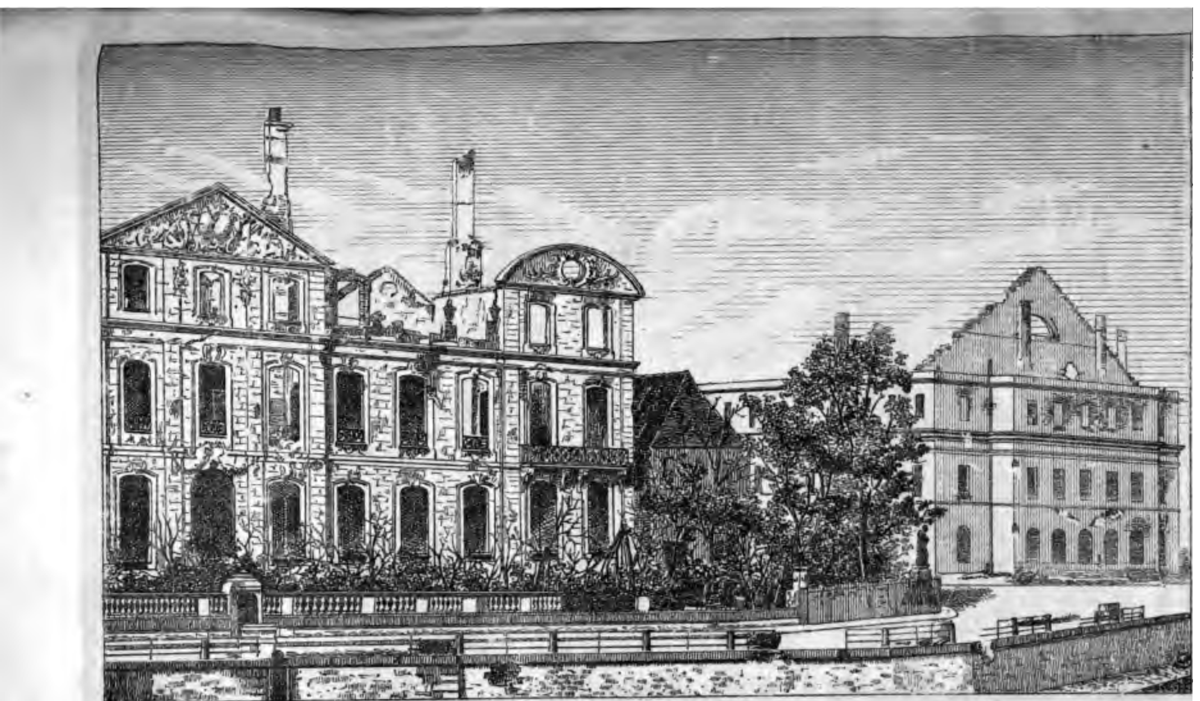
« L'arrêté du 15 septembre 1870 est rapporté.

« Fait au quartier-général à Strasbourg, le 21 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur de la 6e division militaire,

« UHRICH. »

Le matin même de l'arrivée du nouveau préfet, l'hôtel de la Préfecture, bombardé sans relâche depuis plusieurs jours, prenait feu et était détruit par les flammes. Encore



LA PRÉFECTURE ET LE THÉATRE.



quelques millions de dévorés ! De tous côtés, le ciel semblait en feu vers le soir; de tous côtés affluaient vers les ambulances et les hôpitaux les blessés et les morts, et le fonctionnaire républicain a pu juger bien vite si les sentiments qu'il exprimait à la ville de Strasbourg au nom de la France étaient légitimes et si la résistance, au milieu de ces désastres, était en effet de l'héroïsme.

La population civile compta dans cette journée du 20 septembre douze victimes frappées à mort. Un des braves jeunes gens de la garde mobile, le sergent Alphonse Müller, tomba, atteint d'une balle qui le tua sur le coup, au moment où il relevait un poste en face du front d'attaque. C'était le fils de l'ancien jardinier en chef du Jardin botanique, et, par une triste coïncidence, il était né dans ce même enclos où maintenant il devait trouver le dernier repos. Quelle écrasante douleur pour ce père de voir une fosse engloutir son enfant à la place même où celui-ci avait essayé ses premiers pas !....

Le général Uhrich avait assisté à l'une des dernières séances de la Commission municipale, séance qui fut tenue en comité secret et dont le procès-verbal, par conséquent, ne fut pas publié. Voulant reconnaître ce que le général faisait pour l'honneur de la cité, la Commission lui décerna le titre de citoyen de Strasbourg.

Deux jours après, le général Uhrich écrivait au maire une lettre dont voici la teneur :

« Strasbourg, le 20 septembre 1870.

« Monsieur le Maire,

« Dans sa séance du 18 de ce mois, à laquelle j'ai eu l'honneur d'assister, la Commission municipale a bien

voulu m'accorder par acclamation le titre de citoyen de Strasbourg. Ce titre, qui m'honore, je viens vous en demander le brevet; ce sera un précieux gage qui sera transmis dans ma famille de génération en génération.

« Veuillez offrir tous mes remercîments à Messieurs les membres de la Commission municipale et leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur que j'aie reçu dans ma longue carrière.

« Recevez, je vous prie, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« Le général commandant supérieur,

« Signé : UHRICH. »

Mercredi 21 septembre.

Encore un brave enfant d'Alsace qui meurt au champ d'honneur. Fernand Helmstetter, lieutenant d'artillerie dans la garde mobile, pointait une pièce sur l'ennemi dans la lunette où il était de service; un obus à balles fait explosion près de lui; un éclat le frappe à la cuisse, une balle l'atteint en pleine figure, il tombe..., une secousse et c'était fini. Peut-être la vingtième victime de la journée!

La nuit fut bruyante. Entre onze heures et minuit surtout la ligne entière des fortifications du côté nord de la ville tonna avec une vigueur extraordinaire, et en même temps on entendit une vive fusillade éclater sur deux ou trois points différents. Les assiégeants s'étaient approchés des murs en assez grande force pour tenter, paraît-il, une surprise. Les postes étaient doublés sur les ouvrages, les artilleurs étaient prêts comme s'ils avaient été

prévenus de ces tentatives, et pendant toute une heure on se batailla avec acharnement, jusqu'à ce qu'enfin l'ennemi se fût retiré.

On n'a jamais su à Strasbourg quel était le résultat exact de ces combats nocturnes dont on entendait presque journellement le bruit : l'autorité militaire n'a jamais publié de rapport sur les opérations qui s'exécutaient, et l'on était obligé de s'en tenir aux simples rumeurs ou aux récits souvent un peu chargés des soldats.

Jeudi 22 septembre.

Un des courageux élèves de l'École de santé militaire, Alexandre Bartholomot, paya ce jour-là son tribut à la patrie. Il alla rejoindre dans la tombe ceux de ces camarades qui, comme lui, avaient été frappés à leur poste d'honneur. La Commission municipale, dans une de ses dernières séances, avait déjà, par un vote unanime, décerné aux élèves médecins de l'École de Strasbourg les éloges que méritaient leur dévouement et leur zèle infatigables.

Dans les hôpitaux, dans les ambulances, aux avant-postes les plus dangereux, ces braves jeunes gens montraient une activité et un courage à toute épreuve; ils sacrifiaient repos et santé pour que leurs chers malades ne vinssent à manquer d'aucun soin et pour que les défenseurs de la place que les projectiles ennemis atteignaient, ne fussent pas obligés de souffrir longtemps avant de recevoir les premiers soulagements.

Les membres du corps médical strasbourgeois présents à Strasbourg pendant le siége ont en général bien mérité de la cité. Un grand nombre de leurs collègues, partis

pour les champs de bataille de Wissembourg et de Frœschwiller, n'avaient pu revenir. Ceux qui restaient dans la ville se partagèrent les diverses ambulances et les services des hôpitaux, et on leur doit certainement de n'avoir pas eu à déplorer la grande mortalité que l'on redoutait d'abord. Vers la fin, quelques cas de maladies épidémiques se présentèrent; la variole, entre autres, fit des victimes parmi les personnes ayant fait un séjour prolongé dans les caves.

Ah ! c'est encore un des côtés les plus douloureux et les plus dramatiques de ce siége désastreux que ces malades gémissants, que ces moribonds agonisants sous la voûte humide d'une cave. Quel triste moment pour les familles qui, tout entières réfugiées dans les caves, voyaient là, près d'elles, un des leurs souffrir et mourir, puis étaient forcées peut-être de rester à côté de ce mort, dans le sombre et lugubre souterrain !

Vendredi 23 septembre.

Le grand-duc de Bade, qui se trouvait à Mundolsheim, au quartier-général de l'armée assiégeante, adressa au général Uhrich une lettre dont voici la copie textuelle :

« Monsieur,

« Comme bon voisin de l'Alsace et surtout de la ville de Strasbourg, dont les souffrances me causent bien de la peine, je viens vous adresser la parole et je vous prie d'attribuer cette démarche au besoin que j'éprouve de contribuer autant que possible à une prompte conclusion des maux d'une malheureuse population soumise aux lois de la guerre.

« Mon général, vous avez défendu avec vigueur la

place qui vous a été confiée par votre gouvernement. L'opinion militaire de ceux qui vous assiégent rend complète justice à votre énergie et au courage avec lequel vous dirigez la défense de la forteresse.

« Vous savez, Monsieur, que la situation extérieure ne vous laisse plus rien à attendre de la part du gouvernement auquel vous étiez responsable ou de l'armée à laquelle vous appartenez.

« Permettez-moi donc de vous observer que la continuation d'une défense de la forteresse de Strasbourg n'aura pas d'autre résultat que d'agrandir les souffrances des malheureux citoyens de cette ville, et de vous prendre toute possibilité d'obtenir de bonnes conditions pour vous et pour votre garnison, le jour où l'armée assiégeante prendra votre place par assaut.

« Vous connaissez l'état actuel des travaux du siége, et vous ne doutez pas un moment que la crise de Strasbourg est bien certaine, mais qu'elle coûtera cher à votre garnison, et que les suites pour la pauvre ville en seront bien plus funestes encore.

« Mon général, vous n'avez plus de gouvernement légal auquel vous êtes responsable; vous n'avez plus qu'une seule responsabilité, celle devant Dieu! Votre conscience, votre honneur sont libres. Vous avez bravement rempli votre devoir comme officier, dont l'honneur militaire est sans reproche.

« Monsieur, vous savez que le roi Guillaume a accordé les conditions les plus honorables aux officiers de l'armée française qui faisaient partie de la capitulation de Sedan. Je ne suis pas autorisé de vous faire espérer un pareil sort, car je ne vous adresse la parole que comme simple particulier, qui profite d'une position exceptionnelle pour

essayer de faire le bien; mais je ne doute nullement de la grandeur et de la générosité du roi de Prusse vis-à-vis de chaque brave soldat.

« Mon général, veuillez écouter la voix d'un prince allemand qui combat pour la gloire de sa patrie, mais qui néanmoins connaît son devoir envers Dieu, devant lequel il n'y a qu'une vraie gloire, l'amour des frères.

« Je vous prie donc d'en finir avec ce terrible drame, et de profiter franchement de ce bon moment pour faire vous-même des propositions acceptables au général en chef de l'armée du siége devant Strasbourg, qui vous a souvent fait preuve de son bon vouloir.

« FRÈDÉRIC,

« grand-duc de Bade. »

A cette lettre, le général Uhrich s'empressa de répondre ce qui suit:

« Monseigneur,

« C'est un bien grand honneur que m'a fait votre Altesse Royale en m'écrivant cette lettre si noble, si sage, si pleine de philanthropie, que je viens de recevoir et qui restera dans ma famille comme un titre de gloire

« Croyez qu'il me serait bien doux de pouvoir suivre vos conseils, et de faire cesser les souffrances de la population résignée et fière de Strasbourg; croyez qu'il m'en coûte beaucoup de résister à tout ce que vous me dites; nul plus que moi, Monseigneur, n'est si douloureusement impressionné par l'aspect des ruines qui m'environnent, par le spectacle de ces hommes inoffensifs, de ces femmes et de ces pauvres petits enfants qui tous sont frappés par les boulets et la mitraille.

« Mais, à côté de ces sentiments qu'il me faut comprimer, se dresse le devoir du soldat et du citoyen. Je sais que ma malheureuse patrie est dans une situation critique que je ne veux pas chercher à nier; je sais qu'elle n'a pas encore un gouvernement définitif, mais permettez-moi de le dire à Votre Altesse Royale, plus la France est malheureuse, plus elle a droit aux preuves d'amour et de dévouement de ses enfants. Et daigne Votre Altesse Royale croire à tout le regret que j'éprouve de me voir forcé de résister à mon penchant personnel et aux avis si remplis d'humanité qu'elle m'a fait l'honneur de me donner. Qu'elle daigne croire que je n'ai pas la prétention de faire parler de moi, mais que je suis simplement un soldat qui obéit aux lois militaires de son pays.

« Général Uhrich. »

Trouverait-on aisément des paroles plus nobles et plus dignes, des sentiments plus élevés, un caractère plus loyal et plus honnête ?

Les meilleurs, les plus aimés des officiers s'en allaient, l'un après l'autre, grossir le nombre de ceux qui étaient tombés en défendant Strasbourg. Le chef de bataillon à l'état-major du génie, Ambroise Ducrot, frère du général Ducrot, fut frappé à la Citadelle par un obus qui le foudroya au moment où il donnait des ordres pour l'exécution de quelques travaux confiés à la garde mobile. Le commandant Ducrot avait été l'âme de la défense de la Citadelle.

On emporte le corps du brave officier, et la garde mobile continue à travailler au milieu des projectiles qui sif-

flent de tous côtés. A la place même où le commandant Ducrot venait de tomber, un jeune officier de la garde mobile, Edmond Matthiss, tombait quelques instants après pour ne plus se relever. Les francs-tireurs aussi furent obligés de serrer leurs rangs, dans lesquels, ce jour-là, la mort avait fait des vides.

Le bombardement ne s'arrêtait pas un instant; les obus sifflaient, éclataient sans relâche. Les rues étaient à peu près vides, les grandes places désertes; ceux qui étaient obligés de sortir se glissaient le long des maisons et se jetaient dix fois dans les couloirs, dans un trajet de cinq minutes, pour éviter d'être tués par les projectiles qui tombaient de tous côtés. Les nuits devenaient plus froides; les heures ne sonnaient plus aux horloges des églises depuis plusieurs semaines et le temps semblait ne plus s'écouler. Plus que jamais on faisait bonne garde devant les maisons et l'active surveillance exercée par les citoyens ne se ralentit pas un instant. Pendant toute la nuit on entendait retentir le cri : *Rien de nouveau?* poussé par tous les veilleurs d'un quartier chaque fois qu'un obus tombait dans le voisinage. Et si le projectile menaçait de causer un incendie, un signal spécial répondait à ce cri, et l'on accourait de toutes parts pour porter secours.

Une certaine rumeur circulait depuis quelques jours dans la population au sujet des séances secrètes de la Commission municipale; on disait que dans la séance du 18, entre autres, il avait été question, en présence du général Uhrich, de la situation militaire de la place et de la durée encore possible de la résistance. Un avis du Maire, président de la Commission, donna à entendre que ces rumeurs étaient fondées et que la situation n'était

pas tout à fait favorable. Le Maire disait, en effet, que certaines délibérations ne pouvaient être publiées, parce que les détails qu'elles renferment pourraient répandre des inquiétudes dans le public et fournir des renseignements à l'ennemi. Voici, du reste, l'avis tout entier :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

AVIS.

« Les séances de la Commission municipale ont un double caractère; elles sont remplies en partie seulement par des discussions et des votes qui peuvent sans inconvénient être livrés à la publicité.

« Les procès-verbaux qui en sont dressés sont inscrits dans les journaux. On comprend toutefois qu'il existe des délibérations qui ne sont pas de nature à recevoir la même publicité.

« Les détails qu'elles renferment pourraient *répandre dans le public des inquiétudes* ou donner lieu à des interprétations erronées, *fournir même à l'ennemi des renseignements sur notre situation*. Cette partie des travaux de la Commission a toujours été considérée comme confidentielle.

« L'administration municipale croit devoir fournir ces explications en réponse aux critiques qui ont été dirigées contre les derniers procès-verbaux, dont la concision a fait supposer que la Commission ne tenait que des séances peu occupées.

« Pendant les derniers jours, la Commission a, au contraire, été pour ainsi dire en permanence.

« Strasbourg, le 23 septembre 1870.

« Le Maire, signé Küss. »

Mais il n'est si grand secret qui ne soit dévoilé quelque peu, et l'on pouvait affirmer avec une certaine assurance, sans avoir assisté aux délibérations de la Commission, que la question de la reddition y avait été examinée et que les déclarations du général avaient fait acquérir la conviction qu'une longue résistance n'était plus possible.

Samedi 24 septembre.

La nuit fut encore bien triste et bien funeste. La dernière maison qui restait au faubourg de Pierres, du côté du quai Finckmatt, avait pris feu et les flammes l'avaient dévorée. Toute la rangée de constructions, depuis la porte jusqu'au canal, n'était donc plus qu'un amas de ruines. Les obus, qui tombaient par centaines sur ce faubourg, y avaient tué et blessé pendant cette nuit plusieurs habitants.

Au faubourg National, un projectile avait enfoncé une muraille; celle-ci en s'écroulant, écrasa un enfant dans son lit et blessa affreusement un homme, qui expira à l'ambulance où il fut transporté.

Dans la matinée du 24, la garde mobile perdait encore un de ses officiers, Émile Verenet, lieutenant de l'artillerie. Brave et digne jeune homme, enfant unique, adoré, il tomba frappé par un obus. Ses soldats le chérissaient, ils pleurèrent sur sa tombe. Deux de ses amis écrivaient le lendemain au *Courrier du Bas-Rhin* quelques lignes émues où ils disaient adieu à ce camarade aimé. Qu'on lise cette lettre touchante, suprême adieu de deux cœurs déchirés :

« Monsieur le rédacteur,

« La mort a frappé un brave officier de la garde mobile, notre ami, et son corps vient d'être rendu à la terre. Il est tombé à la fleur de l'âge en défendant sa patrie; il est tombé comme un brave soldat. Honneur à lui ! honneur à sa famille !

« Il y a trois ans que nous connaissons Émile Verenet; nous avons vécu autour de lui, auprès de lui; nous avons pénétré dans son intimité : toujours et partout nous avons rencontré l'homme du devoir. Parfaitement élevé, orné de talents et de grâces, il possédait une âme distinguée, esprit et cœur en harmonie complète.

. . . .

« Mais son pays le réclame : le voilà sur les remparts. Son courage, son calme, sa douceur captivent, entraînent ses soldats. Ils l'aiment, ils le désignent comme *le meilleur de tous*. Nous les avons vus hier pleurer sur son cercueil, et ce fut une scène déchirante. L'un d'eux (c'était son ordonnance) s'agenouilla, et l'embrassa avec toute l'énergie d'un dernier adieu : « Bonsoir, mon lieutenant, lui dit-il « naïvement, au revoir ! »

« Voilà l'amour de ses soldats ! Quel ne devait pas être l'amour de ses parents ? C'était le seul enfant, la seule joie, tout le bonheur présent, toute l'espérance de l'avenir de ce père et de cette mère désolés !... Hélas ! pourquoi les plus belles choses ont-elles le pire destin ? !

« Pauvre famille ! Vous reste-t-il une consolation !... Oh oui ! Vous êtes chrétiens, gardez le mot béni de ce soldat : *Au revoir !...*

« Au revoir ! Pour vous, pour nous, c'est la suprême consolation !

« Deux Amis. »

Et chaque jour, à chaque heure, un fils, un ami bien-aimé était arraché ainsi du milieu des siens. Combien de mères pleureront quand, après cette lutte fatale entre l'Allemagne et la France, on dira : « Voici quels sont les morts... »

Dimanche 25 septembre.

La nuit fut terrible. Plus dangereuses encore que les obus, les bombes, qui d'abord n'atteignaient que les remparts et les premières maisons des faubourgs, parvenaient maintenant jusqu'au centre de la ville et causaient d'énormes dégâts. Elles enfonçaient les toits, traversaient tous les étages et faisaient explosion en touchant le sol ; il y en eut qui pénétrèrent jusque dans les caves. Ces projectiles pulvérisaient tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage, et leurs éclats même avaient assez de force pour renverser des murs, pour démolir des toitures entières. On les entendait arriver avec un ronflement sinistre ; on les voyait s'élever lentement dans les airs avec leur traînée de feu ; tout à coup ils tombaient comme l'éclair sur les bâtiments qu'ils effondraient et dévastaient en éclatant avec un fracas épouvantable.

La journée du 25 s'écoula comme les autres journées, incidentée d'accidents et de malheurs.

Lundi 26 septembre.

La nuit avait été un peu calme d'abord, mais elle devint bientôt plus bruyante que toutes les autres.

Vers deux heures du matin, la terreur régna dans la ville. Sur toute la ligne des fortifications, depuis la porte des Pêcheurs jusqu'à la porte Nationale, c'est-à-dire sur

une étendue comprenant plus de la moitié de l'enceinte de la place, retentissait le bruit d'une véritable bataille. La fusillade, les canons, la mitraille faisaient rage, et l'on crut que les assiégeants tentaient l'assaut. Avec quelques rares intervalles, l'effrayant bruit continua jusqu'à quatre heures, puis il s'éteignit insensiblement. D'un côté, on avait tiré du haut des fortifications sur les pionniers prussiens qui travaillaient, protégés par de forts gabions, tout près des ouvrages de la place; sur plusieurs autres points, on avait repoussé des détachements considérables qui tentaient quelque surprise ou faisaient de fausses démonstrations pour détourner l'attention des assiégés du front d'attaque. La nuit n'avait pas permis d'évaluer les pertes des assaillants; mais elles devaient être sensibles, à en juger par la violence de l'engagement.

Toujours des victimes dans le corps d'officiers de la garde mobile. M. Royer, capitaine dans l'artillerie, — encore un Strasbourgeois, — fut atteint dans la matinée par des éclats d'obus et succomba quelques heures après à ses blessures. C'était le capitaine du lieutenant Verenet, tué au même endroit deux jours auparavant. Le capitaine Royer, étrange pressentiment, avait dit à ses soldats : Verenet est mort hier; demain ce sera mon tour à cette même place.

Vers le soir, les bombes passaient sur la ville entière et allaient tomber sur les quartiers les plus éloignés. L'un de ces projectiles défonça une maison de la rue du Bain-aux-Plantes et y fit quatre victimes. Près du quartier de Saverne, deux bombes arrivèrent à court intervalle et, tombant dans une maison remplie d'habitants, y firent dix-huit victimes. Six morts et douze blessés! Et d'autres malheurs encore, de tous côtés, à toute heure.

Mardi 27 septembre.

C'était le quarante-sixième jour... Il y avait alors près de huit mille habitants ruinés par le bombardement, vivant la plupart de la charité publique, réfugiés dans les églises, dans les écoles, dans des trous creusés au bas des remparts, dans des huttes en planches adossées contre les quais, sur le chemin de halage. Il y avait cinq cents maisons incendiées, écroulées, dévastées.

Les plus belles rues, les quartiers les plus populeux, les faubourgs, les édifices publics: ruines. Les trésors d'art, les collections scientifiques, des chefs-d'œuvre et des merveilles : poussière. Sur de vastes étendues, des monceaux de décombres, des pierres entassées, des poutres noircies, du fer tordu, des débris, des miettes: pêle-mêle horrible.

Devant la ville, les promenades ravagées, les ponts détruits, les routes effondrées et les traces de l'incendie; la belle nature dégradée, l'herbe et les feuilles jaunies, la fleur écrasée; de la boue, des troncs d'arbres renversés, des entrelacements de branches sèches, des ruines.

Strasbourg, une ville en désolation; sa population, souffrant toutes les tortures, décimée chaque jour; près de trois cents habitants, hommes, femmes, enfants, morts de blessures cruelles, sinon foudroyés du coup; près de deux mille habitants blessés, mutilés, sur le lit de douleur.

La garnison, résignée, héroïque, chaque jour amoindrie; près de sept cents soldats couchés sous la terre, l'un près de l'autre, tous tombés en défendant la patrie.

Dans chaque famille, un parent, un ami qu'on pleure; dans les caves, des femmes, des enfants, pâles, affaiblis par les soucis et les larmes; puis des malades qui

ne trouvent plus de sommeil, puis des raisons qui s'égarent sous l'effet de la terreur; puis des morts qui sont jetés dans la fosse sans qu'un ami les accompagne; puis dans l'air, partout, un bruit épouvantable, un craquement sinistre, un fracas sans fin; puis des cris d'effroi, puis des cris de souffrance; puis toujours des morts et des ruines....

Il y avait alors tout cela, oui, et ce n'est pas tout encore.

Les vieilles murailles de la vieille forteresse, tout abîmées; les remparts labourés, méconnaissables, amas informe; et là-dessus, des soldats, moissonnés à tout instant; aussitôt remplacés, moissonnés encore; les bouches d'airain, les gueules de bronze, brisées, muettes; et là-bas, ce mur écroulé, ce vide immense, la brèche!

Devant ces remparts, cinquante mille soldats qui veulent être derrière ces remparts, et qui y viendront dans peu de jours, demain, ce soir peut-être, marchant sur le pont formé par les cadavres, au bruit du canon, de la mitraille et de la fusillade.

Oui, il y avait tout cela, car tout cela c'est la guerre...

On en était donc au quarante-sixième jour; on n'espérait plus, on ne pouvait plus avoir d'illusions, et l'on se contentait d'attendre avec résignation. Quoi? on l'ignorait soi-même.

Les obus sifflèrent encore pendant toute la journée, exerçant leurs ravages, et chaque heure sonnait pour quelque nouveau désastre.

Vers cinq heures du soir, morne silence tout à coup suivi d'un grand bruit dans la rue. On court, on s'interroge, on s'agite; tous les regards se dirigent sur un seul point: Un drapeau blanc flotte sur la Cathédrale!

On croit avoir mal vu, on regarde encore. Non, ce n'est pas une erreur. On dit que c'est un drapeau indiquant qu'il y a des malades, des blessés dans la Cathédrale; que c'est pour éviter que les assiégeants visent encore cet édifice. Mais alors la toile blanche serait ornée de la croix rouge, et cette croix ne s'y trouve point. Et l'on ne tire plus ! [1]

[1] L'artillerie prussienne avait mis en batterie huit sortes de pièces d'artillerie ; l'artillerie badoise en avait mis quatre. 241 pièces en tout ont été employées au bombardement de Strasbourg : 30 pièces longues, rayées, de 24 ; 12 pièces courtes, rayées, de 24 ; 64 pièces rayées, de 12 ; 20 pièces rayées de 6 ; 2 mortiers rayés mesurant 21 centimètres ; 19 mortiers de 50 ; 20 mortiers de 25 ; 30 mortiers lisses, de 30 ; pour le bombardement de la Citadelle, les Badois employaient 4 mortiers de 25 ; 8 mortiers de 60 ; 16 pièces rayées de 12 ; 16 pièces rayées de 24.

Ces 241 bouches à feu ont lancé en tout 193,722 projectiles, dont 162,600 par l'artillerie prussienne, qui avait 197 pièces, et 31,122 par l'artillerie badoise, qui avait 44 pièces :

28,000 obus ont été lancés par les longues pièces de 24 ;
45,000 par les pièces courtes de 24 ;
8,000 par les pièces de 6 ;
5,000 shrapnell (obus à balles) par les pièces rayées de 24 ;
11,000 shrapnell par les pièces rayées de 12 ;
4,000 shrapnell par les pièces rayées de 6 ;
3,000 obus longs par les pièces de 15 centimètres ;
600 obus longs par les mortiers de 21 centimètres ;
15,000 bombes de 50 livres ;
20,000 bombes de 25 livres ;
23,000 bombes de 7 livres, par les mortiers lisses.

Le poids des projectiles n'est pas désigné d'après la pesanteur du fer dont ils sont formés, mais d'après la pesanteur d'un projectile en pierre, du même calibre. Ainsi le poids des bombes désignées bombes de 7, de 25, de 50 livres peut atteindre jusqu'à 180 livres. Ainsi des obus et autres projectiles.

Le bombardement régulier a duré 31 jours complets ; en établissant une moyenne sur les 193,722 projectiles lancés en ville, cela fait par jour 6249 projectiles, par heure 269, par minute entre 4 et 5.



BRÈCHE A LA PORTE DE PIERRES.

Ce serait donc un armistice ?....

La foule s'assemble, le mouvement dans les rues est extraordinaire ; il y a une fermentation violente dans tous les cœurs. On veut des nouvelles certaines.

Quelqu'un hasarde une supposition : Serait-ce la reddition de la ville ? On crie, on insulte le téméraire. Jamais ! résistance jusqu'à la dernière extrémité ! Un capitaine d'artillerie traverse la place Gutenberg ; la foule l'entoure. On a rendu la place ! crie-t-on de toutes parts. — Allons donc, répond le capitaine, rendre la place, je compte bien mourir avant... !

On se presse devant l'Hôtel du Commerce, où siége la municipalité ; on demande le Maire, les adjoints, on interroge les officiers du poste de la garde nationale. Personne ne sait la vérité.

Voici le Maire qui arrive ; il paraît triste, il ne répond pas aux cent voix qui le questionnent ; il passe à travers la cohue et entre rapidement à l'Hôtel du Commerce sans avoir pu parler. Une vive émotion le domine.

L'agitation augmente, la foule s'accroît à chaque instant ; on aperçoit des membres de la Commission municipale, des officiers supérieurs ; on se précipite vers eux et l'on apprend que le Conseil de défense de la place ayant reconnu à l'unanimité l'impossibilité d'une plus longue résistance, est en voie de capituler avec le général commandant les troupes assiégeantes.

Il y eut quelque chose comme une révolution à la suite de cette nouvelle ; des groupes se forment, parcourent les rues en chantant la *Marseillaise,* ou se précipitent au quartier-général, demandant des explications, menaçant de faire du désordre dans la nuit. Les francs-tireurs surtout sont exaspérés ; l'un d'eux tire un coup de feu en

l'air. On craint quelque démonstration; les tambours de la garde nationale battent le rappel; les bataillons se forment et circulent pour maintenir la tranquillité.

L'effervescence pourtant se calme et la nuit se passe sans incident. La première nuit depuis bien longtemps sans canonnade, sans incendie, sans désastre. Mais on ne dormit pas, on le devine, car les esprits étaient enfiévrés. Avoir tant souffert, tant patienté pour en arriver là ! Mais l'honneur au moins était sauf.

Pendant ce temps, la capitulation s'élaborait. Le général Uhrich avait écrit au général de Werder qu'il était disposé à entrer en négociation avec lui, et qu'il remettait à sa discrétion la garnison de la place ; pour les habitants, qui avaient tant souffert, il demandait les faveurs les plus larges. Le général de Werder répondit que deux officiers allemands attendraient à Kœnigshoffen deux officiers français, auxquels le général Uhrich voudrait bien remettre ses pouvoirs pour traiter de la capitulation; quant aux habitants, il promettait de les traiter avec la plus grande douceur. Le général Uhrich désigna, pour négocier la reddition de Strasbourg, le colonel Ducasse, qui, depuis plusieurs années, commandait la place de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mangin, qui avait commandé l'artillerie pendant le siége, deux braves officiers dont le concours avait été fort précieux à la défense de la forteresse.

A deux heures du matin la capitulation était rédigée et signée. Voici le texte exact de ce document qui appartient désormais à l'histoire :

CONVENTION

relative à la capitulation conclue à Kœnigshoffen, à 2 heures du matin, le 28 septembre 1870.

« Le comte de Werder, lieutenant-général de S. M. le roi de Prusse, commandant de l'armée assiégeante de Strasbourg, ayant été requis, par M. le général de division français Uhrich, gouverneur de Strasbourg, de faire cesser les hostilités contre la place, est convenu avec lui de conclure la capitulation dont les termes suivent, en considération de la défense honorable et courageuse de cette place de guerre.

« Art. 1er. Le 28 septembre 1870, à 8 heures du matin, M. le général de division Uhrich évacuera la Citadelle, la porte d'Austerlitz, la porte Nationale, celle des Pêcheurs. En même temps, ces divers points seront occupés par les troupes allemandes.

« Art. 2. Le même jour, à 11 heures, la garnison française et la garde mobile quitteront la place par la porte Nationale, se placeront entre la lunette 44 et le réduit 37, et déposeront les armes.

« Art. 3. Les troupes de ligne et la garde mobile seront prisonnières de guerre et se mettront immédiatement en marche avec leurs bagages. Les gardes nationaux et les francs-tireurs resteront libres au moyen d'un revers (déclaration écrite de ne pas servir pendant la guerre); ils devront déposer les armes à la Mairie avant 11 heures du matin. A la même heure, les listes nominatives des officiers de ces troupes devront être remises à M. le général de Werder.

« ART. 4. Les officiers et les fonctionnaires ayant rang d'officier, de tous les corps de troupes de l'armée française, pourront se rendre à la résidence qu'ils choisiront, à charge de fournir un revers dont la formule est annexée au présent document. Les officiers qui refuseront de signer ce revers seront conduits en Allemagne, avec la garnison, comme prisonniers de guerre. Tous les médecins militaires français conserveront leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre.

« ART. 5. M. le général de division Uhrich s'engage, dès que les armes auront été déposées, à remettre tous effets militaires, caisses du trésor, etc., par l'intermédiaire des agents que cette remise concerne, aux fonctionnaires allemands, dans la forme usitée.

« Les officiers et fonctionnaires qui, des deux côtés, seront chargés de cette mission, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur la place du Broglie, à Strasbourg.

« La présente capitulation a été rédigée et signée par les fondés de pouvoir suivants : du côté allemand, le lieutenant-colonel Leczinsky, chef de l'état-major de l'armée de siége; le capitaine et aide-de-camp comte Henckel de Donnersmarck; du côté français, le colonel Ducasse, commandant de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mangin, sous-directeur d'artillerie.

« Lu, approuvé et signé :

« L. MANGIN, DUCASSE, HENCKEL DE DONNERSMARCK, LECZINSKY.

« Le secrétaire, Baron DE LAROCHE.

« Pour copie conforme :

« Le général commandant supérieur,

« UHRICH. »

Mercredi 28 septembre.

Le 28 septembre, de grand matin, le général Uhrich faisait afficher la proclamation suivante :

« Habitants de Strasbourg !

« Ayant reconnu aujourd'hui que la défense de la place de Strasbourg n'est plus possible, et le Conseil de défense ayant unanimement partagé mon avis, j'ai dû recourir à la triste nécessité d'entrer en négociations avec le général commandant l'armée assiégeante.

« Votre mâle attitude pendant ces longs jours de douloureuses épreuves m'a permis de retarder jusqu'à la dernière limite la chute de votre cité. L'honneur civil, l'honneur militaire sont saufs, grâce à vous, merci !

« Merci à vous aussi, préfet du Bas-Rhin et magistrats municipaux, qui par votre énergie et par votre union m'avez prêté un concours si précieux, qui avez su venir en aide à la population malheureuse et maintenir haut son attachement à notre patrie commune.

« Merci à vous, chefs militaires et soldats, à vous surtout, membres de mon Conseil de défense, qui avez toujours été si unis de vues, si énergiques, si dévoués à la grande mission que nous avions à accomplir ; qui m'avez soutenu dans les instants d'hésitation que faisaient naître la lourde responsabilité qui pesait sur moi et l'aspect des malheurs publics qui m'environnaient.

« Merci à vous, représentants de notre armée de mer, qui avez su faire oublier votre petit nombre par l'énergie de votre action ; merci enfin à vous, enfants de l'Alsace ; à vous, gardes nationaux mobiles ; à vous, francs-tireurs

compagnie franche; à vous aussi, artilleurs de la garde nationale sédentaire, qui avez si noblement payé le tribut du sang à notre grande cause aujourd'hui perdue; et à vous, douaniers, qui avez aussi donné des preuves de courage et de dévouement.

«Je dois les mêmes remercîments à l'intendance pour le zèle avec lequel elle a su parer aux exigences d'une situation difficile, tant pour le service hospitalier que pour celui des vivres.

«Où trouverai-je des expressions suffisantes pour dire à quel point je suis reconnaissant envers les médecins civils et militaires qui se sont consacrés aux soins de nos blessés et de nos malades militaires, envers ces nobles jeunes gens de l'École de médecine, qui ont accepté avec tant d'enthousiasme le poste périlleux des ambulances dans les ouvrages avancés et aux portes?

«Comment remercier assez les personnes charitables, les maisons religieuses, les établissements publics qui ont ouvert des asiles à nos blessés, qui les ont entourés de soins si touchants et qui en ont arraché beaucoup à la mort?

«Je conserverai jusqu'à mon dernier jour le souvenir des deux mois qui viennent de s'écouler, et le sentiment de gratitude et d'admiration que vous m'avez inspiré ne s'éteindra qu'avec ma vie.

«De votre côté, souvenez-vous sans amertume de votre vieux général, qui aurait été si heureux de vous épargner les malheurs, les souffrances et les dangers qui vous ont frappés, mais qui a dû fermer son cœur à ce sentiment, pour ne voir devant lui que le devoir, la patrie en deuil de ses enfants.

«Fermons les yeux, si nous le pouvons, sur le triste et

douloureux présent et tournons-les vers l'avenir; là nous trouverons le soutien des malheureux : l'espérance!

« Vive la France à jamais!

« Fait au quartier-général, le 27 septembre 1870.

« Le général de division, commandant supérieur de la 6e division militaire,

« UHRICH. »

Le Maire de Strasbourg adressait en même temps à la population une proclamation dont voici les termes :

« Chers concitoyens,

« Après une résistance héroïque et qui dans les fastes militaires ne compte que de rares exemples, le digne général qui a commandé la place de Strasbourg vient, d'accord avec son Conseil de défense, de conclure avec le commandant de l'armée assiégeante une convention pour la reddition de la place.

« Cédant aux dures nécessités de la guerre, le général a dû prendre cette détermination en présence de l'existence de deux brèches, de l'imminence d'un assaut qui nous eût été fatal, des pertes irréparables subies par la garnison et par ses vaillants chefs. La place n'était plus tenable; il est entré en pourparlers pour capituler.

« Sa détermination, écartant la loi martiale qui livre une place prise d'assaut aux plus rudes traitements, vaut à la ville de Strasbourg de ne pas payer de contributions de guerre et d'être traitée avec douceur.

« A onze heures, la garnison sortira avec les honneurs

militaires, et aujourd'hui l'armée allemande occupera la ville.

« Vous qui avez supporté avec patience et résignation les horreurs du bombardement, évitez toute démonstration hostile à l'encontre du corps d'armée qui va entrer dans nos murs!

« Rappelez-vous que le moindre acte agressif empirerait notre situation et attirerait sur la population entière de terribles représailles. La loi de la guerre dit que *toute maison d'où il aurait été tiré un coup de feu sera rasée et ses habitants passés au fil de l'épée*. Que chacun s'en souvienne, et s'il était parmi vous des hommes assez oublieux de ce qu'ils doivent à leurs concitoyens, pour méditer d'impuissantes tentatives de résistance, empêchez-les d'y donner suite. L'heure de la résistance est passée. Résignons-nous à subir ce qui n'a pu être évité.

« Vous, chers concitoyens, qui, durant ce long siége, avez déployé une patience, une énergie que l'histoire admirera, restez dignes de vous-mêmes à cette heure douloureuse.

« Vous tenez dans vos mains le sort de Strasbourg et le vôtre. Ne l'oubliez pas!

« Strasbourg, le 28 septembre 1870.

« Le maire,

« Küss. »

La garnison se disposait déjà au départ. Les bataillons, les compagnies étaient formés; les clairons sonnèrent, les tambours battirent, et on se mit en marche vers le faubourg National. Mais, en traversant les rues, par quels cris et quelles acclamations ne furent-ils pas accueillis,

tous ces braves défenseurs de Strasbourg? Quelle émotion sur tous les visages, que de larmes quand on vit passer pour la dernière fois ces vaillants soldats qui venaient de lutter avec tant d'héroïsme! L'accablement et la douleur se lisaient dans leurs traits. Avoir tant de fois exposé sa vie, avoir bravé la mort en face pendant des journées, pendant des semaines et des mois; avoir résisté à toutes les fatigues, et aboutir ensuite à la captivité! Il y avait de quoi briser leurs cœurs.

Si l'on n'avait écouté que leur ardeur, que leur dévouement, que leur ferme résolution, on aurait résisté encore. Mais le général Uhrich avait écouté la voix de l'humanité; il savait que la résistance était vaine désormais, que tout le sang versé coulerait sans profit; il ne voulait pas prolonger les souffrances d'une population malheureuse, en partie ruinée; il avait écouté la raison aussi, car il avait vu que les remparts ne pouvaient plus être défendus; il voulait éviter à la ville et à ses soldats les terribles conséquences de l'assaut, et, prenant conseil de son cœur, de sa conscience, de son devoir tout à la fois, il dit: « C'est assez. »

Les soldats brisèrent leurs armes, les jetèrent à l'eau, les lancèrent contre les pavés, et se dirigèrent, vivement surexcités, vers le lieu du rendez-vous. Artilleurs, pontonniers, marins, chasseurs, infanterie de ligne, cavalerie, turcos, zouaves, gendarmes, douaniers, gardes mobiles, francs-tireurs, officiers, soldats, enfants de troupe, tous se pressaient dans un pêle-mêle indescriptible. La foule les entourait silencieuse et triste: c'était une séparation si cruelle! Comme le danger qu'on partage rapproche pourtant les hommes! On était des étrangers l'un pour l'autre;

vient un péril commun et l'on est presque frère. On sentait s'en aller des amis, une partie de soi-même, avec ces pauvres prisonniers.

Tout à coup leur longue colonne s'ébranle, un dernier regard, une dernière poignée de main, une larme à la hâte et.... adieu!

Puis on entendit subitement des pas lourds et cadencés, des tambours, des fifres et une musique jouant une marche militaire. C'étaient les troupes allemandes qui entraient à Strasbourg.







APPENDICE



RAPPORT OFFICIEL DU GÉNÉRAL UHRICH

SUR LA

CAPITULATION DE STRASBOURG



Monsieur le Ministre,

Depuis quelque temps déjà les dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser ont dû vous faire pressentir que la situation de la place de Strasbourg devenait de plus en plus critique.

Dans les derniers jours du siége, la citadelle, entièrement démolie, n'existait pour ainsi dire plus. Ses portes étaient abattues, ses bâtiments brûlés ; sa garnison ne pouvait trouver à s'abriter que dans des casemates insuffisantes et dont les projectiles brisaient souvent les marques.

La ville, en partie incendiée ou démolie par les obus lancés de batteries établies à 3000 mètres et même à 3500 mètres, avait éprouvé des dégâts énormes et d'une nature inconnue jusqu'à ce jour, comme les projectiles

inusités dans les guerres précédentes et que l'armée prussienne de siége avait employés contre la place.

Notre artillerie était réduite au silence. Dès qu'une bouche à feu était mise en batterie et placée dans une embrasure, elle se trouvait à l'instant mise hors de service ou démontée.

Lors de l'incendie de l'arsenal, trente-cinq mille fusées percutantes avaient sauté, précisément à l'époque du siége où elles eussent été le plus utilement employées. C'était à peu près tout ce que nous possédions en munitions de ce genre; j'ai bien fait confectionner par l'artillerie des fusées en bois, mais leur efficacité était presque nulle.

Les défenseurs ne pouvaient montrer un instant leurs têtes au-dessus de l'épaulement sans être atteints par des obus à balles, par des boulets creux, par des bombes et par des coups de mitraille tombant au milieu d'eux.

Les ouvrages extérieurs n'étant plus tenables puisqu'ils avaient été labourés, puis rasés par les projectiles, j'ai dû ordonner successivement l'évacuation de cinq d'entre eux, les lunettes cotées 44, 52, 53, 54 et 55. L'ennemi n'a occupé que deux de ces ouvrages, les lunettes 52 et 53, d'où il est parti pour cheminer dans les caponnières et arriver à couronner le chemin couvert de l'ouvrage 51.

Après ces travaux, l'assiégeant a pu battre en brèche les bastions 11 et 12. Il l'a fait avec une artillerie d'un puissant calibre. En quarante-huit heures la première de ces brèches était praticable. Encore trois ou quatre heures de feu, et la seconde l'était également.

Le passage du fossé avait été préparé au moyen d'énormes tonneaux de brasseur pris à Schiltigheim, reliés entre eux par des madriers formant des radeaux aussi solides que faciles à manœuvrer.

Rien ne saurait donner une idée de la rapidité avec laquelle ces derniers travaux avaient été effectués.

Le terre-plein des bastions 11 et 12 (sans cesse labouré, sillonné par des projectiles de toutes espèces, principalement par des obus dont chacun contenait 470 balles) n'était plus tenable. Les défenseurs de la brèche n'avaient plus d'abri; la rue du rempart, foudroyée nuit et jour par l'artillerie ennemie, était trop étroite pour leur donner un asile même momentané.

Les casernes étaient brûlées; la place n'avait à l'intérieur aucune casemate, et pour s'abriter d'une manière fort insuffisante les troupes durent couper les arbres des remparts, s'en faire des blindages sous lesquels ils cherchaient un refuge très-inefficace.

Tel était, Monsieur le Ministre, l'état des choses à Strasbourg, lorsque le 27 septembre, à deux heures et demie de l'après-midi, je fus prévenu par le directeur des fortifications et par le chef du génie que l'une des deux brèches était praticable, que l'autre allait le devenir et que les travaux de l'ennemi s'exécutaient avec une telle rapidité, qu'à coup sûr l'assaut pouvait être donné d'un instant à l'autre.

Je crus devoir rassembler aussitôt le conseil de défense et lui exposer la situation. La discussion s'ouvrit, et à l'unanimité des voix il fut reconnu que nous n'étions pas en état de soutenir et surtout de repousser un assaut, puisque les troupes chargées de défendre la brèche seraient écrasées par l'artillerie ennemie avant même d'avoir pu gravir les rampes.

A l'unanimité donc le conseil déclara qu'il y avait lieu d'entrer en négociation avec l'ennemi.

En raison de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de

vous exposer, je crus, Monsieur le Ministre, de mon devoir d'épargner à Strasbourg, qui déjà avait tant souffert, les horreurs d'une ville qui eût été prise d'assaut à coup sûr et peut-être eût été pillée et saccagée.

Je fis donc arborer le drapeau parlementaire et j'écrivis en même temps au général de Werder la lettre dont voici la copie :

« Strasbourg, le 27 septembre 1870.

« Monsieur le Lieutenant-général,

« La résistance de Strasbourg est arrivée à son terme. J'ai l'honneur de remettre à votre discrétion la ville, la citadelle et la garnison.

« Je demanderai pour la ville, si cruellement éprouvée déjà, le traitement le plus doux possible et la conservation de ses propriétés particulières ;

« Pour les habitants, la vie et les biens saufs, la liberté de s'éloigner ;

« Pour la garnison, rien que le traitement que vous jugerez dû à des soldats qui ont fait leur devoir.

« Je recommande à votre humanité les blessés et les malades qui sont actuellement dans les hôpitaux et ambulances.

« Je désigne M. le colonel Ducasse, commandant de place, et M. le lieutenant-colonel Mengin, commandant l'artillerie, pour aller recevoir vos décisions.

« Veuillez me faire connaître le jour, l'heure et le lieu de la convocation.

« Je donne l'ordre de cesser le feu sur toute la ligne de défense et j'ai l'honneur de vous prier de prendre la même mesure de votre côté.

« Général Uhrich. »

Le général de Werder répondit à cette lettre à onze heures du soir. Sur son désir, j'envoyai immédiatement à Kœnigshoffen, comme il me le demandait, le colonel Ducasse, commandant la place, et le directeur d'artillerie, lieutenant-colonel Mengin. Les conditions furent réglées entre ces officiers et les officiers prussiens délégués par le général de Werder. Les conditions de la capitulation furent calquées sur celles de l'armée de Châlons, à Sedan.

En exécution de la convention arrêtée le 28 septembre 1870, à deux heures du matin, le même jour à huit heures les troupes allemandes occupaient la Citadelle et les portes d'Austerlitz, Nationale et des Pêcheurs ; à onze heures, la garnison sortit avec armes et bagages pour défiler sur les glacis de la place et déposer les armes. Un corps de 8000 ennemis entra dans la ville et en prit possession.

Lorsque le général de Werder, commandant l'armée assiégeante, me vit venir avec la garnison française, il mit pied à terre, ainsi que son état-major, et avec une courtoisie qui ne s'était pas démentie pendant le cours de ce siége, il vint au devant de moi, m'embrassa en voulant bien reconnaître que la défense n'avait pas été sans gloire. Le général de Werder s'opposa ensuite à ce que mon état-major et moi, ainsi que les officiers sans troupes, défilions devant lui.

Ainsi s'est terminée, Monsieur le Ministre, la mission qui m'avait été confiée par le gouvernement de l'empereur. J'aurais voulu prolonger la défense, mais je crois que nul, à ma place, n'eût pu le faire sans enfreindre les lois de l'humanité.

Si la défense a été vigoureuse, je le dois aux bonnes et patriotiques dispositions des habitants, qui ont montré une abnégation, un dévouement qu'on ne saurait trop

louer, ainsi qu'au concours énergique de la garnison et du conseil de défense.

Tous ont la conscience d'avoir fait leur devoir.

Je joins à ce rapport quelques observations qui m'ont paru de nature à mériter votre attention.

Lorsque, le 3 août au soir, le maréchal de Mac-Mahon quitta Strasbourg, la garnison de la place se composait du 87e de ligne, des dépôts du 18e et du 96e, de ceux des 10e et 13e bataillons de chasseurs à pied. Ces dépôts n'avaient que des cadres.

Après la bataille de Frœschwiller, beaucoup de militaires de tous grades et de toutes armes vinrent se réfugier dans la place. Ces hommes furent un embarras pour la défense plutôt qu'un renfort. Je les accueillis et en formai deux régiments de marche, un d'infanterie, un de cavalerie. Je fis tous mes efforts pour leur fournir des cadres de façon à souder tous ces éléments épars.

Trois détachements, savoir: un du 21e, un du 74e, un du 78e, destinés au 1er corps, et n'ayant pu le rallier, augmentèrent la garnison. Celui du 21e était un bataillon entier.

Je me trouvai avoir alors dans la main, en y comprenant la garde mobile et la garde nationale sédentaire, environ 11,000 baïonnettes. La cavalerie avait 1600 chevaux.

L'artillerie n'existait pour ainsi dire pas. Heureusement pour la défense, le brave et intelligent régiment des pontonniers, prêt à partir mais n'en ayant pas reçu l'ordre, resta avec moi et put servir les batteries.

Six officiers, quelques gardes et huit hommes de troupe comprenaient l'effectif du génie.

J'avais aussi une centaine de marins commandés par le contre-amiral comte Excelmans.

C'est avec ces éléments divers, peu homogènes et bien faibles en armes spéciales, dont le total pouvait s'élever à 15,000 hommes, que Strasbourg dut résister à cinquante jours d'attaque, dont trente-neuf de bombardement incessant de nuit et de jour.

L'artillerie ennemie avait sur la nôtre une supériorité de matériel en nombre et en calibre, que vous apprécierez facilement par le simple exposé suivant :

Le corps de siége a mis en batterie, depuis l'investissement jusqu'à la reddition de la place, plus de 200 bouches à feu d'un calibre bien supérieur non-seulement aux nôtres, mais encore à tous ceux connus jusqu'à ce jour, se chargeant par la culasse et concentrant leur feu sur un espace restreint.

Nous n'avons pu lui opposer que 110 bouches à feu, dont 87 canons et 23 mortiers d'un calibre très-inférieur. C'est ce qui explique la supériorité écrasante du feu de l'ennemi et la possibilité pour lui de pousser avec une incroyable rapidité les travaux d'attaque en éteignant notre tir. Les officiers d'artillerie estiment à 300,000 le nombre de gros projectiles envoyés de l'ennemi sur la place.

La garnison, pendant les opérations, a eu 2500 hommes, la population 400 habitants hors de combat.

Général UHRICH.

LETTRE DU GÉNÉRAL UHRICH

adressée à l'un de ses parents et publiée par le journal le *Salut public*, de Lyon.

Bâle, 14 octobre.

Monsieur et cousin,

Votre lettre du 4 octobre m'est parvenue ici hier soir seulement, et je le regrette.

Je sais depuis longtemps qu'il n'y a pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne; j'en fais la triste expérience.

Que l'on m'accuse d'insuffisance, d'impéritie, je le comprendrais; mais de trahison! voilà qui est infâme. Trahison ! Et envers qui ? Est-ce envers la République et le gouvernement de la défense nationale? Mais c'est moi qui les ai fait reconnaître l'une et l'autre à Strasbourg.

On comprendrait une trahison au début d'un investissement; mais après un siége de deux mois, après avoir vu brûler et renverser une ville, tuer ses habitants, décimer sa garnison, où pourrait se glisser la trahison!

La route de Strasbourg est ouverte; que l'on aille voir sa citadelle détruite, ses remparts labourés, son artillerie anéantie, ses ouvrages avancés intenables et deux de ses bastions en brêche; que l'on s'arrête devant les ruines de ses monuments, devant celles de ses maisons; que l'on se rende compte de la pluie de fer, de plomb, de feu qui couvrait tous ses terrains militaires; que l'on examine ces projectiles puissants et inconnus jusqu'ici que deux cents pièces de canon nous lançaient, et, loin de dire que la reddition de la ville a été prématurée, on s'étonnera

que la résistance ait été aussi prolongée, que l'on ait pu soutenir pendant trente-huit jours et trente-huit nuits un bombardement sans précédent jusqu'à ce jour.

La situation s'était compliquée par la perte de 35,000 fusées métalliques incendiées avec l'arsenal de la citadelle, et que rien n'a pu remplacer.

Malgré cela, nous aurions pu tenir tant que le corps de la place eût été intact; mais, dans les derniers jours, les travaux d'approche de l'ennemi prirent une rapidité extraordinaire; il couronna nos chemins couverts, se fit des abris blindés pour protéger les troupes destinées à livrer l'assaut, ouvrit deux brèches : l'une au bastion 12, praticable, et l'autre au bastion 11, que deux heures de feu allaient rendre praticable.

L'assaut était impossible à soutenir pour nous. Les remparts et tous les abords, foudroyés par la puissante artillerie ennemie, n'eussent pas été tenables pour les défenseurs de la brèche, qui, en moins d'une demi-heure, eussent été anéantis, et l'ennemi fût monté à l'assaut sans coup férir.

Devions-nous — devais-je, plutôt — exposer la malheureuse ville de Strasbourg, qui déjà avait tant souffert, aux horreurs d'une ville prise d'assaut, alors que nous n'avions pas une seule chance favorable pour la résistance ?

Mon Conseil de défense ne le pensa pas (et, certes, celui-là est inattaquable au point de vue de l'énergie). — Consulté par moi, et après délibération étendue, il a déclaré à l'*unanimité :*

1° Que l'assaut ne pouvait pas être supporté avec des chances de succès ;

2° Que le moment était venu de capituler.

Le reste s'en est suivi.

Oui, je le déclare hautement, oui, l'honneur militaire est sauf !

Attaqué par les braves du lendemain ou par des personnes qui ont cédé, sans réflexion, à une première impression, j'aurais voulu garder le silence et attendre que la vérité se fît jour d'elle-même; mais le mot *trahison!* m'a créé un devoir, celui de protester de toute l'énergie d'une conscience honnête et longuement éprouvée. Je livre une carrière de cinquante-deux années de services militaires aux investigations les plus minutieuses, carrière que ne sauraient ternir les propos de quelques personnes mal renseignées ou malveillantes.

J'aurais pu vous parler de l'incurie avec laquelle on a abandonné Strasbourg, sans garnison, sans troupes d'artillerie suffisantes, sans le plus petit détachement du génie; j'aurais pu vous dire bien d'autres vérités encore, mais il me faudrait sortir du terrain de la défense personnelle où je désire rester.

Faites, cousin, ce que vous jugerez convenable de cette trop longue lettre. S'il m'est permis d'exprimer un désir, c'est de la voir livrée à la plus grande publicité possible.

Recevez, Monsieur et cher cousin, mes remercîments pour la franchise avec laquelle vous m'avez mis au courant des bruits qui se répandaient sur mon compte; je sais apprécier la loyauté qui vous a guidé, merci encore.

Recevez, Monsieur et cousin, l'assurance de mes sentiments d'amitié.

Général Uhrich.

LETTRE DU GÉNÉRAL UHRICH

adressée au journal *la France*, en réponse à un article calomnieux publié par cette feuille.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je viens de lire, dans votre journal du 15 de ce mois, un article qui me concerne et auquel vous me permettrez, je l'espère, de répondre dans vos colonnes.

Je constate d'abord que ni le rédacteur ni les signataires de cet article n'ont fait partie de la garnison de Strasbourg, et que leur érection en francs-juges de par leur propre autorité est au moins contestable.

M. le capitaine de génie Thilers, en résidence à Belfort, me reproche d'avoir borné les sorties de la garnison à des *promenades sur les glacis, sans combat*. Cinq sorties ont eu lieu, dont quatre avec combat. Dans l'une, le colonel de pontonniers, Fiévet, fut blessé mortellement et nous perdîmes 20 hommes et 3 pièces de canon. Dans une autre, 25 hommes et un officier furent tués ou blessés; enfin, dans la dernière, nous eûmes à regretter la perte de 2 officiers et de 127 hommes du 87e, mon seul régiment fortement constitué.

La garnison et la population, dit encore M. le capitaine Thilers, *ne songeaient pas à se rendre*. Je suis convaincu que la garnison aurait combattu jusqu'à la mort, mais sans utilité pour personne. Quant à la population, elle était noblement et courageusement résignée; cependant elle aspirait, en grande majorité, à la cessation de ses souffrances, et ce sentiment était bien naturel, car ses souffrances étaient grandes.

Dans les derniers jours du siége, la Commission municipale, composée de 51 membres, demanda au Conseil de défense, à l'unanimité moins deux voix, d'admettre une délégation de ses membres en sa présence. Cette délégation, à la tête de laquelle était le maire, exposa la malheureuse situation de Strasbourg; ses monuments, ses maisons particulières, des quartiers tout entiers détruits par le feu ennemi ou incendiés; ses habitants tués ou blessés dans leur domicile et dans les rues; 12,000 hommes, femmes et enfants, sans asile, presque nus, à peine nourris, réduits à la plus profonde misère. Et pourquoi? ajoutaient ces Messieurs; vous n'avez pas le moindre espoir d'être secourus, et sans secours vous tomberez fatalement, huit jours plus tôt, huit jours plus tard. Épargnez donc la vie de plusieurs centaines de victimes qui seraient sacrifiées sans aucune utilité pour notre patrie commune. Votre devoir militaire est rempli en son entier; ouvrez vos cœurs à la pitié et aux sentiments d'humanité que nous espérons trouver en vous.

Ce langage ne devait pas être écouté, et il fut résolu que la défense continuerait. Trois jours plus tard, une nouvelle et semblable démarche fut renouvelée, sans plus de succès.

Mais les travaux d'approche de l'ennemi marchaient avec une rapidité incompréhensible; nous nous étions vus forcés d'abandonner successivement les ouvrages avancés 44, 52, 53, 54 et 55; les autres allaient suivre. Notre système de fortification s'égrenait, en quelque sorte, comme un collier dont le fil est rompu..

Les bastions 11 et 12 furent battus en brèche, et, le 27 septembre, à deux heures de l'après-midi, la brèche du bastion 12 était praticable, et celle du bas-

tion 11 devait le devenir après deux heures de canonnade.

En même temps qu'il battait nos remparts, l'ennemi avait miné la contrescarpe pour la renverser dans le fossé et achever de le combler. Il avait aussi creusé deux vastes eca vations blindées et destinées à réunir et à abriter les colonnes d'assaut.

Informé que l'assaut était imminent, je réunis le Conseil de défense. La délibération ayant été ouverte, il fut reconnu que la résistance était arrivée à son terme; que notre artillerie était hors de lutte; que les remparts, ainsi que la rue qui passe à leur pied, accablés, foudroyés par des projectiles d'une puissance destructive inconnue jusqu'à présent, ne pouvaient pas être occupés par des colonnes destinées à repousser l'assaut, sans que ces colonnes fussent détruites, avant le combat, par les 200 pièces qui feraient converger leur feu sur elles, et que l'ennemi arriverait sur nos remparts sans coup férir, sans rencontrer de résistance.

Quant à la citadelle, que le capitaine Thilers a déclaré être intacte, il fut constaté que, rasée comme elle l'était, totalement détruite, n'ayant plus d'artillerie, elle ne pouvait pas servir de réduit à la garnison de la ville, qui ne trouverait pas à s'y abriter; que cette garnison y serait écrasée sans aucune défense possible et sans autre résultat qu'une horrible et bien inutile boucherie.

Ces faits ayant été reconnus vrais, le Conseil vota, à l'*unanimité* des voix, les deux résolutions suivantes :

1° La défense de Strasbourg ne peut pas se prolonger plus longtemps.

2° Il y a lieu d'entrer, dès à présent, en négociation pour la capitulation.

Le reste s'en est suivi. Et je reconnais le droit de m'attaquer loyalement, moi, le seul chef responsable; mais mon Conseil de défense, composé d'hommes énergiques autant que capables, est à l'abri de tout reproche. Il a donné son avis consciencieux et éclairé; il m'a soutenu dans toutes les phases de ma pénible et souvent bien lourde mission; je me plais à lui témoigner ici ma reconnaissance.

M. le capitaine Thilers parle de 60,000 fusils chassepot que l'arsenal de Strasbourg aurait livrés à l'ennemi; il faut réduire ce chiffre à *douze cents*; il en est ainsi de la plupart de ses assertions. Il dit aussi que l'amiral Excelmans a été le *seul chef qui ait su partager les peines et les périls de ses soldats.*

Nul, plus que moi, n'a apprécié le dévouement chevaleresque avec lequel l'amiral a participé à la défense de la ville et les brillantes qualités dont il a donné tant de preuves; mais il y a iniquité à le citer seul. Le colonel Blot, du 87e, qui commandait le front d'attaque, qui a été si beau, si énergique, si à la hauteur de l'importante mission qui lui avait été confiée; le lieutenant-colonel Rollet, du 47e, qui a commandé la citadelle avec tant de valeur, d'énergie et de sang-froid, et tant d'autres qu'il serait trop long de citer, ne le cèdent à aucun pour les services rendus, et il est de mon devoir de leur donner ici la place qu'ils ont dans mon estime et qu'ils doivent occuper dans l'estime publique. Mais n'oublions pas que c'est de Belfort que l'on a la prétention de juger les hommes et les choses de Strasbourg.

Quant aux lois dont M. le capitaine Thilers cite le texte, elles ont été faites à l'époque des boulets ronds qui rebondissaient pendant longtemps contre les murailles des

forteresses avant de les ébranler; ces lois ont été renouvelées depuis 1863, je crois; le texte primitif en a été conservé.

Que sont ces engins d'enfants remontant aux temps des Vauban et des Gribauval comparés à ceux dont la Prusse s'est servi contre Strasbourg? Une commission chargée de réviser ces lois et qui irait visiter les ruines de cette malheureuse ville et les effets terribles des nouveaux projectiles, cette commission, dis-je, apporterait de profondes modifications dans le travail de ses prédécesseurs.

En résumé, Strasbourg, avec une garnison sans unité suffisante, a résisté, pendant deux mois, aux attaques de l'ennemi; elle a été soumise à un bombardement sans précédent dans l'histoire des siéges: bombardement qui a duré 38 jours et 38 nuits; elle a été saccagée sans que le courage de ses habitants ait faibli; 2500 de ses défenseurs ont été atteints par le feu de ses adversaires, et le jour où elle est tombée, elle n'est pas tombée sans gloire! L'honneur militaire, comme l'honneur civil, ont été saufs!

Certes, pour ma part, je suis loin d'avoir jamais prétendu au titre de héros; mais il en est un plus modeste que je revendique avec énergie: c'est celui d'homme de devoir. M. le capitaine Thilers parle du *triste général Uhrich.* Il a, sans le vouloir, trouvé la qualification exacte de l'état de mon esprit. Oui, je suis triste, mortellement triste, des malheurs de mon pays, triste aussi de ses attaques injustes et passionnées s'adressant à un homme comme moi, qui, dans sa vie entière, n'a fait sciemment de mal à personne, qui aurait voulu pouvoir garder le silence et mépriser, mais qui doit à sa famille et à ses

amis de repousser avec fermeté, mais sans amertume, les assertions erronées ou calomnieuses.

Le général de division,
ex-commandant supérieur de Strasbourg,
UHRICH.

DIPLOME

envoyé au général par la Commission municipale de Strasbourg.

La Commission municipale de la ville de Strasbourg,

Voulant rendre un éclatant hommage au général de division

JEAN-JOSEPH-ALEXIS UHRICH,

commandant la 6e division militaire et commandant supérieur de cette place, grand-officier de la Légion d'Honneur,

Pour sa glorieuse et héroïque défense de Strasbourg;

Voulant également reconnaître la sollicitude et la bienveillance qu'il a témoignées aux habitants de la ville et à ses représentants pendant la calamiteuse période d'un siége à jamais mémorable,

Déclare que le

GÉNÉRAL UHRICH

a bien mérité de la ville de Strasbourg et lui confère le titre de citoyen de cette ville.

Fait à Strasbourg, le 18 septembre 1870.

Le Secrétaire de la Commission municipale,
HUCK.

Le Président de la Commission municipale,
KÜSS.

DÉCRET

DU

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

ORDONNANT QUE LA STATUE DE LA VILLE DE STRASBOURG SERA COULÉE EN BRONZE.

Tours, le 11 octobre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que la noble cité de Strasbourg, par son héroïque résistance à l'ennemi pendant un siége meurtrier de plus de cinquante jours, a resserré les liens indissolubles qui rattachent l'Alsace à la France;

Considérant que, depuis le commencement du siége de Strasbourg, la piété nationale de la population parisienne n'a cessé de prodiguer autour de l'image de la capitale de l'Alsace les témoignages du patriotisme le plus touchant et de la plus ardente reconnaissance pour le grand exemple que Strasbourg et les villes assiégées de l'Est ont donné à la France;

Voulant tout à la fois perpétuer le souvenir du glorieux dévouement de Strasbourg et des villes de l'Est à l'indivisibilité de la République et du généreux sentiment du peuple de Paris,

Décrète :

Art. 1er. La statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde sera coulée en bronze et maintenue sur le même emplacement avec inscription commémorative des hauts faits de la résistance des départements de l'Est.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 5 octobre 1870.

Les membres du Gouvernement de la défense nationale,

Général Trochu, Jules Favre, E. Arago, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Pelletan, Ernest Picard, Rochefort, Jules Simon.

LES FORTIFICATIONS DE STRASBOURG.

Le *Journal de Genève* a publié, au mois d'octobre 1870, une série d'articles fort intéressants sur le siége de Strasbourg. Deux de ces articles contenaient sur les fortifications de la ville une étude faite de main de maître. Nous reproduisons une partie de ce travail, qui, à la suite de notre récit, présentera, pour ainsi dire, le résûmé de l'histoire militaire de ce siége mémorable :

« La place de Strasbourg a toujours été considérée en France comme une forteresse de premier rang. Elle passe avec raison pour le chef-d'œuvre de Vauban. C'est une œuvre correcte qui n'est attaquable que par trois points. Ses solides remparts sont entourés d'innombrables ouvrages noyés dans de larges fossés remplis d'une eau profonde qui forme devant les courtines de véritables étangs. La citadelle, enfin, est à elle seule une seconde place séparée de la ville par tout un système d'ouvrages qui s'élèvent du sein des eaux, et dont la prise suppose un second

siége. L'aspect de cet ensemble de fortifications rasantes qui s'étendent à perte de vue dans la plaine est profondément imposant. Vauban a pu ici donner libre carrière au développement de son principe qu'en multipliant le nombre des ouvrages on multiplie d'autant les difficultés d'un siége, et après avoir contemplé son œuvre, il a dû se dire qu'elle était bonne. Mais, aujourd'hui, en face des inventions modernes, la place de Strasbourg avait cessé d'être ce qu'elle était jadis, et elle offre quatre points profondément défectueux qui devaient la faire tomber rapidement devant un siége bien conduit.

« 1° Elle ne possède aucun ouvrage avancé, soit fort détaché, dans le but de tenir l'ennemi à distance, d'étendre et d'affaiblir d'autant sa ligne d'investissement, en sorte que, dès le premier jour, l'artillerie ennemie pouvait atteindre de ses projectiles jusqu'au centre de la ville.

« 2° Elle n'offre pas de position dominante ; elle s'étend dans une plaine à peine ondulée où l'assiégeant se défile partout sans aucune difficulté contre l'artillerie de la place.

« 3° Elle est située beaucoup trop près du Rhin et de la frontière, puisque aujourd'hui on peut la canonner du territoire badois, et que la citadelle a éte fondroyée par des batteries établies sur la rive droite du Rhin.

« Avant l'invention de l'artillerie moderne, cette proximité du Rhin et les ramifications du fleuve qui occupent l'espace situé entre la citadelle et son lit principal étaient plutôt un élément de force pour la place, et ce n'est probablement pas sans intention que Vauban a placé la citadelle à l'entrée de la ville, de manière à couvrir de ses ouvrages tout l'espace qui s'étend entre elle et les îlots qui sont souvent inondés par les hautes eaux. Le Rhin

couvrant les abords de Strasbourg, il n'était pas facile d'ouvrir la tranchée dans les terrains humides, en sorte que l'angle le plus saillant et le plus vulnérable de la place se trouvait ainsi fortement garanti. Mais aujourd'hui la position de la citadelle ne fait que rapprocher la place du territoire ennemi en l'allongeant vers le Rhin; elle la met encore plus à la portée des canons des assiégeants. Le fleuve, de protecteur qu'il était, n'est plus aujourd'hui qu'un fossé infranchissable, derrière lequel les batteries ennemies peuvent foudroyer tout à leur aise la citadelle, à l'abri des sorties des assiégés.

« 4° Les ouvrages de fortification de Strasbourg sont aujourd'hui à peu près ce qu'ils étaient il y a un siècle et demi. Il y manque, à l'intérieur comme à l'extérieur, tout ce qui fait la force de la fortification moderne, un vaste système de casemates destiné à mettre en sûreté, pendant un siége, la garnison et le matériel de guerre. La citadelle elle-même ne contient que des casemates capables de loger 5 à 600 hommes, ce qui est insuffisant, d'autant plus qu'en cas de siége elles se trouvent déjà en partie remplies de munitions et transformées en magasins divers.

«Les travaux récents qu'on a continué à faire dans les fortifications sont d'une insignifiance notoire; ce sont de petites casemates à munitions pour les ouvrages avancés, des travaux d'entretien, quelques traverses, etc.

«La place de Strasbourg apparaît donc aujourd'hui presque comme un vieux vaisseau du siècle de Louis XIV où l'on a de temps en temps changé quelques caronades, quelques voiles et recloué quelques planches, et qui, fort de ses trois rangées de canons, mais sans avoir reçu ni cuirasse ni machine à vapeur, continue à tenir la mer en

se croyant le maître de l'Océan. Certes, si on la compare aux grandes forteresses allemandes telles que Rastadt et Coblentz, et même à la grande place française de Metz, on reste confondu du contraste.

« Pourquoi donc Strasbourg a-t-il conservé jusqu'à ces derniers jours la réputation d'une place de premier ordre? Sans aucun doute, pour la même raison que la France a conservé jusqu'au bout ses illusions sur l'excellence de son organisation militaire, parce qu'à force de répéter depuis un siècle une vérité qui fut vraie un jour, mais qui ne l'est plus, elle a fini par passer à l'état d'axiome reconnu et de lieu commun.

« Jusqu'à la bataille de Frœschwiller, on vivait à Strasbourg dans la plus parfaite quiétude, on ne songeait pas à armer la place, on était trop occupé de l'étude du plan de Berlin. Mais, un soir, arriva la nouvelle de la défaite de Mac-Mahon, et déjà quelques fuyards échappés à la poursuite se présentaient aux portes de la ville. Ce ne fut bientôt, dans tous les quartiers, qu'un remue-ménage indescriptible. On fit battre la générale dans les rues, et une sorte de panique courut dans les rangs de la population. Il fallait organiser la défense en toute hâte. Les arsenaux renfermaient 1200 pièces d'artillerie. Ordre arriva d'en placer 800 sur les remparts. Mais les journées s'écoulaient et les remparts ne se garnissaient pas. Il se perdit ainsi une huitaine de jours; on avait l'air de douter que l'ennemi osât se présenter sous les murs de la place. Enfin l'artillerie sortit cependant de ses hangars et alla se placer fièrement dans ses embrasures, mais des 800 pièces ordonnées on n'en braqua pas la moitié, et, en parcourant les remparts après la reddition de la place, on reste frappé d'étonnement à la vue du manque d'unité qui

règne dans cette artillerie. Entre des pièces de 24 et de 12 rayées, on rencontrait une multitude de pièces lisses dont le tir sur les tranchées ne devait pas être bien efficace, tandis que, dans les cours de l'arsenal, au centre de la ville, on apercevait des centaines de canons montés, rangés en longues files et qui n'avaient pas quitté le parc, dans le nombre beaucoup d'anciennes pièces lisses, mais aussi beaucoup de belles pièces rayées entièrement neuves et qui ne semblaient avoir, de leur vie, tiré que quelques coups d'essai.

«Aussi les remparts étaient-ils fort incomplétement armés. Là où se trouvaient six embrasures ne figuraient que deux canons; les pièces étaient en nombre suffisant, sans doute, pour battre la campagne dans toutes les directions, à supposer qu'on n'eût à combattre qu'un ennemi visible; mais leur nombre devait être complétement inefficace contre les travaux d'un siége régulier. Aucune de ces grandes batteries armées de pièces de gros calibre faites pour contre-battre celles de l'ennemi, et que, sur des remparts tout préparés, il est si facile d'établir autour des points vers lesquels se dirige l'attaque; aucune de ces batteries formées de mortiers nombreux qui seuls auraient pu inquiéter sérieusement le travail des tranchées. Aussi les batteries ennemies ont-elles relativement fort peu souffert, et c'est à peine si les parallèles portent quelques traces du feu des Français.

«Comment expliquer ces faits? Nous supposons qu'il faut en chercher la cause dans l'insuffisance de toutes choses qui s'est manifestée à Strasbourg, comme partout ailleurs en France, au moment de la surprise inattendue que réservait à ce pays l'invasion allemande. Il fallut beaucoup de temps pour vérifier l'inventaire des arsenaux et

se rendre compte de ce qui pourrait être utilisé. On manquait avant tout de fusées pour les obus; et lorsque le général Uhrich en fit demander, déjà les Badois cernaient la ville; le courrier fut pris, dit-on, puis relâché, mais les fusées expédiées vinrent tomber dans la souricière des assiégeants. On nous a assuré que ceux-ci en donnèrent avis à la place, en ajoutant qu'ils les gardaient en dépôt. Cet accident imprévu des fusées, qui, sans doute, n'a pas été le seul à paralyser la défense, nous semble indiquer qu'il y a eu nécessité de varier, autant que possible, l'artillerie des remparts afin d'utiliser les munitions plus diverses qu'abondantes dont disposait la défense, d'enfiler les fossés avec des pièces de campagne, et de recourir même à des pièces lisses.

« La garnison de la ville n'était pas mieux organisée que le reste. Après que l'on eut tiré de Strasbourg les troupes destinées à renforcer le corps de Mac-Mahon, il n'y restait qu'un régiment de ligne, auquel vinrent se joindre les débris de divers corps échappés à la déroute de Wœrth, troupe sans unité et sans cohésion, composée des éléments les plus disparates, et entièrement démoralisée par la défaite. Les canonniers étaient en nombre insignifiant pour une place comme Strasbourg. Il fallut faire servir les pièces par des compagnies de pontonniers, corps qui, en France, est classé dans l'artillerie. On y joignit tous les artilleurs civils, anciens soldats, qu'on put réunir dans la ville, puis des soldats de toutes armes qui pouvaient au moins être employés à porter les munitions et aider à la manœuvre. Le corps du génie était représenté par *dix-sept* sapeurs et, nous voulons le croire, aussi par quelques officiers, tandis que les assiégeants conduisaient leurs travaux d'attaque avec trente compa-

gnies de pionniers, dirigées par un nombreux corps d'ingénieurs. A ces faibles contingents venaient s'ajouter les douaniers, les gendarmes, les magasiniers, les non-valeurs des temps de paix qu'on chercha à utiliser, ce qui ne conduisit pas bien loin; puis 8 à 10 mille gardes mobiles[1] qui formèrent le fond de la garnison, mais qu'il fallait instruire à la hâte; enfin, la garde nationale de la ville. Mais à l'égard de celle-ci on resta fidèle aux vieux errements; tandis qu'elle demandait des armes à grands cris, et que l'ennemi menaçait déjà la place, on hésitait à l'armer, toujours par crainte de l'ennemi intérieur qu'on semblait redouter plus encore que l'ennemi extérieur. On finit cependant par lui fournir des fusils à piston ou à tabatière, tandis qu'on laissait 2000 chassepots sauter dans la citadelle.

«C'est avec cette garnison de fortune dont le chiffre pouvait s'élever à 16,000 hommes, sur lesquels 4 à 5000 tout au plus pouvaient passer pour des troupes proprement dites, que le général Uhrich eut à soutenir contre 50,000 hommes le siége d'une place qui, pour se défendre sérieusement, aurait dû renfermer une garnison de 25,000 hommes de troupes régulières. Il en tira tout le parti qu'il était possible d'en tirer, en ayant recours aux expédients les plus variés. Mais avec une armée ainsi composée, les sorties vigoureuses, qui sont le *sine qua non* d'une bonne défense, étaient impossibles, faute de troupes en nombre suffisant, faute de soldats expérimentés et disciplinés.

«Aussi les travaux de siége ont-ils suivi fatalement leur marche régulière comme le veut la théorie, sans

[1] Ce chiffre est erroné; il n'y avait que 4 à 5000 gardes mobiles à Strasbourg.

avoir été troublés par aucun de ces incidents imprévus que peut faire naître le génie inventif d'une habile direction de la défense. La place n'a fait que deux sorties sérieuses durant le cours du siége, avec 800 hommes seulement. Ces sorties ont été facilement repoussées avec des pertes regrettables; la première était appuyée par de l'artillerie; mais s'exécutant sans aucune reconnaissance préalable, elle alla tomber en ligne directe dans une embuscade; les chevaux de l'artillerie furent tués en un clin d'œil, et trois pièces restèrent aux mains de l'ennemi. Les deux premières parallèles furent établies presque sans avoir été canonnées par la place, sans doute par suite de la nécessité de ménager les munitions.

« Les parapets des remparts ne semblent pas avoir été souvent réparés pendant la nuit; les pièces démontées n'étaient guère remplacées; enfin on ne s'est pas servi de la mine pour inquiéter les assiégeants. Il existait, il est vrai, des galeries de mines dans les glacis, mais les eaux trop hautes des fossés paraissent en avoir empêché l'emploi, parce qu'on n'avait pas établi de batteries électriques pour les faire sauter. D'ailleurs, les galeries furent toutes coupées à la gorge par les pionniers des assiégeants et l'on pouvait voir depuis, dans la troisième parallèle, deux fourneaux qui avaient été déterrés par la voûte. Les soldats prétendaient qu'on en avait extrait la poudre, mais nous n'oserions affirmer qu'ils eussent été réellement chargés. On s'étonne aussi que rien n'ait été fait pour arrêter sérieusement l'ennemi dans les lunettes 52 et 53. Des mines nombreuses et habilement dissimulées en communication avec des batteries électriques auraient bien retardé la sape, toujours si difficile à conduire dans la plongée des ouvrages; et il semble qu'avec de grandes

batteries de mortiers établies derrière le rempart on aurait pu couvrir ces lunettes de bombes et les rendre intenables à l'ennemi ou, pour le moins, retarder singulièrement ses travaux.

« En revanche, un temps précieux et des forces considérables ont été gaspillés en pure perte à palissader tout le pourtour du chemin couvert des glacis, dont le développement est immense ; on reste confondu à la vue de ce travail colossal qui n'a pu être achevé et dont il est impossible de deviner le but, de la façon dont il a été exécuté. La palissade se compose de pieux prismatiques, fait au moyen de poutrelles refendues à la scie suivant la diagonale de la section. Ils ont été plantés *contre le mur* du talus intérieur du chemin couvert, faisant, pour ainsi dire, corps avec ce mur qu'ils dépassent à peine d'un pied. A quoi devait servir ce palissage qui a exigé un travail immense? A protéger des tirailleurs? Mais un enfant de douze ans le sauterait à pieds joints. Arrêter des colonnes d'assaut? Mais il ne saurait rien arrêter ; d'ailleurs un ennemi ne se jettera jamais dans le chemin couvert sous le feu des ouvrages noyés qui le dominent à petite distance, à moins que les approches n'aient déjà atteint le bord des fossés, et dans ce cas les palissades, aussi bien que le mur, auraient été coupées par les cheminements. Tout au plus semblable barricade eût-elle été utile si elle avait été placée à 2 ou 3 mètres en arrière du chemin couvert au lieu d'être incrustée contre son mur de soutènement.

On sent là un manque de direction évident, résultat de la confusion qui a régné, dès le début, dans la place. Il n'y avait, en effet, pas même un général d'artillerie à Strasbourg au commencement du siége ; celui-ci était déjà

fort avancé lorsqu'arriva enfin le général Baral, qui réussit à pénétrer dans la place à la faveur d'un déguisement et en traversant les fosses à la nage ; mais à ce moment il était déjà trop tard.

« Pour compléter le tableau de l'infériorité de la défense, il n'est peut-être pas inutile d'ajouter ici quelques mots sur les inconvénients du système adopté dans l'artillerie de position française. Nous avons vu que les pièces allemandes sont montées sur des affûts assez élevés pour tirer en barbette par-dessus un parapet à hauteur d'homme, en sorte que les canonniers restent parfaitement à couvert. Il n'en est pas de même des pièces françaises, En France, on a persisté systématiquement dans le système des canons se chargeant par bouche, ce qui nécessite des affûts bas pour la manœuvre de l'écouvillon. Il résulte de là que, dans les batteries, les canonniers ne sont plus à couvert, lorsque la pièce est placée en barbette; il faut donc avoir recours au système des embrasures, c'est-à-dire que si le parapet est élevé à hauteur d'homme pour mettre les hommes à couvert, il faut entailler le parapet pour y faire passer la bouche de la pièce. Mais les embrasures sont des entonnoirs qui conduisent les projectiles ennemis tout droit sur les artillenrs de service. En outre, pour charger et refouler le boulet, les canonniers sont obligés de se découvrir plus ou moins et de s'exposer aux coups.

« Le tir est, du reste, moins précis et moins puissant avec les pièces chargées par la bouche, car l'obus, pour s'enfoncer dans l'âme de la pièce, ne peut pas joindre exactement ; il force bien au sortir, grâce à un artifice particulier qu'il serait trop long de décrire, mais il a toujours un certain vent, assez même pour permettre

l'inflammation de la fusée. L'obus allemand, au contraire, est enveloppé d'une chemise de plomb qui se force dans les rayures du canon d'acier aussi exactement qu'une balle de carabine, en sorte qu'à des distances prodigieuses, il met tous les boulets pour ainsi dire dans les mêmes trous. On demandait à un officier français comment il se faisait qu'en France on eût persisté dans le système du canon chargé par la bouche. « Il est si pittoresque de voir tour« ner l'écouvillon, répondit-il, qu'il eût été vraiment dom« mage d'y renoncer. » Ajoutez à ce qui précède que la fusée de l'obus français n'est graduée qu'à 6 points, c'est-à-dire que, durant le trajet du projectile, celui-ci n'éclate qu'après le 1er, 2e, 3e, 6e, etc., de son parcours, tandis que la fusée allemande gradue à 80 points, offrant ainsi une précision treize fois plus grande pour le moment d'explosion du projectile. On comprend d'après cela pourquoi les obus français éclataient presque toujours trop près ou trop loin.

« L'artillerie allemande, disait un officier, a tiré avec « beaucoup de bonheur. » On s'étonne en effet que si peu de temps ait suffi pour dévaster entièrement les remparts des points d'attaque et tous les ouvrages qui les flanquent. Les parapets n'ont plus de forme, le gazon a disparu ; de loin ils ressemblent à des monticules de terre profondément creusés par les eaux, et, au milieu de ce chaos, gisent les affûts brisés, les pièces démontées et parfois défigurées par des coups qui ont frappé en pleine bouche.

« Dans la citadelle, où tous les bâtiments sont en ruine, la dévastation est complète. Au milieu de la cour des casernes, on voit un parc de mortiers chargés sur leurs chars qui ont éte brisés sur place sans avoir atteint leur destination. Dans le bâtiment le plus avancé du côté du

Rhin, était un dépôt de munitions qui a sauté. Le sol était couvert en cet endroit de débris des coffrets de tôle, de boulets ronds de 4, de biscaïens de diverses grosseurs. Que faisaient ces coffrets de munitions dans ce lieu si exposé, et à quoi devaient servir ces boulets de tout petit calibre ? Nous l'ignorons.

« Par une sorte de hasard qui contraste fortement avec les ruines des remparts, on voyait sur l'esplanade un très-bel équipage de pontons qui était resté intact, encore chargé sur ses chars; on y lisait une adresse indiquant qu'il était expédié de Besançon à une tout autre destination, mais que, par suite des vicissitudes de la guerre, il était venu échouer à Strasbourg.

« Sous les glacis, entre la porte des Juifs et la porte de Pierres, on rencontrait de même un matériel de chemin de fer immense qui n'avait pu être retiré à temps, mais qui était réduit en esquilles.

« Il est facile de juger qu'avec tous les éléments d'infériorité qui viennent d'être exposés, la défense de Strasbourg pouvait être héroïque, mais non prolongée, malgré tous les efforts des officiers pour se multiplier.

« Le général Uhrich y a illustré son nom; mais il serait injuste d'oublier qu'en fait d'héroïsme c'est aux habitants que doivent revenir les plus grands éloges. La reddition de Strasbourg ne pouvait plus être évitée, et le Conseil de défense l'a votée à l'unanimité.

« La capitulation était des plus honorables, la garnison devait sortir avec les honneurs de la guerre; mais aussitôt l'événement connu, une indiscipline indescriptible s'empara des troupes; il devint impossible d'en faire façon et d'y maintenir l'ordre qui seul aurait pu assurer une sortie honorable. Les soldats s'enivrèrent, bon

nombre déserta, les troupes sortirent dans un pêle-mêle complet de tous les corps, les soldats brisant leurs armes ou les jetant dans les fossés. Les officiers allemands dépeignent cette scène de l'évacuation de la place comme ayant produit sur eux une impression très-pénible.

« Le général Uhrich et les officiers qui le désirèrent furent laissés libres sur parole. Le général se rendit à Tours, où il fut justement félicité et où on le sollicita de reprendre du service. Il est superflu d'ajouter qu'il s'est loyalement refusé à violer ainsi la parole donnée, et qu'il a conservé intacts jusqu'au bout sa réputation de général et son honneur de soldat. »

LISTE

des personnes civiles tuées par les projectiles pendant le bombardement de Strasbourg[1].

Joseph Ulrich, porteur de sacs, 47 ans, le 16 août.
Marie Frey, 68, veuve de Kœrthel, journalier, le 17.
Eléonore Lorentz, 14, de Baden-Baden, le 20.
Eugénie Walter, 16, le 20.
Louise Jung, 17, le 20.
Berthe Klein, 14, le 20.
Marguerite Bernhard, 28, de Bairn (Prusse), le 20.
Joseph Amrhein, 12, le 23.
Mathilde Amrhein, 7, le 23.
Joseph Adam, 51, ouvrier en tabacs, époux de Marie-Anne Glas, le 24.
Geoffroi-Emile Hoffmann, 38, typographe, le 24.
Catherine Bader, 61, veuve de N. Bisch, employé au chemin de fer, le 24.
Barbe Adam, 18, le 24.
Jacques-Charles Würtembæcher, 61, représ. de commerce, le 25.
Aloïse Gangloff, 54, journalier, époux de Marie Schoch, le 25.
Marie-Joséph. Speisser, 49, le 25.
François-Antoine Schir, 65, pensionnaire de l'Etat, le 25.
Antoine Risch, 57, valet de chambre, époux de Babette Debès, le 25.
Catherine Ritter, 53, épouse de F. Drœsch, journalier, le26.
André Hoh, 26, jardinier, époux de Salomé Hoh, le 26.
George Jehu, 46, maçon, le 26.
Caroline-Madeleine Meyer, 36, épouse de Geoffroi Sali, journalier, le 26.
Salomé Hammer, 63, veuve de Jean Hallscheid, tailleur, le 26.
Thomas-Charles-Frédéric Spæth, 15, le 26.
Barbe Friedolsheim, 41, épouse d'Abraham Bœrsch, prop., le 26.
Jacques Pauly, 69, journalier, veuf de Barbe Ritter, le 26.
Marie-Anne Engel, 67, le 27.
Geoffroi Schweyer, 71, boulanger, veuf de Caroline Sieffermann, le 27.
François-Aloïse Kupferer, 79, journalier, veuf d'Elisabeth Hahn, le 27.
Denis Faure, 50, propriétaire d'un lavoir, époux d'Emilie Mann, le 27.
Marie Linkenheld, 27, épouse de Sébastien Müller, charpentier, le 27.
Jacques Fey, 42, préposé des douanes, époux de Hélène Metzger, le 27.
Benjamin Lienhart, 47, tanneur, époux de Sophie Stauffert, le 27.
Marie-Eugénie Fritsch, 14, le 27.
Thomas Meyer, 50, maçon, le 27.

[1] Cette liste a été extraite des registres de l'état civil déposés à la Mairie. Il est possible que quelques noms y soient omis ; il est arrivé en effet que des décès ont été tardivement déclarés, que d'autres l'ont été inexactement, que d'autres enfin n'ont pas été déclarés du tout. Si nos lecteurs veulent bien nons signaler les omissions qu'ils pourraient constater, nous rétablirions les noms oubliés dans le cas où ce livre aurait d'autres éditions.

Caroline Jœrger, 30, épouse de Fréd. Meyer, cultivateur, le 27.
Gertrude Breinem, 64, veuve de Jean Klein, journalier, le 27.
Joseph Gwinner, préposé des douanes, le 27.
Michel-Théodore Kessler, 38, marchand de charbons, époux de Salomé Stephan, le 27.
Jean Vierling, 79, maréchal-ferrant, veuf de Marg. Roos, le 28.
Barbe Lentz, en religion sœur Landeline, sœur de l'Ordre de Saint-Vincent-de-Paul, le 29.
Jean Moss, domestique, le 29.
Aloïse Wintz, élève au Grand-Séminaire, le 29.
Frédérique Dannenheimer, 35, veuve d'Alphonse Ganière, baquetier, le 29.
Rosalie Ganière, 23, le 29.
George Kessler, 10, le 29.
Jean-Philippe Mannel, 47, cocher, époux de Marguerite-Joséphine Schmitt, le 30.
Marguerite Conrad, 48, épouse d'Ant. Mann, garç. brass., le 30.
David Münch, 55, régleur, époux de Louise Trir, le 31.

Emilie Meyer, 16, le 1er septemb.
Marie-Salomé Klauss, 51, épouse de L. Marschall, jardinier, le 1er.
François-Ignace Sauer, 28, marchand de vins, époux de Françoise Gressler, le 1er.
Sophie Haag, 22, le 1er.
Charles-François-Joseph Freiss, 28, prép. des douanes, le 1er.
Nicolas Arbogast, 58, meunier, époux de Caroline Riebel, le 1er.
Joseph Grasser, 50, pensionnaire de l'Etat, décoré de la médaille militaire, époux de Caroline-Elisabeth Huck, le 2.
Jules-Sigismond Kolb, 22, sergent-fourrier de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 2.
Jean Kornmeyer, 66, journalier, époux de Catherine Bickel, le 2.
François-Joseph Wolfram, 57, charron, époux de Marguerite Schillinger, le 2.
André Deiss, 55, journalier, époux de Catherine Weiss, le 2.
Charles Marx, 29, cordonnier, époux de Catherine Digelmann, le 2.
Henri Bour, 17, premier commis des contrib. directes, le 3.
Jean Müller, 12, le 3.
Marie Müller, en religion sœur Théodora, 42, sœur de charité, le 3.
George Kræmer, 25, professeur au Gymnase protestant, le 4.
Catherine Krieger, 32, épouse de George Felden, journalier, le 4.
Joseph Reich, 52, journalier, époux de Catherine Scheer, le 4.
George Müller, 69, journalier, le 4.
Jean-Adam Mayer, 58, charpentier, époux de Catherine Erhard, le 5.
Jean Sali, 38, chauffeur, époux de Madeleine Steck, le 5.
George Meyer, 52, journalier, époux de Thérèse Oblinger, le 5.
Madeleine Schott, 61, épouse de Joseph Fischer, marchand de cirage, le 5.
André-Auguste Wach, 32, négociant, époux de Berthe Krauthausen, le 6.
Jean Fettig, 52, journalier, époux de Joséphine Viand, le 6.
Adam Freyermuth, 21, journalier, le 6.
Philippe Bernauer, 10, le 6.
Antoine Metzinger, 53, cordier, époux de Barbe Isemann, le 6.
Daniel Hochschlitz, 44, cordier, époux de Thérèse Lieby, le 6.
Edouard Maler, 19, batelier, le 6.
George Dillar, 49, jardinier, époux de Christine Wolff, le 6.
Charles Friedrich, imprimeur typographe, le 7.
Régine Rœhrig, 32, épouse de Michel Huss, maréch.-fer., le 7.
Jean Kreutzer, 50, tonnelier, veuf de Salomé Jost, le 7.

Julien-Nicolas Pélissier, 75, rentier, veuf de Louise-Emilie Berdot, le 7.
André Hemmler, 44, chef d'équipe au chemin de fer, le 7.
Léonard Gouyonnaud, 43, tailleur, époux de Madeleine Lambs, le 7.
Julie Meyer, 1 an 9 mois, le 7.
Hippolyte Flach, 20, valet de chambre, franc-tireur de Strasbourg, le 7.
Eugène Piot, 38, bijoutier, franc-tireur de Strasbourg, le 7.
Marie Wagner, 57, le 8.
Joseph Wuelburger, 68, journalier, veuf de Barbe Jœdlin, le 8.
Catherine Barthel, 30, épouse de Valentin Litt, journalier, le 8.
Madeleine Epplinger, 14, le 8.
Sébastien Richard, 41, journalier, époux de Madeleine Mühlbacher, le 8.
Pierre Grasser, 70, journalier, époux d'Elisabeth Weyer, le 9.
Antoine Eisenbrandt, le 9.
Théodore Frey, 29, commis-négociant, franc-tireur de Strasbourg, le 9.
Ernest Fischer, 23, brigadier de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 9.
Simon Blum, 51, horloger, époux de Mathilde Alexandre, le 9.
Jean-Guillaume Rehm, 51, journalier, époux de Christine-Madeleine Wagner, le 9.
Marie-Louise Kieffer, 58, épouse d'André Meyer, pensionnaire de l'Etat, le 9.
Mathias Obrecht, 35, journalier, époux de Barbe N., le 9.
Jean-Charles Mühlberger, 17, journalier, le 9.
Jean Nusser, 46, journalier, veuf de Catherine Lippert, le 9.
Charles-David Andrès, 41, cordonnier, époux de Sophie-Catherine Lieb, le 9.
Léger Klein, 50, pensionnaire de l'Etat, chevalier de la Légion d'Honneur, époux de Catherine Braunbach, le 9.
Pauline Gnædig, 25, le 9.
Jacques Marchal, le 9.
Jacques Marchall, 57, cordonnier, époux de Frédérique Bauer, le 9.
Frédérique Zabern, 63, le 10.
François Michel, 68, journalier, veuf de Catherine Heidinger, le 10.
Paul Reichenauer, le 10.
Emile Tremollet, 13, le 10.
Théodore Legler, 50, surveillant de la salubrité publique, époux de Marie-Madel. Nicola, le 11.
Jean Grittel, 25, soldat de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 11.
Sophie Senger, 45, épouse de Jean-Baptiste Rauh, employé au chemin de fer, le 11.
Caroline Schneider, 59, épouse d'Auguste Rauh, tonnelier, le 11.
Joseph Keller, 36, journalier, le 11.
Emile Ludwig, 12, le 11.
Augustine Ludwig, 8, le 11.
Joseph Bauer, le 12.
N. Blum, le 12.
Jean-Baptiste-Ernest Mangin, 43, menuisier, époux de Wilhelmine Karcher, le 12.
Marguerite Heintz, 41, épouse de George Jebst, journal., le 12.
Joséphine Engel, 21, le 12.
Françoise Stephan. 27, le 12.
Julie Kuborn, 18, le 12.
Marie Reymann, 12, le 12.
Joseph Auer, 36, journalier, le 12.
Gustave-Auguste Hoffmann, 23, soldat de la garde nationale mobile, le 13.
George Friedolsheim, 62, menuisier, époux de Hortense Roos, le 13.
Augusta Müller, 81, veuve de Chrétien Kochenburger, aubergiste, le 13.
Jean-Joseph Fallecker, 6 ans 9 mois, le 14.
Gustave-Adolphe Weil, 11, le 14.

Sophie Brencklé, 40, épouse de Charles Rappold, sous-brigadier des douanes, le 14.
Louis Deroche, 50, surveillant de la salubrité publique, époux de Catherine Schuler, le 14.
Guillaume Riester, 40, menuisier, époux de Madeleine Weinling, le 14.
Françoise Fourès, 47, veuve de Jean-Bernard Andrieux, le 14.
André Liebig, 54, concierge, veuf de Marie Zabern, le 14.
Victor Walther, 17, le 14.
Jean-Henri Lindner, 46, batelier, époux de Frédérique Tubach, le 15.
Victor-Jean-Bapt. Cagé, 15, le 15.
Rosine Erni, 25, domestique, le 15.
Christine Meyer, 53, épouse de Jean Zimmer, le 15.
Philippe Bauer, 20, cultivat., le 15.
Gabriel Aloche, 27, sculpt., le 15.
Adèle Senger, 26, épouse d'Emile Schwehr, ajusteur, le 15.
Edouard Pierron, 31, musicien au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, le 16.
Eugène Lacomme, 30, négociant, sergent des chasseurs volontaires, le 16.
Marie-Madeleine Zigs, 43, épouse de Jean-Baptiste-Henri Rapp, commis-négociant, le 16.
Elisabeth Klein, 61, épouse d'André Martz, imprimeur lithographe, le 16.
Marie Schmutz, 17, sous-aide-institutrice, le 16.
Jean-Philippe Bisch, 30, charpentier, époux de Catherine N., le 16.
Jean-Jacques Siffert, 53, concierge au Théâtre, époux de Charlotte Mathieu, le 18.
Charles Klotz, 10, le 18.
Guillaume Brucker, 58, cordonnier, époux de Caroline Mutterer, le 18.
Auguste Bauer, 40, journalier, époux de Catherine Heitz, le 19.
Nicolas-François Depré, 34, menuisier, le 19.
Marie Espinasse, 69, le 19.
Emile Rey, 10, le 19.
Charles Nicard, 50, fabricant de chaises, veuf d'Emilie Füller, le 20.
Auguste Specht, 29, le 20.
Charles Sureau, 33, loueur de voitures, le 20.
Philippe Mandel, 42, maréchal-ferrant, époux de Louise Schmitt, le 20.
François-Rodolphe Feigel, 44, commis-négociant, époux de Marie Weingærtner, le 20.
Jean-Baptiste-Marie-Alphonse Müller, 22, sergent de la garde nationale mobile, le 20.
Auguste Gebhardt, 43, journalier, le 20.
Clément Yund, 33, sergent de ville, le 20.
Nicolas-Joseph Stenger, 43, journalier, époux d'Anne Courte, le 20.
Eve Hatt, 39, épouse de Jacques Mühl, domestique, le 20.
Jules Ebenhardt, 17, le 20.
Elise Buckenmeyer, 18, le 20.
Sophie Heinrich, 70, veuve de Chrét. Karcher, huissier, le 20.
Hippolyte Degay, 36, employé du gaz, époux de N., le 20.
Adam Veith, 49, imprimeur typographe, époux de Julie Maier, le 20.
Salomé Kræmer, 45, épouse d'Antoine Schott, journalier, le 21.
Florette Salomon, 45, le 21.
Joseph Lott, 33, batelier, époux de Catherine Huntzinger, le 21.
Auguste Frantz, 21, charpentier, le 21.
François Bader, 53, caissier au chemin de fer, le 21.
Florent Herrmann, 62, journalier, époux de Régine Rihn, le 21.
Jacques Huber, 32, journalier, époux de Catherine Engel, le 21

Emile-Henri Depré, 16, le 21.
Marie-Salomé Lux, 53, épouse d'Alexandre Ley, brass., le 22.
Michel Haas, 30, journalier, époux de Véronique Geiler, le 22.
Catherine Jeck, 49, épouse de Jean Gross, batelier, le 22.
Alphonse Félix, 18, journal., le 22.
Joseph Stockreisser, 28, charpentier, le 22.
Alfred Bitz, 19, coiffeur, le 22.
Jean Hausser, 37, brasseur, époux de Salomé Harth, le 22.
Charles Fix, 20, jardinier, le 22.
François-Xavier Coré, maréchal-ferrant, le 22.
Edouard-Constant-Ferd. Stamm, 24, architecte, caporal de la garde nationale mobile, le 23.
Matter, sergent de la compagnie franche, le 23.
Rigaud, veuve, 80, le 23.
Hippolyte Balland, 49, ouvrier à l'arsenal, époux de Catherine N., le 23.
Joseph Krauss, 36, journalier, époux de Madeleine Schlessinger, le 23.
Emilie Mühl, 13, le 23.
Antoine Billing, 48, serrurier, époux de Barbe Herrmann, le 24.
Marie-Joséphine Defranoux, 24, le 24.
Florent Ott, 43, tonnelier, époux de Barbe Hammer, le 24.
Adolphe Schott, 23, imprimeur-typographe, le 24.
Thérèse Bleyel, 49, épouse de Joseph Martz, vannier, le 25.
George Siedlé, 20, commis-négociant, le 25.
Albertine Eckert, 13, le 25.
Ullmann Wendling, 50, tailleur, époux de Mathilde Gærtner, le 25.
Wilhelmine Vallastre, 58, épouse de Jean Gapp, débitant de tabacs, le 25.
Catherine Laugel, 54, épouse d'Adrien Laugel, propr., le 25.
Marie-Madeleine Roos, 10, le 25.
Louis-Henri-Frédéric Schœnborn, 37, tailleur, de Deux-Ponts (Bavière), époux d'Honorine Heim, le 25.
Jean-Baptiste Carzou, 48, employé aux hypothèques, veuf de Sophie-Mélanie Rey, le 25.
Albert Hatt, 7, le 25.
Philippe Ries, 49, préposé des douanes, le 26.
Emile Siegel, négociant, époux de Caroline Eiselé, le 26.
Eugène-Paul Riebel, 7 mois 18 jours, le 26.
Julie-Elise Lentz, 6, le 26.
Rosalie Kieffer, 25, le 26.
Jean-Samuel Ulrich, 37, brossier, le 26.
Salomé Kastler, 67, le 26.
Antoine Hœfflinger, 51, journal., époux de Catherine Œrtel, le 26.
Louis Peter, 42, journalier, époux de Madeleine Gény, le 26.
Marie Peter, 16, le 26.
Louis Peter, 8, le 26.
Jacques Kieffer, 19, journal., le 27
Albert Riebel, 23, pharmacien, soldat de la garde nationale mobile, le 27.
Charles Gerné, 30, caporal de la garde nationale mobile, le 27.
Mathias Nussbaum, 59, cocher, de Minden (Prusse), époux de Catherine Seitz, le 27.
Jean Behr, 49, menuisier, époux de Félicité Singer, le 27.
Alexandre Rueff, 39, maçon, d'Elgersweier (Bade), époux de Marie Wolff, le 28.
Chrétien Haffner, 53, pensionnaire de l'Etat, décoré de la médaille militaire, le 29.
Charles Zwilling, 21, cordonnier, le 29.
Philippe Kuntz, 35, cordonnier, époux de Barbe Kunstmann, le 29.
Salomon Michel, 23, commerçant, époux de Delphine Klein, le 29.
André Schott, 19, le 29.

Pierre Oriac, 39, sellier, le 30.
Jean Hochstetter, 58, marchand de bois, époux de Salomé Braun, le 1er octobre.
Ignace Guth, 56, journalier, tirailleur de la compagnie franche, veuf de Salomé Gros, le 1er.
Philippe Hœfflinger, 19, employé au chemin de fer, le 1er.
Albert Wolf, 14, le 1er.
Antoine Osset, 57, tisserand, époux de Suzanne Walther, le 2.
Jean-Jacques Wendling, 66, cordonnier, époux d'Anna Anthès, le 2.
Antoine Rové, 69, tanneur, époux d'Elisabeth Ziegler, le 3.
Joseph Kirschner, cordonn., le 3.
Auguste Herbin, 28, négociant, le 4.
Charles Schrenck, 61, journalier, époux de Salomé Behr, le 5.
Frédéric Hagelberger, 60, tonnelier, époux de Marie-Anne Bronner, le 5
Henri-Nephtalie Nerson, 23, soldat de la garde nationale mobile, le 6.
Joseph-Antoine Masson, 42, tonnelier, époux de Madeleine Geyer, le 6.
Pierre Weber, 17, chaudronnier, le 6.
Marie-Madeleine-Octavie Lœffler, 13, le 7.
Philippe Schæffer, 36, journalier, époux d'Anne Roth, le 7.
François Sotel, ouvrier civil de la compagnie des employés du génie, le 8.
Edouard-Joseph Fritsch, 13, le 8.
François-Nicolas Beermann, 57, maçon, veuf de Catherine Henny, le 10.
Joseph Legrand, 44, journalier, époux de Thérèse Bronner, le 10.
Madeleine Fix, 39, épouse de Fréd. Steinbach, laitier, le 11.
Hubert Gœbig, 36, préposé des douanes, époux de Marie Schlupp, le 13.
Daniel Waldhard, 66, journalier, époux d'Elisabeth Bernhard, le 13.
François Vogler, 29, tailleur, le 14
George-Edouard Zehner, 27, employé au chemin de fer, époux de Marie-Caroline Antoni, le 14.
Charles Weiss, 15, journal., le 15.
Jean-Joseph-Alphonse Paulus, 19, commis-négociant, franc-tireur, le 16.
Jean-Baptiste Berthold, 35, journalier, le 16.
Henri-Mathieu Raquet, 24, charron, soldat de la garde nationale mobile, époux d'Adèle Munsch, le 17.
Salomé Sorgius, 39, le 18.
Frédéric-Valentin-Théodore Thiss, 22, soldat de la garde nationale mobile, le 19.
Xavier Kah, 53, boucher, époux de Thérèse Kœrm, le 22.
Jacques Bauer, 48, tourneur, époux de Catherine Embs, le 23.
Joseph Hettinger, 62, poêlier, époux de Rosalie Kieffer, le 23.
Henri Faullimel, 56, menuisier, époux de Marguerite Flaschko, le 24.
Louis-Philémon Vix, 25, voyageur de commerce, brigadier de la garde nationale mobile, le 25.
Henri-Geoffroi Haas, 51, farinier, époux de Marguerite Bentz, le 28.
Auguste Lejeune, 39, caporal des sapeurs-pompiers, époux de Louise Stemmlé, le 28.
Vincent Gangloff, 30, voiturier, époux de Madeleine Willig, le 5 novembre.
Aloïse Schæffer, 19, garçon brasseur, le 9.
Amélie Spitzer, 18, le 9.
George-Daniel Freiss, 39, journalier, époux d'Anne-Marguerite Wurm, le 9.
Charles Socier, 46, brigadier des douanes, le 22.
Marie Meyer, 24, le 7 décembre.

LISTE

des officiers français tués pendant le siége.

Jules-Bazile Audibert, lieutenant au 1er régiment de tirailleurs algériens, le 25 août.

Louis-René Couasnon, sous-lieutenant au 45e de ligne, le 25 août.

Abdalla-ben-Missoum, lieutenant au 2e régiment de tirailleurs algériens, le 26 août

Jacques-Augustin-Constant-François Fiévet, colonel du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, commandeur de la Légion d'Honneur, le 1er septembre.

Jacques-Louis Bachmann, garde d'artillerie, chevalier de la Légion d'Honneur, le 1er septembre.

Collomb d'Arcine, lieutenant au 87e de ligne, le 2 septembre.

Alexandre-Joseph-Roger Philip, 21, sous-lieutenant au 87e de ligne, le 2 septembre.

Edmond-Marie-Joseph Nicolas, lieutenant en 1er au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, le 3 septembre.

Marie-Victor Dauvais, adjudant de la garde nationale mobile, le 3 septembre.

Léon Lacour, élève à l'Ecole du service de santé militaire (sous-aide-major), le 5 septembre.

François-Joseph Combier, élève à l'Ecole du service de santé militaire (sous-aide-major), le 5 septembre.

Constant-Alfred Epp, 40, capitaine en 1er au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, chevalier de la Légion d'Honneur, époux de Marie-Madeleine-Eugénie Franck, le 8 septembre.

Emile-François Roy, élève à l'Ecole du service de santé militaire (sous-aide-major), le 11 septembre.

Michel Lux, sous-lieutenant de la garde nationale mobile, le 14 septembre.

Charles-Auguste-Joseph-Marie de Beylié, avocat, sous-lieutenant de la garde nationale mobile, le 15 septembre.

Jean-George Rudolf, 66, capitaine en retraite, capitaine de la garde nationale mobile, chevalier de la Légion d'Honneur, le 15 septembre.

Philippe-Hercule-Charles d'Huart, 47, chef d'escadron au 16e régiment d'artillerie-pontonniers, chevalier de la Légion d'Honneur, le 16 septembre.

Edme Darcy, 49, capitaine en 1er, adjudant-major au 5e régiment d'artillerie, chevalier de la Légion d'Honneur, époux d'Anne-Adèle Guillot-Cotte, le 19 septembre.

Emile-Fernand Helmstetter, 20, lieutenant en 1er de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 21 septembre.

Claude-François-Alexandre Bartholomot, 23, élève à l'Ecole du service de santé militaire (sous-aide-major), le 22 septembre.

Edmond Mathis, 20, lieutenant de la garde nationale mobile, le 23 septembre.

Charles-Auguste-Emile Verenet, 22, lieutenant en 2e de l'artillerie de la garde nationale mobile, le 24 septembre.

Jules-Ambroise Ducrot, 46, chef de bataillon à l'état-major du génie, officier de la Légion d'Honneur, époux de Françoise-Albertine-Jenny Busquet de Caumont, le 25 septembre.

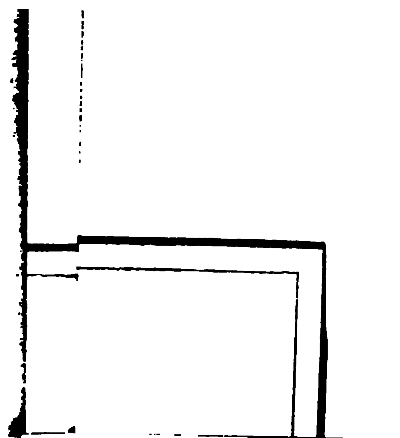
Joseph-Henri Champlon, 30, capitaine au 21e de ligne, commandant la compagnie volontaire, le 26 septembre.

Maurice-Léon-Auguste Royer, 32, propriétaire, capitaine de la garde nationale mobile, époux de Julie-Pauline Weyer, le 27 septembre.

Victor Gerbaut, sous-lieutenant au 87e de ligne, le 30 septembre.

Edgard Levy, 42, capitaine du train d'artillerie, adjoint à la direction d'artillerie de Strasbourg, chevalier de la Légion d'Honneur, décoré de la médaille militaire, époux d'Emilie Hertz, le 1er octobre.

FIN.



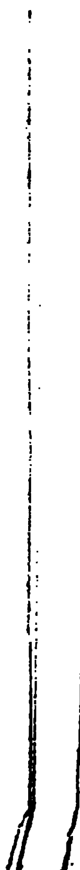


TABLE DES MATIÈRES

Appendice.

TABLE DES GRAVURES